

f r a n c e
o r u m

NOUVELLE SÉRIE • n° 35 10 €



Face à la crise
UNE NOUVELLE
ÉCONOMIE
POLITIQUE

S o m m a i r e

France-Forum • n° 35 • Nouvelle série • Septembre 2009

Éditorial	3
-----------------	---

Face à la crise

UNE NOUVELLE ÉCONOMIE POLITIQUE

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

Les conditions d'une action efficace.	
Exposé de Christian Saint-Étienne	5
L'économie sociale de marché et l'écroulement du consensus de Washington.	
Exposé de Joachim Bitterlich	15
Redonner son importance au Parlement européen.	
Exposé de Giuseppe Sacco	21
Interventions dans le débat : Bernard Zamaron, Philippe Boncenne, Michel Wermelinger, Joachim Bitterlich, Christian Saint-Étienne, Éric Dumont	
.....	32
La répercussion de la crise sur l'Asie.	
Exposé de Claude Meyer	43
Capitalisme rhénan face au capitalisme new-yorkais.	
Exposé de Michel Albert	51
Conclusion du colloque.	
par Jacques Barrot	69

MOTS ET HUMEURS

Le dictionnaire du sens interdit par André Le Gall	77
---	----

NOTES DE LECTURE

« La Fin de l'euro » de Christian Saint-Étienne par Charles Delamare	78
« Le monde d'après : une crise sans précédent » de Matthieu Pigasse et Gilles Finchelstein par Charles Delamare	79
« Écrire n'est pas jouer » de Philippe de Saint-Robert par Charles Delamare	79
« Lève-toi et marche » de Jacques Arnould et Jacques Blamont par Charles Delamare	80
« Alfred Fabre-Luce – Un non-conformiste dans le tumulte du xx^e siècle » de Daniel Garbe par Charles Delamare	81

COURRIER DES LECTEURS

Jean Mousseaux : à propos du colloque « Face à la crise »	82
--	----

Une nouvelle économie politique

(suite)

« Rien ne sera plus comme avant ! » Cette formule usitée en conclusion d'un choc social violent est moins dépréciative qu'il n'y paraît au premier abord. Elle recèle un pari positif sur l'avenir. Il en ira de même pour la « révolution d'Octobre 2008 ». Avec le tranchant de l'évidence, cette phrase s'applique aujourd'hui à la crise financière qui a engendré la crise économique, puis cette année une crise sociale. Attendons les soubresauts politiques, encore inconnus, mais certainement pas doux et gais, qui en découleront inéluctablement !

Le capitalisme « new-yorkais » tente de retrouver ses marques, ragaillardé par un « rallye boursier ». Il se targue – ce que l'on a trop passé sous silence à l'automne 2008 dans l'affolement du « sauve qui peut » – de ce qu'il a puissamment contribué à la mondialisation, au démarrage foudroyant des pays émergents, de la moitié de l'humanité ! C'est vrai. Il ne faut pas jeter les spaghettis avec l'eau de la cuisson ! Mais les dogmes du système imprègnent les esprits, notamment ceux, assez faibles, de moult gouvernants. Ils croient qu'il n'existe pas dans le monde unifié de solution de remplacement aux pratiques issues du « consensus de Washington ». Le libéralisme sans limites – géographiques, institutionnelles, politiques, culturelles et sociales – constituerait la Loi et les prophètes de la nouvelle ère.

La crise démontre que le contraire n'est pas seulement envisageable, mais inévitable. Le colloque organisé par *France Forum*, le 3 avril dernier au Sénat, l'a souligné dans sa première partie.

Devant le vertige causé par l'appel du vide idéologique, il existe une autre branche de l'alternative, une autre structure intellectuelle et morale, économique et sociale, opposée au « capitalisme new-yorkais », une branche solide. Il faut certes la rajeunir, l'émonder, mais aussi s'accrocher à elle avec espoir et ambition. Tel est l'objet des réflexions qui ont été exprimées au colloque dans sa seconde partie. Elles sont reproduites dans le présent numéro.

« L'économie sociale de marché » n'est pas sortie des débats tout armée, prête à agir comme en 1948, telle Minerve issue de la cuisse de Jupiter. Sa longue et fructueuse histoire garantit, certes sa viabilité, pas sa vitalité. La reconstruction d'un système où l'intérêt individuel n'est pas étouffé, mais canalisé, instrumentalisé par l'intérêt général, n'est pas aisée à entreprendre. Les réflexes acquis, les intérêts établis, les complexités bien rémunérées, les pesanteurs sociologiques ramènent les premières tentatives de réforme à des méthodes ancrées dans les mentalités de ses profiteurs. On le voit bien aux États-Unis où les banques, encore vacillantes, ne s'opposent pas moins aux directives légitimes et raisonnables de la Trésorerie fédérale. Tout en profitant largement du « spread » résultant de la différence entre le taux de refinancement, proche de zéro, résultant du cadeau de la Fed, et le taux substantiel des titres souscrits pour secourir le marché.

Les exposés qui suivent ont pour but d'ouvrir une autre voie que celle suivie depuis un quart de siècle par un libéralisme transformé en outil de l'oligarchie financière, incarnée par les

coruscants « traders ». Il ne constitue pas l'alpha et l'oméga de l'économie. À ses débuts, au XIX^e siècle, il n'aurait jamais été productif s'il n'avait pas été bien tempéré.

Nos interlocuteurs incitent à reconstituer le substrat intellectuel et moral d'un bon et fort système de production et d'échanges. Tel qu'il s'est développé, comme l'a montré Schumpeter, au sein d'une société civile et civilisée. L'économie sociale de marché a pris son essor, a démontré son efficacité, sa justesse, son succès autour du Rhin. Il lui faut maintenant se transformer, sortir de ses rives et de ses rites, déborder, s'étendre à toute la nouvelle Union européenne, au monde tout entier ensuite. Une « Europe sans rivages », comme la préconisait François Perroux.

Cette perspective exaltante aurait dû faire l'objet d'explications, de questions, de débats au cours de la récente campagne pour les élections européennes. On a préféré parler d'autre chose ! Si l'on peut dire... Il est vrai qu'il s'agit d'une tâche difficile. Comprise, assumée, la nouvelle pensée entraînera une remise en cause des actuelles institutions de Bruxelles. Pour la bonne

cause ! Pour que l'Europe ne soit plus celle des nations, ce qu'elle est de plus en plus, avec toutes les marques d'impuissance attachées à ce « remake » de la Sainte Alliance !

Tout en n'empêchant pas les souverainistes de crier à la trahison ! La pression sociale montante va modifier ce comportement frileux, apeuré par les grandes ombres du passé. La modification des réflexes des décideurs s'impose. Pour que l'Europe cesse de tirailler dans tous les sens – et les non-sens. Pour qu'elle devienne l'interlocuteur qualifié et écouté des deux ou trois entités étatiques qui se partagent la planète. Le déroulement de la crise impose aux Européens de prendre, enfin, conscience de cette nécessité. Qu'ils acceptent, enfin, de procéder à la transformation de leur système économique ! Voilà le devoir : répondre à la crise du capitalisme new-yorkais. Par nos propres moyens. La crise va être l'occasion d'une véritable ouverture au monde, de l'élaboration d'un réalisme dynamique, d'une renaissance...

Que ce colloque en soit un des modestes initiateurs !

Le comité de rédaction

– Séance de l’après-midi –

Face à la crise : une nouvelle économie politique

Les conditions d’une action européenne efficace

Exposé de Christian SAINT-ÉTIENNE

Yves POZZO DI BORGIO. – Christian Saint-Étienne, évidemment très connu, est un économiste important. Sachez aussi que c’est un homme d’action. C’est un conseiller efficace du Conseil de Paris et il est aussi très actif au conseil régional. C’est vraiment un homme de terrain. Des missions lui sont confiées directement par le président de la République.

Christian SAINT-ÉTIENNE. – On sort du G20. Je ne sais pas ce que vous avez dit ce matin. Apparemment, vous avez fait un résumé de ce qui s’est passé en disant que c’était un catalogue et pas un programme cohérent. Passons un instant sur ce sujet.

Je ne le présenterais pas sous cet angle de catalogue mais plutôt comme programme cohérent. Il y a certes un aspect catalogue, mais il y a aussi une vision sous-jacente.

Je dirais plutôt que c’est un succès technique et politique, mais que ce n’est pas un nouvel ordre économique mondial et que ce n’est même pas un nouvel ordre financier. C’est un succès technique et politique et l’on en avait bien besoin.

On ne pouvait pas se permettre d’avoir un échec technique et politique. Donc, le seul fait que ce soit déjà un succès technique et politique est tout à fait clé.

Quels sont les éléments qui sont acquis du fait du G20 ?

Je vais faire deux paragraphes. Le premier : ce qui est acquis. Le second : ce qui n’a pas été discuté. Le premier point, c’est que de toute évidence, il y a un renforcement net des organisations internationales. Il est clair que les Hongrois ou les

Grecs doivent être très contents que l'on ait triplé les moyens financiers du FMI parce qu'ils se disent que, l'hiver prochain, ils ne seront pas nus et que l'on pourra leur envoyer un chèque de 20 ou 30 Md\$ à chacun dont ils pourraient avoir besoin car il y a de l'argent dans les coffres pour faire le chèque.

Cela a donc rassuré les pays en difficulté. C'était fait pour cela. Malgré tout, sauf si les règles changent, il faudra que la Hongrie et la Grèce remboursent ce qu'on leur prêtera éventuellement l'hiver prochain.

Néanmoins, on a effectivement un renforcement des organisations internationales. C'est très technique et très difficile à vendre, mais il y a un vrai renforcement de la coopération en matière de régulation, notamment la création du forum de stabilité financière qui devient un *board*, c'est-à-dire un conseil de la stabilité financière, dans lequel on retrouvera tous les pays du G20 plus deux ou trois autres, plus toutes les organisations internationales, qui mettront en commun les meilleures pratiques en matière de régulation au niveau international.

C'est très positif, mais cela produira des effets diffus à 5/7 ans. C'est très bien, mais cela aurait dû être fait il y a quelques années.

Le troisième point, c'est très clairement acquis, mais là aussi il faut lire entre les lignes : c'est une tentative de renforcer le système commercial international avec deux volets. Les gouvernements disent : on fera vraiment attention à ne pas répéter les erreurs de la Grande Dépression et l'on ne va pas relever nos barrières commerciales. On va essayer de terminer le cycle de Doha, mais ce sont des engagements. Ce n'est pas effectivement un programme. Pour ce qui est du cycle de Doha, il est prévu que le sujet soit de nouveau discuté en septembre à New York. Des réunions se tiendront en juin autour de la relance de Doha.

Ce qui est à l'origine des difficultés expliquant qu'on n'ait pas pu conclure le cycle de Doha reste, notamment tout ce qui a trait à la plus forte demande de protection par un certain nombre de pays en voie de développement. On ne voit pas très bien comment les pays développés pourraient accepter d'augmenter les possibilités données aux pays sous-développés d'élever leurs barrières.

Sur le renforcement du FMI lui-même, il a une capacité financière plus forte mais, de fait, pour ce qui est de la régulation financière, le FMI va devoir partager ses pouvoirs avec le *financial stability board*.

On aurait pu imaginer d'inclure, par exemple, le conseil de la stabilité financière dans le FMI. On a renforcé les deux, mais on a laissé deux institutions qui devront collaborer. On sous-entend simplement que cela permet aux États de garder le contrôle.

On a bien sûr un enregistrement des *hedge funds* et des agences de notation, mais

les agences de notation restent privées alors que l'on avait évoqué la possibilité d'en faire des organismes de place. Quant aux *hedge funds*, ils vont être enregistrés, mais ils vont continuer d'opérer.

De même, on va se référer à la liste de l'OCDE sur les paradis fiscaux, mais rien n'est dit sur les paradis réglementaires. Or les paradis fiscaux ne sont en rien responsables de la crise actuelle. Est-ce que l'on n'a pas poussé massivement la demande de réforme des paradis fiscaux pour éviter de parler des paradis réglementaires ?

Les paradis réglementaires, ce sont toutes les places financières sur lesquelles les règles de fonctionnement sont beaucoup plus souples que dans les autres pays, de telle sorte que, par exemple, le grand paradis réglementaire de l'Europe n'est pas du tout la Suisse qui est très réglementée, mais Londres. C'est ainsi que Londres est devenu la place financière de la zone euro. C'est parce que l'on peut faire à Londres ce que l'on ne peut pas faire dans la zone euro. Donc on n'a rien dit sur les paradis réglementaires.

On a apporté 1 100 Md\$ à un certain nombre d'institutions. Mais enfin, ce n'est pas à la discrétion du FMI.

Le FMI va disposer de 750 Md\$ en trois tranches de 250 qui sont des prêts bilatéraux. Ce sont des prêts, ce qui veut dire que le FMI doit aussi rembourser.

On crée une nouvelle tranche d'accords généraux d'emprunts de 250 Md\$. Mais là aussi, ce sont des prêts. La seule nouveauté, c'est une émission de DTS de 250 Md\$ qui prendra du temps à être mis en place. Cela ajoute de la liquidité dans le système, mais c'est un système qui est déjà en surliquidités.

100 Md\$ vont être donnés aux institutions multilatérales bancaires, du type Banque mondiale, banques africaines et autres – c'est très bien – et 250 Md\$ vont être donnés par les États sous forme de crédit commercial, crédit export, sur deux ans.

On voit que la part *stricto sensu* qui revient au FMI sur les 750 Md\$, celle sur laquelle il a un peu plus de marge de manœuvre, c'est 250 Md\$, sinon le reste, ce sont des emprunts et les 250 Md\$ de *trade credit* sont à la discrétion des États.

Donc, sur les 1100 Md\$, 250 Md\$ sont à peu près sous contrôle du FMI, et encore sous le contrôle de son *board*. J'ai imprimé le document de neuf pages qui est sorti du sommet et je l'ai analysé pendant quelques heures. C'est extrêmement précis et, pour chaque clause, il y a une sous-clause qui en limite les effets.

Ce qui est fascinant dans l'accord, c'est qu'il n'y a rien en ce qui concerne les

règles du commerce sur la prise en compte du social et de l'environnemental ; c'est pour cela que l'on peut dire que ce n'est ni un nouvel ordre économique mondial ni un nouvel ordre économique financier. Il n'y a rien sur les *global imbalances*, c'est-à-dire les pays qui ont des déficits énormes et des excédents énormes. Il n'y a rien sur les taux de change. Il n'y a rien sur la titrisation. C'est très faible sur les normes comptables. Il n'y a rien sur les dérivés. Il n'y a rien sur la régulation des banques.

Ce sommet est donc un succès technique et politique, il fallait que cela le soit, mais ce n'est pas une révolution mondiale et la question des capacités d'influence de l'Europe se repose.

J'ai voulu commencer par l'analyse de ce qui s'est passé hier car, quand j'ai dit que c'était un succès technique et politique, j'aurais pu ajouter que c'était un succès technique et politique pour le couple franco-allemand qui a obtenu plus que ce que l'on pouvait craindre il y a une semaine, mais qui, justement, n'a pas obtenu tout ce qu'il souhaitait puisqu'une grande partie des sujets que j'ai évoqués ensuite dans les sujets non traités étaient des sujets fétiches du couple franco-allemand.

Mme Merkel était intervenue personnellement il y a quelques mois pour dire qu'il faudrait que les banques soient, par exemple, obligées de détenir une fraction des crédits qu'elles titrisent.

Ensuite, la question était de savoir si c'est 5 % ou 30 %, sachant que la Commission européenne avait elle-même demandé que la part détenue par les banques soit de 30 %. Les banquiers voulaient 5 %, on semblait aller vers un accord au niveau européen pour que ce soit 20 %. Tout cela n'est absolument pas évoqué dans le communiqué final.

On a un succès franco-allemand technique et politique, mais, on est, au fond, à la limite de la défaite stratégique.

Si l'on en vient aux difficultés de la construction européenne, il faut lire d'ailleurs le fonctionnement du sommet – les questions stratégiques qui se posent au niveau européen – meurées à l'aune de ce qui a été projeté du point de vue des images.

Ce qui m'a frappé, pour le peu que j'ai regardé les images télévisées, c'était le roi Obama qui arrive dans son petit royaume avec ses 800 accompagnateurs, son énorme avion relié à tous les missiles américains en temps réel, qui débarque à Londres et puis une meute de coparticipants, notamment sur la photo finale M. Nicolas Sarkozy qui est repoussé sur la gauche et Mme Merkel qu'il faut chercher avec une loupe.

La zone euro n'est quasiment pas représentée en tant que telle alors qu'elle est aujourd'hui sur le papier la deuxième devise du monde et qu'elle a une économie

aussi puissante que celle des États-Unis.

C'est un bon moyen d'expliquer la nature du problème que nous avons, c'est-à-dire que le PIB de l'Union européenne dans son ensemble est aujourd'hui nettement supérieur au PIB des États-Unis d'Amérique.

Cela ne se voyait pas sur les photos du sommet du G20. Cela montre bien la nature du problème : l'Europe est une masse, ce n'est-ce pas une puissance. C'est une somme de pays inorganisés en puissance.

Je précise que je suis un vieux « barriste ». Il y a quelques années, j'ai travaillé avec M. Raymond Barre et je suis totalement européen et partisan des États-Unis d'Europe. Je le dis au cas où vous seriez choqués par mes propos. Je parle en tant qu'Européen.

Si l'on regarde le fonctionnement de l'Europe, elle ne pèse absolument pas son véritable poids et toute la question est de savoir comment on pourrait imaginer de lui donner les capacités d'action correspondant à ce poids.

D'abord, pour comprendre notre incapacité à peser sur les affaires du monde, je vais me concentrer sur la zone euro. Je rappelle que les trois éléments fondateurs de la souveraineté des États et, notamment du modèle d'État nation souverain qui s'est développé par le travail de la monarchie depuis la Renaissance jusqu'au modèle républicain d'État nation qui trouve son archétype totalement construit au XIX^e siècle, sont le droit, la défense et la monnaie.

Ce sont les trois instruments du Prince.

Pour ce qui est du droit, l'Europe a renoncé à toute capacité de normalisation puisque nous avons abandonné la définition de la règle de droit en partie aux cabinets d'avocats américains. Nous avons fait la même chose sur les normes comptables.

Vous connaissez peut-être une décision datant du début des années 2000, par laquelle l'Union européenne a renoncé à tout pouvoir de normalisation en comptabilité en le laissant entre les mains de l'IASB, qui est une institution contrôlée et dominée par les quatre grands comptables anglo-saxons, *les big four*.

À aucun moment, l'Europe a la volonté de reprendre en main son pouvoir réglementaire en matière comptable. Or, Dieu sait que la comptabilité est un élément fondamental de l'appréciation du fonctionnement de l'économie et de l'appréciation de la gestion d'une banque et d'une entreprise.

Vous savez certainement que la comptabilité est une invention italienne. Je le dis parce que nous avons un Italien à notre table. C'est un système conceptuel qui donne une image de la réalité.

Ceux qui ont travaillé les systèmes comptables ou qui, en tant que chefs d'entre-

prise ou patrons d'une banque, ont eu à établir des comptes savent à quel point c'est conceptuel, avec une marge d'appréciation tout à fait considérable. C'est vrai pour toutes les institutions. Les banques qui annoncent aujourd'hui des profits de 1 Md\$ pourraient très bien nous annoncer des pertes de 3 Md\$.

Compte tenu des masses en jeu, puisqu'une banque de taille significative a, aujourd'hui, un bilan de 2 000 Md\$, voire pour la zone euro de 2 000 Md d'euros, vous voyez comment de petites différences d'appréciation sur les provisions que l'on passe sur des parties de bilan peuvent vous faire basculer de + 1 à - 6. C'est très facile, on pourrait même sortir + 6 si l'on voulait.

Cela montre à quel point la comptabilité est très dépendante du pouvoir de normalisation et de la façon dont on fixe les règles et leurs conditions d'application. Si l'Europe veut peser dans le monde, elle doit avoir le contrôle de son système de comptabilité et de la façon dont c'est appliqué. De même pour les normes juridiques.

Pour moi, les questions de normes juridiques et de normes réglementaires ne sont pas du tout un problème technique, c'est intrinsèquement stratégique. C'est décisif, c'est un élément clé dans un monde global totalement unifié. C'est un élément clé d'affirmation d'une stratégie globale.

L'Europe, c'est une masse, ce n'est pas une puissance. Elle a renoncé d'elle-même à son pouvoir réglementaire alors que personne ne le lui demandait. Tout le monde a été surpris.

Quelques personnes se sont insurgées, très peu, notamment des Français qui ont dit : « Vous vous rendez compte de ce que vous faites ! »

Donc, une masse organisée en puissance ayant renoncé au pouvoir réglementaire et surtout une gouvernance économique de l'Union européenne qui est une juxtaposition d'exercices partiels, sans vue d'ensemble coordonnée sous le contrôle d'un pouvoir politique responsable.

Nous n'avons pas de pouvoir politique responsable. Dans le traité de Lisbonne, on va prévoir un président du Conseil un peu plus stable que dans le système actuel. Il ne faut pas surestimer ses pouvoirs parce que l'on continuera à avoir des présidences tournantes de pays. C'est le pouvoir de la présidence tournante qui est divisée en deux : une partie reste dans la présidence tournante et une petite partie ira au président du Conseil qui aura des pouvoirs très limités.

Cette gouvernance économique s'exerce essentiellement par trois instruments qui sont conduits par des institutions indépendantes, mais qui ne se parlent pas.

Le pouvoir monétaire a été donné à la BCE. Le pacte de stabilité et de croissance est managé par la Commission européenne ainsi que le sujet clé de la concurrence, mais il n'y a pas de mise en cohérence de l'exercice de ces différents pouvoirs.

Cela a conduit, il y a quelques jours, à l'exercice politique hallucinant de la Commission européenne qui a mis la France en examen et un ou deux autres pays, au titre du pacte de stabilité et de croissance, pour avoir dépassé son déficit en 2008, alors même que toute la communauté internationale et encore le G20 hier demandaient à la France et aux autres pays de dépenser plus pour faire face à la crise.

Il y a une gouvernance, qui est une juxtaposition d'exercices partiels, sans vue d'ensemble coordonnée.

Le seul domaine dans lequel on pourrait avoir une action forte est la politique de change, où un article du traité de Maastricht est très clair et pourtant l'on a renoncé à exercer le pouvoir qui nous est donné.

Juste un mot sur ce point : les Français se sont fait une spécialité de critiquer la Banque centrale européenne. Il y a des épisodes de haute température qui monte et qui descend, mais plusieurs présidents ou Premiers ministres critiquent la Banque centrale européenne depuis 1999, et à chaque fois on le fait sur la base de l'article 105, donc de sa politique anti-inflationniste.

Pourtant, l'article 105, qui est un élément clé du traité signé par tous les États membres, dit clairement que le seul objectif assigné à la BCE est la stabilité des prix. Si on avait été contre, il n'aurait pas fallu signer cet article, en sachant que ce n'était pas nécessaire.

La Banque centrale américaine a reçu deux objectifs qui sont la stabilité des prix et le maintien d'une croissance satisfaisante. L'Europe a choisi de n'avoir qu'un objectif. On ne peut pas accuser la BCE de mettre en œuvre la politique qui permet d'atteindre l'objectif qui lui est assigné par un traité signé par tous les pays.

En revanche, la France n'a jamais fait usage de l'article 111 qui est très clair. L'article 111 alinéa 2 du traité de Maastricht stipule très clairement que pour ce qui concerne la politique de change à l'égard des monnaies des pays extérieurs à l'Union, c'est le conseil ECOFIN, statuant à la majorité qualifiée sur recommandation de la BCE et de la Commission, qui peut formuler des orientations générales de politique de change.

En réalité, la responsabilité de la politique de change appartient à l'ECOFIN qui n'a jamais exercé cette possibilité. Il y a eu, à un moment donné, une velléité du président de l'ECOFIN de voir s'il ne pouvait pas cogérer la politique de change avec le président de la BCE qui l'a toujours renvoyé dans ses buts.

Autant la BCE a le droit de dire que l'article 105 a été signé et appliqué, autant à ce moment-là l'ECOFIN pourrait dire que l'article 111 vaut autant que l'article 105 et qu'il faut l'appliquer.

Pourquoi cela n'a-t-il pas été appliqué jusqu'ici ? Parce que, il faut le dire, il n'y a pas de vrai consensus sur la nature de la politique de change que l'Europe devrait mener puisque les Allemands et les Français, notamment, ne sont pas tout à fait d'accord sur le type de politique parce qu'ils ont des structures économiques différentes.

L'Allemagne a une évolution de son économie qui fait qu'aujourd'hui elle pourrait survivre seule difficilement, mais elle pourrait survivre avec 1€ à 1,8 \$. La France et l'Italie implorent avec 1€ à 1,8 \$, sans parler de l'Espagne.

La question fondamentale est : comment on s'assure que l'euro ne monte pas à 1,8 \$, à 2 \$ ou 2,50 \$?

Si l'on a seize pays dans la zone euro et que sur le papier on a la même puissance que celle des États-Unis et trois fois la puissance de la Chine, que fait-on ? On œuvre pour faire un directoire mondial dans lequel il y aurait trois acteurs majeurs.

Il s'est constitué aujourd'hui une véritable zone dollar Chine-Amérique et la politique de change du dollar est codécidée par le Trésor américain et le polit-bureau du parti communiste chinois. Le polit-bureau du parti communiste chinois n'a pas qu'une série d'objectifs portant sur la politique monétaire et financière. Il a aussi des objectifs sociaux, militaires, stratégiques et il se sert de son pouvoir de codétermination de la valeur du dollar pour mettre en œuvre et atteindre ses objectifs stratégiques.

Il ne faut jamais oublier que l'État chinois a 2 400 ans. Les deux plus vieux États de la terre, c'est l'État chinois suivi de l'État français qui a quinze siècles. Cela n'a l'air de rien, mais cela joue un rôle quand on regarde le fonctionnement des pays.

La Chine poursuit des objectifs stratégiques en fonction du retour de sa puissance qui lui permettront de s'imposer au plan mondial. C'est ce que l'on a d'ailleurs vu hier à Londres.

La moindre des choses serait de dire : quand même, nous, Européens, on existe.

On ne peut pas laisser la contre-valeur de l'euro en fonction du dollar être, au mieux, codécidée par la Chine et le Trésor américain et au pire, plus probablement, décidée par le seul polit-bureau chinois.

La moindre des choses serait d'exiger que ECOFIN exerce le pouvoir qui lui est échu par l'article 111 et je suis stupéfait qu'il n'y ait aucun débat à ce sujet. Le problème sous-jacent est qu'il n'y a pas d'accord franco-allemand sur ce qu'il faudrait faire.

Je vous ai dit qu'en ce qui me concerne le signal faible mais positif de ce qui s'est passé hier, voire depuis un mois et demi, est une sorte de début de reconstitution du couple franco-allemand. Mais on a tout de même vu que c'est très fragile depuis cinq ans : parfois cela se reconstitue sur certains dossiers et parfois cela reclaque.

C'est une analyse stratégique à plusieurs niveaux.

Le fait que la France soit enfin capable après 15 ans d'errement de remettre ses affaires en ordre n'a pas seulement un impact pour nous. Du coup, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et l'Angleterre nous regarderont différemment et nous pourrons

alors redonner au moteur franco-allemand une importance.

Le refroidissement entre la France et l'Allemagne n'est qu'un effet secondaire de l'affaiblissement français. La France avait été d'une certaine façon le moteur de la construction européenne, que ce soit à Messine ou à Rome, mais aujourd'hui la France est très affaiblie.

L'affaiblissement français est très grave pour nous. Cela a aussi d'énormes conséquences pour l'Europe. C'est une sorte de système de poupées russes. Si la France remet ses affaires en ordre et qu'elle est de nouveau prise au sérieux par les Allemands, à ce moment-là on pourra réenclencher un vrai couple franco-allemand qui fonctionne, réenclencher une zone euro qui passe d'un comportement de masse à un comportement de puissance et de nouveau peser sur les affaires du monde.

Nous sommes devenus le maillon faible du système et l'enjeu de la réforme de la France dépasse totalement les affaires françaises. C'est un enjeu clé pour remettre l'Europe d'aplomb.

Il me reste deux minutes pour finir sur les conditions d'une action européenne efficace. Il faut une réforme du fonctionnement de la zone euro.

Le président Sarkozy qui est, à l'évidence, un homme exceptionnel et qui a les qualités qu'on lui connaît n'est pas connu pour son action stratégique dans la durée. Or, il se trouve qu'au mois d'octobre, il a fait une demande vitale, cruciale, sur un sujet stratégique majeur et dit une chose essentielle : « Il faut mettre en place un gouvernement économique de la zone euro. »

Les Allemands ont refusé. On n'a pas fini d'analyser les conséquences de ce rejet. Je pense que c'est complètement lié à ce que je vous ai dit. Les Allemands ont refusé car, fondamentalement, ils n'ont plus confiance dans notre pays. Ils se demandent pourquoi ils créeraient un gouvernement économique de la zone euro avec un pays qui n'est pas capable, un tel point, de gérer ses propres affaires.

Il faut impérativement construire un gouvernement économique de l'Europe qui exercerait, notamment, sa capacité dans la mise en place d'une politique de change raisonnable. Il faut aussi impérativement aller vers un *policy mix* coordonné, c'est-à-dire au-delà de ces exercices de gouvernance séparée par des acteurs qui ne sont pas coordonnés par un pouvoir central. Le *policy mix*, c'est la conduite simultanée de la politique monétaire, de la politique budgétaire et de la politique de change. Pour un grand État, le minimum est d'avoir un *policy mix* coordonné sous le contrôle d'un gouvernement totalement légitime et puissant. On aurait d'ailleurs la légitimité dans le cadre d'un conseil des chefs d'État de la zone euro.

Il nous faut donc un gouvernement économique de la zone euro qui mette en place un *policy mix* coordonné et il nous faut mettre en place un début de fédéralisme fiscal.

Qu'est-ce que le fédéralisme fiscal ? Dans trois semaines, je sors un livre qui s'appelle *La Fin de l'euro*. Le premier chapitre de mon livre est une analyse qui montre à quel point, depuis 1999, on n'a pas du tout une convergence des performances et des politiques, mais une divergence totale des performances et des politiques à l'intérieur de la zone euro.

Les plus grandes *global imbalances* de la planète sont à l'intérieur de la zone euro. C'est à l'intérieur de la zone euro que l'on trouve l'Allemagne et les Pays-Bas avec des excédents de balance courante de 6 % - 8 % du PIB et l'Espagne et l'Irlande avec des déficits de balance courante de 6 % - 8 % du PIB, c'est-à-dire que les plus grosses *global imbalances* sont à l'intérieur de la zone euro.

Or, ce que l'on appelle le fédéralisme fiscal, est une technique qui vise à permettre de contrebalancer ces *imbalances*, d'y mettre progressivement fin et surtout de limiter l'impact de chocs asymétriques sur des systèmes qui sont aussi hétérogènes.

Il faut donc mettre en place un minimum de fédéralisme fiscal, ce qui passe par la mise en place d'un pot commun pour construire un vrai budget, mais pas un budget de l'Union européenne. Il faut être capable de dire que ce budget est fait pour la zone euro, c'est-à-dire pour ceux qui partagent la même monnaie.

Il faut également s'interroger sur la concurrence fiscale et sociale.

Jusqu'à quel point, on va continuer de donner des subventions massives de l'Union européenne à des pays qui, comme l'Irlande, ont un taux d'impôt sur les sociétés de 12,5 % ? Sans aller vers une coordination des politiques fiscales et sociales, à un moment il faudra au moins mettre en place des minima.

À l'intérieur des États-Unis d'Amérique, vous n'avez pas de concurrence fiscale et sociale. Vous avez un gouvernement politique unifié, vous avez une monnaie unifiée, vous avez un système fiscal fédéral puissant. Il y a des différences de systèmes juridiques entre le Delaware et la Californie, mais les outils essentiels sont fédéraux, ce qui n'est pas le cas en l'Europe.

Quand on parle des conditions d'une action européenne efficace, le premier élément décisif est de faire un diagnostic aussi brutal que celui que je fais et de dire, ensuite, quelles sont les choses à changer. Au fond, est-on prêt à un discours de clarté au niveau européen ? C'est toute la question qui est posée.

(*Applaudissements...*)

L'économie sociale de marché face à la crise

Exposé de Joachim BITTERLICH

Charles DELAMARE. – M. Joachim Bitterlich est un ancien ambassadeur d'Allemagne, ancien directeur de cabinet d'Helmut Kohl, actuellement vice-président du groupe français Veolia environnement.

Excellence, pouvez-vous rebondir sur les interrogations de Christian Saint-Étienne qui sont très importantes et auxquelles il faut vraiment réfléchir?

Joachim BITTERLICH. – Il est un peu difficile de répondre sur le vif ayant entendu peut-être la moitié ou un tiers de ce que Christian Saint-Étienne a expliqué. Sur le G20, j'ai simplement lu avant de partir ce matin un commentaire qui m'a un peu inspiré. Il avait un titre magnifique : « Une semaine européenne, frivolité française et frilosité allemande. » Je serai heureux le jour où ce sera l'inverse !

Je mets de côté un commentaire sur le G 20 qui serait trop improvisé. Je vais en venir au sujet et je ne pense pas que je sois très loin des thèses de Christian Saint-Étienne pour d'autres raisons et avec une autre analyse.

« Économie sociale de marché ou capitalisme rhénan », le système allemand, le modèle du succès allemand depuis les années 1950. Certains pensent à l'école de Fribourg, d'autres à Ludwig Erhard, l'homme que l'on a un peu oublié de part et d'autre.

C'est surtout pour moi un sujet d'actualité primordial dans la situation actuelle où, quelque part, nous vivons l'échec d'une partie du régime économique et financier créé à l'issue de la Seconde Guerre mondiale.

Ce que nous avons vécu ces dernières années a été les conséquences du « fondamentalisme » du marché libéral, qui nous a poussés à l'extrême, parce que sa thèse a été : le marché, c'est tout, le marché peut tout, le marché peut tout guérir, il doit guérir tout, tout seul. C'était cela la thèse.

Or, le marché nous a poussés complètement ailleurs, vers une crise qui était prévisible, et le plus curieux est que ceux qui l'ont poussée jusqu'à l'extrême ne sont pas ceux qui sont punis.

J'ai été quasiment asphyxié hier soir lorsque j'ai appris à la radio dans la voiture les titres des journaux à la sortie du G20. Je me suis demandé ce qui se passait.

Il me semble que l'on a trouvé un nouveau bouc émissaire idéal, beaucoup plus facile à combattre : les paradis fiscaux. Le plus drôle, c'est qu'il en manque quelques-uns, et non des moindres, dans la liste que l'on a publiée quelques heures après. Certains ont peut-être mieux négocié que d'autres.

Mais revenons au sujet de l'économie sociale de marché.

Qu'est-ce que ce modèle allemand ?

Il est peut-être un peu trop allemand, un peu particulier. Mais quel est le fond et que peut-on en apprendre ? Il s'agit d'une économie libérale de marché encadrée. Elle a deux contrepoids : l'un est le contrôle des abus de la concurrence et l'autre est la politique sociale avec de nouveau un modèle allemand assez particulier, assez étrange, pour un Français.

Je vous donne quelques exemples pour qu'un Français comprenne ce système et les raisons pour lesquelles cela ne fonctionne pas chez lui.

Lorsque je suis arrivé ici il y a six ans en passant pour ainsi dire de l'autre côté de la rue, du côté public vers le côté privé, mes collègues m'ont dit : « Écoute Joachim, tu dois nous aider en Allemagne, tu peux faire tout ce que tu veux, sauf une chose, ne nous ramène pas la cogestion. On ne veut pas voir cette co-décision de l'employé dans la vie quotidienne de l'entreprise. »

Aujourd'hui, je pense que c'était plutôt un jugement d'incompréhension que d'hostilité.

Je me souviens – c'était dans les années 1980 – qu'un ami parisien arrivant en Allemagne pour diriger la filiale d'un grand groupe français m'appelle, nerveux, un soir en me disant : « J'ai un problème de fond, le président de mon comité d'entreprise m'a invité à dîner chez lui. Je ne peux pas accepter cette invitation parce qu'elle émane d'un syndicaliste. » Je lui ai dit : « Tu te tais, tu achètes un bouquet de fleurs, tu prends une bonne bouteille, tu y vas et tu verras. »

Je l'ai convaincu. Il y est allé. Le lendemain matin, dès 7 heures, il me dit : « Merci beaucoup, ce fut un énorme apprentissage pour moi ». Je lui ai demandé comment cela s'était passé. « C'est simple : il m'a introduit dans le salon de leur petit appartement, il a ouvert une bouteille de vin mousseux allemand, et mon hôte a levé son verre en me disant : "Monsieur, on travaille dans la même entreprise. On est de bords différents, vous êtes du côté patronal et moi, je suis du côté des employés.

Parfois, on aura des bagarres, des débats, des disputes parce que l'on défend chacun son côté, mais sachez que j'aurai toujours à l'esprit d'assurer le futur de cette entreprise, et dans ce sens je souhaite coopérer et travailler avec vous."» Mon cher ami français, issu des grands corps de l'État, était totalement perplexe parce qu'il n'avait jamais entendu un tel langage.

Je pourrais prolonger ces exemples. Ils démontrent combien nos systèmes et nos pays sont restés inconnus l'un pour l'autre. Ayant écouté l'analyse de Christian Saint-Étienne, je suis convaincu qu'un problème de fond perdure jusqu'à aujourd'hui : pourquoi Berlin a-t-il réagi de manière brusque face à Paris ? Pourquoi Paris a-t-il réagi avec une certaine non-compréhension à l'égard de ce qui se passe à Berlin ? Nous sommes face à deux systèmes de gouvernance totalement différents.

À Berlin, c'est un régime basé sur le consensus, du moins qui essaie de le trouver, avant d'agir et qui a une certaine lenteur d'action. Cela n'a rien à voir avec le fait que l'Allemagne est dirigée par des coalitions. Le terme de coalition à l'allemande est malheureusement presque inconnu dans les sciences politiques françaises parce qu'elles n'ont jamais compris ce que c'est. Vous avez pourtant des coalitions même au sein d'un même courant français ! La France est gouvernée par un système dirigé par une personne. De l'autre côté du Rhin, il y a un système, que l'on appelle la « Kanzlerdemocratie », la démocratie avec à sa tête un chancelier. Ce sont deux systèmes qui sont peu comparables, d'où la nécessité de mieux connaître les bases du système du voisin. On ne l'a, malheureusement, pas fait suffisamment ces dernières années. Par ailleurs, je pense que l'économie allemande, ou le système allemand, a compris le défi de nos jours plus tôt que son voisin à l'ouest du Rhin, en particulier s'agissant de la dépendance au monde et de l'implication profonde qu'elle entraîne pour l'Europe. Pour les Allemands, le marché est non seulement l'Europe, mais le monde.

L'Allemagne possède un inconvénient et une différence structurelle face à l'économie française qui sont très sous-estimés par les scientifiques, mais aussi par les politiques, c'est la part des exportations et de leur profonde implication industrielle.

C'est une différence de fond. Mais les allemands ont du moins compris que la base est l'Europe. Or qu'est-ce que c'est que l'Europe ? Qu'est-ce que c'est que le marché européen ? Nous avons créé un marché intérieur magnifique – une idée de Jacques Delors, le dernier homme politique à la tête de la Commission à Bruxelles –, que nous avons soi-disant accompli en 1992. Cela fait 17 ans.

En réalité, jusqu'à maintenant il n'est pas réalisé. Il y a probablement un tiers du PIB européen qui n'est toujours pas intégré dans l'action économique européenne.

Je vous cite trois domaines :

Le premier n'est presque pas connu, c'est ce que l'on appelle les services d'intérêt général. Ce sont tous les services qui sont en corrélation avec le public. Ce sont, par exemple, les domaines dans lesquels je travaille aujourd'hui avec Veolia : l'eau, les déchets, l'énergie, les transports, quelque part en transition, quelque part en zone grise.

Deuxièmement, de l'autre côté, le marché de l'énergie. On est, en réalité, au début d'un mouvement vers un marché de l'énergie en Europe. Nous avons jeté certaines bases, mais le vrai travail en Europe est encore devant nous.

Troisièmement, le marché financier européen est peut-être transfrontalier, est peut-être électronique, tout ce que vous voulez, mais ce n'est, malheureusement, pas un marché européen *stricto sensu*. Ce n'est pas un marché intérieur.

Pour moi, ce sont les grandes lacunes aujourd'hui de notre marché intérieur. Par ailleurs, il y a une autre lacune, c'est le côté économique et social du marché.

À l'époque du chancelier Helmut Kohl, les Allemands ont pendant des années essayé d'introduire, avec l'aide de Jacques Delors, la notion de « social » dans la construction européenne. C'est normal. C'est ce que j'appelle la solidarité face aux êtres humains, aux employés et aux travailleurs.

Nous avons essayé et nous avons échoué, en 1991 à Maastricht, à cause à la résistance anglaise qui ne voulait rien savoir à cet égard. Au cours d'une nuit un peu folle, en l'espace de deux heures, nous avons construit rapidement une solution de remplacement qui était « le protocole social ». Cela grâce à une équipe franco-allemande, sinon on aurait échoué. Mais, l'essai d'introduire, d'ancrer davantage une économie sociale de marché à l'échelle européenne a échoué.

Il est exact que M. Tony Blair a signé en 1997 le protocole à Amsterdam. Depuis, je cherche en vain des progrès réels pour créer cet équilibre social. Or, de l'autre côté, même dans le domaine de la concurrence, Christian Saint-Étienne a raison, nous avons une relation qui n'est pas claire entre les instances nationales et les instances européennes, et l'instance européenne n'a toujours pas compris que le marché n'est plus l'Europe, mais que c'est un marché mondial.

Nous avons devant nous un problème de fond qui n'est pas réglé. Or, nous avons créé l'UEM (l'Union économique et monétaire) qui a fait jusqu'à maintenant ses preuves.

Imaginez, s'il vous plaît, un seul instant l'Europe sans l'euro ces dernières années. Je suis toujours tenté de lire ce que j'ai lu il y a des mois face à 500 professeurs de gauche. C'est un extrait d'un hebdomadaire français sérieux, le *Nouvel Obs* de l'an-

née dernière. Je vous lis simplement ce qu'il dit sur l'euro. Nous sommes en 2008. Je cite : « Le franc est toujours notre monnaie et les marchés financiers jugent la France sur ses résultats économiques. Ceux-ci sont aussi mauvais qu'en 1982 : même déficit du commerce extérieur, dérapage similaire des comptes publics, pertes massives de compétitivité. Seulement l'écart s'est accru par rapport à nos voisins redressés et les masses de capitaux spéculatifs qui attaquent le franc ont été multipliées par dix. Les dévaluations se sont succédées, rendant hors de prix les produits importés dont on ne peut pourtant se passer. Le litre de super est à 17 francs, les taux d'intérêt au-dessus de 10 % précipitent l'effondrement de l'immobilier. Les entreprises n'investissent plus, les ménages endettés à taux variable mettent la clef sous la porte. La consommation et le pouvoir d'achat s'effondrent. L'État doit payer 450 MdF d'intérêts sur la dette par an. Impossible de compenser en doublant l'impôt sur le revenu ou en passant la TVA à 30 %. Résultat : le déficit est à 7 % du PIB. Depuis que les Français ont voté "non" au référendum et sur le plan de redressement négocié avec Dominique Strauss-Kahn au FMI, les agences de notation ont dégradé la note de l'État français, ce qui veut dire qu'il ne peut plus émettre d'emprunts, alors qu'il doit rembourser les anciens. Comment en sortir ? Nicolas Sarkozy hésite entre les deux camps qui divisent ses conseillers : d'un côté les tenants du modèle argentin qui rêvent d'un sursaut national, de l'autre les thatchériens qui ont un plan, les économies permettant de réduire de 20 % d'un coup les dépenses publiques en supprimant les minima sociaux, en privatisant la Sécurité sociale et en licenciant un quart des fonctionnaires. Entre eux, c'est la guerre des Malouines, titre le *Nouvel Obs*. Ouf ! Réjouissons-nous, au moins il y a l'euro !... » Fin de citation.

Je pense que, de temps en temps, quelqu'un doit louer un petit peu l'euro, mais peut-il tenir le coup à long terme ? Là est la question. Nous nous trouvons face à un sujet qui est la gouvernance économique au sens large.

Un des derniers hommes politiques français qui a su introduire ce sujet dans le débat fut Jacques Delors. Depuis lors, il y a toujours un problème de fond. Dès qu'un Français utilise ces mots de « gouvernance économique européenne », les rideaux se baissent à Berlin et à Francfort. On a peur du dirigisme à la française, on a peur d'une politique volontariste et cette méfiance de fond s'est installée automatiquement.

Un débat objectif n'a pas été possible. En réalité, on n'a jamais débattu ni résolu la question suivante : « dans quelle mesure avons-nous besoin, oui ou non, d'une harmonisation, ou seulement d'une concertation, ou peut-être même de la libre compétition, dans les domaines de la politique économique, tant dans le domaine fiscal que budgétaire, voire social ? » Pour le reste, pour la politique des échanges, le traité a écrit le nécessaire.

Quelles sont ces politiques dont nous avons besoin pour accompagner de manière

saine une politique monétaire ? Aussi longtemps – là est le problème pour moi – que nous n’aurons pas jeté les bases à cet égard, je refuse de parler ou de reprocher à quiconque au sein de l’Union européenne ou au sein de la zone euro, le *dumping social* ou le *dumping fiscal*.

Je regrette. Lorsque nous aurons établi les bases, oui, mais jusqu’à maintenant nous n’avons jamais eu un vrai débat à cet égard. Je vous dis franchement, j’ai longtemps réfléchi à la façon de lancer un tel débat. J’ai essayé à plusieurs reprises de le faire dans des articles, dans des colloques, dans des conseils. En vain !

Or, j’ai toujours à l’esprit l’idée que le seul moyen de lancer le débat consiste à le faire à partir d’une initiative franco-allemande, en chargeant un petit comité de sages, de réfléchir, de jeter les bases comme nous l’avons fait en 1988 lorsque nous avons lancé, à l’époque, à Hanovre, les débats et toute la construction de l’Union monétaire avec ce curieux comité ayant à sa tête Jacques Delors, assisté à titre personnel par les gouverneurs des banques centrales.

Il faut un coup de génie de cette sorte pour lancer ce débat.

Vous comprendrez peut-être que, pour moi, le premier professeur que j’ai eu en France, est le candidat idéal pour diriger ce petit comité. Il se nomme Jacques Delors.

(Applaudissements...)

Charles DELAMARE. – Merci, Joachim Bitterlich, pour cet exposé extrêmement aimable pour nous, Français, parce que vous n’avez pas prolongé l’autocritique que votre prédécesseur avait développée contre la politique monétaire en France.

Vous avez tout de même mis les points sur les i concernant des problèmes très importants avec ce sentiment que nous partageons, que l’on doit se mettre autour de la table pour avancer dans l’esprit qui a été celui de Jacques Delors dont vous avez parlé à la fin de votre exposé.

La crise ne s’est pas terminée hier à Londres. Dans un certain sens, elle commence vraiment parce que la reconstruction d’un système beaucoup plus fiable va demander un travail considérable.

Un de ses travaux les plus importants sera de restituer cette confiance entre la France et l’Allemagne par un effort très sérieux. Comme le disait Oscar Wilde, « *It’s important to be earnest.* »

Redonner son importance au Parlement européen

Exposé de Giuseppe SACCO

Giuseppe SACCO. – Je vous demande pardon de ne pas vous parler de la question d'un possible emprunt européen, qui de toute manière est aujourd'hui beaucoup moins d'actualité que lorsqu'on avait établi le programme de cette rencontre. Mais je voudrais enchaîner sur ce qu'on vient de dire. Car on a dit, cet après-midi, beaucoup de choses importantes. Surtout, j'ai admiré la clarté et la franchise avec lesquelles s'est exprimé M. Bitterlich, à propos de problèmes délicats que l'on traite la plupart du temps avec trop de diplomatie. Ce sont justement cette clarté et cette franchise qui conviennent à un colloque intellectuel comme le nôtre. De même, j'ai apprécié la lucidité et la force technique extraordinaires de M. Saint-Étienne, qui a présenté une approche qui m'est apparue en même temps très européenne et très française.

Dans mon cas, je ne vais pas pouvoir faire de même. Permettez-moi donc de vous présenter tout d'abord une approche italienne, pour passer ensuite à une approche plus générale : à une approche – si j'ose dire – vraiment européenne.

Il est facile de comprendre pourquoi nous, les Italiens, nous sommes si favorables au projet de l'unification européenne, qu'on perçoit souvent d'ailleurs comme le prolongement du Risorgimento, le processus révolutionnaire qui, au XIX^e siècle, à partir de l'invasion napoléonienne, a amené à l'unité nationale de l'Italie. Les raisons de cet attachement sont assez évidentes : le sentiment d'appartenir à l'Europe a largement remplacé le sens de l'identité nationale, discréditée d'un côté, par l'usage excessif qu'en avait fait la propagande du fascisme et qui, d'un autre côté ne faisait pas partie du patrimoine intellectuel et moral des communistes, qui ont dominé culturellement dans la Péninsule de 1945 à nos jours.

Le climat politique et intellectuel après la Deuxième Guerre mondiale est donc radicalement différent de celui qui à l'âge des Lumières et puis dans les décennies du romantisme avait fait le consensus de toutes les élites de la Péninsule. Et un siècle et demi après l'achèvement de l'unification de la Péninsule, on doit en effet

constater que l'idée nationale italienne est entrée dans une phase de grandes difficultés, et même de difficultés qui ne cessent de s'accroître, comme le font d'ailleurs les disparités régionales.

Il y a une quarantaine d'années, avec la création des gouvernements régionaux, l'Italie s'est donné un système institutionnel très décentralisé. Mais cela n'a pas suffi à résoudre le problème des inégalités créées par la croissance très rapide des années 1950-1968. Au contraire, la situation géoéconomique des différentes parties de la nation semble désormais alimenter de dangereuses tendances centrifuges.

À partir de la fin des années 1970, la délocalisation des productions industrielles vers l'Asie – même si moins dramatique en Italie que dans d'autres pays comme l'Angleterre et les États-Unis – a en effet affaibli les régions plus fortement industrialisées, c'est-à-dire le Nord-Ouest et l'Italie centrale. Au contraire, grâce à sa position géographique, le Nord-Est est devenu une périphérie des pays qui, jusqu'à la crise actuelle, ont bénéficié de la dissolution du bloc communiste et de l'élargissement vers l'est de l'Union européenne. Le Sud enfin a profité dans une mesure pour l'instant assez réduite (mais de façon évidente, si l'on considère le boom des ports de Calabre et des Pouilles) du processus de globalisation et du fait que le rivage méditerranéen de l'Europe est maintenant plus proche du centre de l'économie mondiale – l'Asie – que ne l'est la côte atlantique. L'avenir prévisible des différentes macrorégions dépendra donc non seulement de l'évolution du processus d'intégration économique de l'Europe – qui traverse maintenant une sorte de « pause de réflexion » –, mais aussi et surtout du processus de globalisation qui ne montre pas de signes d'essoufflement et du déclin évident de l'Amérique.

Dans cette situation, le sentiment d'une appartenance commune ne peut qu'être affaibli, et plus incertaine est aussi la conscience chez les Italiens de leur identité. Et puisque on ne peut pas vivre sans savoir exactement qui on est, la réaction la plus immédiate, la proposition politique la plus logique, dans la Péninsule, est évidemment la « fuite en avant ». L'issue la plus immédiate et la plus logique de sa propre crise d'identité, pour l'Italie, est évidemment dans le projet politique de l'Europe. Sans la perspective européenne, l'Italie ne serait pas capable de proposer un projet politique crédible à ses citoyens. Quand je vous parle de l'Europe, chers amis, et je vous en parle en tant qu'Italien, je vous parle de quelque chose de très sérieux, d'aussi sérieux que l'intérêt national de mon pays.

Mais venons maintenant à mon approche de l'Europe en tant qu'Européen. Il est évident que ce que nous avons pu bâtir comme institutions communes est né d'une convergence franco-allemande, qui est elle-même fille d'un constat commun, d'une réflexion qui va très en arrière dans l'Histoire. Comme l'avaient fait déjà lors de la

Première Guerre mondiale les Français et les Allemands les plus éclairés, les opinions publiques des deux pays ont pris conscience, surtout après la Deuxième Guerre mondiale, du paradoxe et de la tragédie de leur histoire commune.

Pendant des siècles, la nation française a essayé de créer un grand espace politique unifié de la Manche à la Vistule, pour ne pas dire de l'Atlantique à l'Oural. Avant la Révolution, il s'agissait de donner vie à un système d'États en forme de pyramide, avec la Maison de Bourbon au sommet. Avec Napoléon, ce projet devint la tentative de créer, de Calais à Tilsit, un grand espace politiquement homogénéisé sur la base des idéaux de la Révolution de 1789, considérée comme une sorte de seconde création du monde, assignant à la nation française la tâche de construire rien de moins que l'unité politique du genre humain.

Dans la première partie du XIX^e siècle, on dut cependant prendre acte que ces grands desseins français avaient tous les deux échoué. Et cela parce que les peuples allemands, la nation allemande, s'étaient révélés suffisamment forts pour empêcher à la France d'unifier par la force l'Europe à son image.

Le projet fut ensuite repris par l'Allemagne : d'abord par le Kaiser, en suivant plus ou moins le modèle des Bourbon, c'est-à-dire avec le but de créer un système d'états ayant l'Allemagne à sa tête, et ensuite par Hitler désirant créer un espace qui irait de la Manche au Caucase et qui serait homogénéisé politiquement, et même – dans sa folie – au point de vue « racial ».

Dans les années 1940, on a donc pu constater que tous ces projets avaient échoué. La France, n'ayant pas été capable d'accomplir le projet elle-même, était quand même assez forte pour empêcher l'Allemagne de le faire. Et vice versa. Et en ce qui concerne l'autre grande puissance des derniers siècles, l'Angleterre, elle avait été sans faille du côté de la nation allemande lorsqu'il s'agissait d'empêcher la France d'établir sa supériorité militaire et, de façon autant déterminée, du côté de la France pour empêcher l'Allemagne de le faire. Car, s'il y a une chose que l'Angleterre considère catastrophique pour sa position géostratégique, c'est la présence d'une entité politique forte et unifiant sous son égide l'Europe continentale. C'est pourquoi, vu de Londres, il a toujours été considéré intolérable qu'il existe, en Europe continentale, une situation qui prévoyait, du côté est de la Manche, autre chose que des États petits et militairement faibles, comme la Belgique et la Hollande.

Après la Deuxième Guerre mondiale, l'absurdité de ces tentatives hégémoniques est devenue évidente. Certains Allemands et certains Français ont pris conscience du fait que 300 ans de cette lutte fratricide n'avaient réussi à donner lieu à un ordre européen stable, mais avaient au contraire permis aux pays « latéraux » de l'Europe,

c'est-à-dire l'Angleterre et la Russie, d'établir des empires colossaux. Les Russes s'étaient emparés d'une large partie de l'Asie, jusqu'à l'Alaska, tandis que les Anglais avaient planté leur drapeau sur presque tout le reste de la planète.

La lutte pour le contrôle de ce qui était alors le centre du monde, l'Europe continentale, n'avait plus de sens. Et la seule chose que nous, les anciennes nations du Vieux Monde, pouvions faire après la Deuxième Guerre mondiale était d'essayer de créer ensemble et par la paix un grand espace homogénéisé et politiquement unifié en Europe continentale. Évidemment, cela impliquait en amont et plus que tout autre chose une vraie et sincère réconciliation franco-allemande. Il y avait, bien sûr, d'autres réconciliations secondaires qui étaient nécessaires : il y avait une réconciliation germano-luxembourgeoise, une réconciliation germano-belge, une réconciliation germano-hollandaise. Il y avait aussi, bien sûr, une réconciliation italo-française à faire, et on l'a faite, plus ou moins. Mais l'essentiel était la réconciliation franco-allemande. On y a travaillé pendant 50 ans et le résultat est l'Europe que nous avons construite : l'Europe du sang versé et des éternels ennemis enfin réconciliés.

Ensuite, des tas d'autres pays nous ont rejoints dans cette communauté, des pays qui n'avaient pas partagé les mêmes expériences historiques et politiques.

Prenez l'Espagne. Pour avoir la preuve qu'elle n'a rien à faire là-dedans, il suffit de comparer son histoire avec l'histoire de l'Italie. On verra alors que, à partir de 1797, toutes les dates fondamentales de l'histoire de l'Italie coïncident parfaitement avec les dates essentielles de l'histoire de la France et de l'Allemagne, car ces trois nations participent du même processus politique. Prenez les dates essentielles de l'histoire de l'Espagne : il n'y a aucune coïncidence, et cela donne la preuve du fait que l'expérience historique et politique de la péninsule ibérique n'a absolument rien à voir avec celle du reste de l'Europe continentale.

Un seul exemple : l'Espagne – on dit – a été rénovée par la génération de 1898. Or, qu'a fait la génération de 1898 dans le reste de l'Europe ? Elle s'est sacrifiée dans les tranchées de la Première Guerre mondiale. Elle n'a pu apporter aucune contribution à l'histoire civile et culturelle de nos pays, car elle a été massacrée et pulvérisée. La non-coïncidence des dates de l'histoire de l'Espagne et de l'histoire de l'Europe explique les raisons qui font que ce pays participe à l'aventure européenne avec des finalités et des perspectives complètement différentes de celles des six pays du premier noyau.

On a négocié onze ans avec l'Espagne et on l'a finalement acceptée dans la CEE. On l'a acceptée sous condition qu'elle change des tas de choses chez elle, mais d'un point de vue politique et identitaire, elle reste profondément différente des « six ori-

ginaires ». D'ailleurs, on voit tous les jours que, même si elle utilise la communauté européenne comme vache à lait pour des fins purement nationales, elle continue à regarder de l'autre côté de l'Atlantique.

Les Espagnols gardent une vision impériale que l'Europe unie refuse, et qui est même dangereuse pour le projet européen : une tendance à se mêler des affaires de l'Amérique latine en y mêlant aussi l'Europe. La preuve la plus voyante – et la plus absurde –, on l'a eue lors du coup d'État contre Hugo Chávez au Venezuela. C'était un coup qui allait à l'encontre du sentiment de la population, un coup monté par une minorité discréditée, riche et blanche, et qui n'a tenu que deux jours. Mais cela n'a pas empêché l'ambassadeur d'Espagne de se précipiter pour rencontrer le nouveau régime, ce que même l'ambassadeur américain n'a pas fait. Or, l'Espagne avait à ce moment-là la présidence de l'Europe, mais cela n'impliquait évidemment aucune responsabilité et ne signifiait évidemment pas grand-chose aux yeux de Madrid, perdue dans son rêve ridicule d'avoir un rôle impérial en Amérique latine.

Mais revenons au noyau historique de l'Europe, à l'Europe du sang versé. C'est bien sûr une histoire vieille de plus d'un demi-siècle. Parfois trop vieille ! Si vous essayez d'expliquer à mes élèves les rivalités entre Européens avant 1945, ils vous regardent comme si vous leur parliez de la Création, ou de la mort des dinosaures. L'idée de la paix, des échanges de touristes, des mariages mixtes et de la différence culturelle et même anthropologique d'avec les Américains, par exemple, est désormais profondément enracinée. Tellement enracinée qu'il leur est impensable que les Allemands et les Français puissent recommencer à s'entretuer. Qu'ils puissent massacrer et se faire massacrer, en donnant leur sang et leur vie sans économie et sans égal, avec l'élan et la conviction avec lesquels l'a fait la génération de mon père.

Tout cela est impensable aujourd'hui. Et c'est le succès de la réconciliation et de la construction européennes. Mais cela ne doit pas empêcher de voir que le processus n'est pas terminé. Car on a aujourd'hui la seconde réconciliation que l'Europe doit faire si elle veut vivre en paix, et même simplement survivre : c'est la réconciliation euro-russe. C'est le problème que nous avons devant nous. Et c'est un problème complexe, car il ne s'agit ni d'une réconciliation russo-allemande ni de la relance de l'ancienne amitié franco-russe. Il s'agit de la réconciliation entre la nouvelle Russie post-impériale et l'Europe en voie d'unification.

C'est un défi que quelqu'un avait déjà perçu dans le passé : le général de Gaulle.

À un certain moment, lorsque de Gaulle était à l'Élysée, on avait offert à Raymond Barre une position importante à Bruxelles. Celui-ci, avant d'accepter, avait posé la condition d'avoir le fil direct avec le Premier ministre et une rencontre

au préalable avec le Général. Cette rencontre a eu lieu. Barre a demandé à de Gaulle: « Donnez-moi une direction. » Et le Général a répondu : « À Bruxelles, vous veillerez à ce que les Allemands ne parlent pas seuls avec les Russes. »

C'était une autre époque bien sûr. Mais cette préoccupation reste légitime, même si la France d'aujourd'hui semble l'avoir malheureusement oubliée. Car, si la réconciliation essentielle après la Deuxième Guerre mondiale devait avoir lieu entre deux nations, si, à l'époque, l'essentiel était la réconciliation franco-allemande, maintenant – après les progrès, pénibles mais indéniables, qu'a fait l'unité européenne –, on ne peut plus penser à une réconciliation simplement germano-russe, si l'on ne veut pas ouvrir, comme disent les Américains, une boîte de vers. Et d'ailleurs, on en voit déjà les prodromes, avec l'utilisation abusive que les républicains extrémistes et les *bushites* américains font de la question des gazoducs *North Stream* et *South Stream*. La réconciliation qu'il nous faut pour consolider notre « Europe en paix » est une réconciliation euro-russe. C'est ensemble que nous, les Européens du « petit cap d'Asie », devons rétablir la liaison avec la nation russe.

Ce n'est pas un projet facile : ne nous le cachons pas. C'est une perspective qui suscite beaucoup d'oppositions et qui a déjà été l'objet de sabotages, et même d'une guerre ouverte.

L'envoi à Moscou, à l'époque de Yeltsin de « conseillers à l'occidentalisation de l'économie » qui ont indiqué comment saborder la Russie, la « démonisation » systématique de Poutine, l'idéalisation des oligarques, en sont des symptômes qu'il ne faut pas sous-estimer. Et ceux qui aiment les « théories de la conspiration », ou simplement les « dessous de l'histoire », pourront y ajouter l'assassinat du banquier et grand commis allemand Alfred Herrhausen.

Herrhausen était le président de la *Deutsche Bank*. Il avait un projet pour remettre en ordre graduellement et faire fonctionner l'économie de la Russie et des pays de l'Est. Il fut tué dans l'explosion d'une bicyclette bourrée de nitroglycérine. Ce fut un des derniers assassinats de la Rote Armee Fraktion, organisé et exécuté après que la Stasi et l'Allemagne de l'Est eurent disparu. Mais, alors, pour qui travaillaient les terroristes rouges ? La question est légitime, mais reste à ce jour sans réponse.

À mon avis, la réconciliation euro-russe est le problème essentiel des prochaines années. On a évoqué, un tout petit peu ébauché, cette réconciliation, en marge du G24. Mais, dans l'ensemble, trop d'Anglo-Saxons semblent, au contraire, vouloir traiter la Russie comme on a traité l'Allemagne après la Première Guerre mondiale. Et ils semblent oublier que, si alors l'Allemagne a, comme première réaction, reconstitué son industrie lourde et son appareil militaire, la société civile russe n'a pas, à cause de son tragique déclin démographique, les capacités de reprise qu'avait

l'ancien perdant de la Première Guerre mondiale. Ils semblent oublier que les vrais et presque seuls atouts dont la Russie dispose pour ébaucher une réaction restent l'arme des hydrocarbures et surtout l'héritage de la puissance nucléaire de l'Union soviétique : deux cartes très difficiles à manier de façon pacifique.

Napoléon disait que, en une nuit, les Français reconstituaient les pertes d'une bataille. Eh bien, Napoléon avait tort : pour créer un homme et un citoyen, il fallait vingt ans en plus de cette nuit fatidique...

Yves POZZO DI BORGO. – Mais c'était une nuit parisienne...

Giuseppe SACCO. – Avec une nuit moscovite, ça risque d'être encore plus difficile ! De toute manière, c'était une théorie qui ne tenait pas, et ne tient toujours pas, d'un point de vue démographique. La chute des naissances peut être très rapide, mais le phénomène inverse ne peut l'être. Car la chute entraîne rapidement un vieillissement de la population et un déficit des classes jeunes qui font que, même si les femmes commençaient à faire beaucoup plus d'enfants, elles ne seraient pas assez nombreuses pour rétablir l'équilibre en une seule ou même deux générations. Bref, les démographes n'ont jamais été d'accord avec Napoléon à ce sujet.

Pourquoi oublie-t-on ce fait essentiel ? Parce que la politique est complètement évacuée des grands débats d'aujourd'hui. Prenez le sommet de Londres. On a abordé les questions de finance, de banque et, dans les discussions, il y avait parfois des sous-entendus politiques. Mais en réalité la politique a été mise complètement de côté.

J'ai personnellement l'impression que ce sommet, qui n'est pas la conférence de Londres de 1933, et qui n'est pas Bretton Woods non plus, n'a finalement qu'un but, et un seul but : celui de reconstituer le plus tôt possible le *statu quo ante* avec un peu plus de régulation et quelques garde-fous mineurs qui empêchent de retomber dans les erreurs et les excès qui ont caractérisé cette crise. Il n'y avait pas de vrai projet politique, même pas au niveau de l'équilibre sino-américain. Si les Américains, à force d'injecter de l'argent dans l'économie de relance...

Joachim BITTERLICH. – Les seuls qui avaient un vrai projet politique, ce sont les Chinois.

Giuseppe SACCO. – Absolument ! Et ce projet politique est de continuer à se développer sur les marchés extérieurs, c'est-à-dire continuer, après l'avoir fait pendant trente ans, la stratégie du développement *export led* d'Hongkong, comme si 1,3 milliard de personnes pouvaient s'enrichir comme l'a fait Hongkong qui, quand le

boom provoqué par l'exportation a commencé, avait 3 millions d'habitants et qui est arrivé à 6 millions seulement à la fin de la période.

Quelle est la capacité d'absorption du monde ? Évidemment, il y a une limite et lorsqu'elle sera atteinte, la Chine changera d'objectif.

Quelqu'un me faisait remarquer l'autre jour que les trois provinces chinoises qui sont à la frontière, pas avec la Russie, mais avec l'Extrême-Orient russe, ont 100 millions d'habitants et l'Extrême-Orient russe a 6 ou 7 millions d'habitants.

Yves POZZO DI BORGO. – Trois.

Giuseppe SACCO. – Encore mieux ! Cela veut dire que la Chine n'a aucune raison de ne pas favoriser la prolongation des phénomènes structurels et la division internationale du travail qui ont conduit à la crise actuelle, sauf peut-être à se poser d'autres objectifs par la suite. Mais je me demande ce que l'Amérique peut espérer gagner avec une politique qui sauve les banques et transforme une partie des dettes du secteur privé en une colossale dette de l'État ? Encore dix ans de consommation de biens provenant des pays à coût infime du travail ?

Un proverbe américain dit qu'il faut combattre le feu par le feu. Dans cette logique, si la crise a été créée par l'endettement, la cure consisterait à faire encore plus de dettes ! Comme François Guizot disait aux Français « enrichissez-vous tous ! », Obama dit – de même que Bush – « endettez-vous davantage ! » Et ce projet ne concerne pas que les États-Unis, au contraire ! Il y a quelques jours, l'organe officiel de la pensée unique, *The Economist*, faisait très sérieusement remarquer qu'au Brésil il y a une classe moyenne qui peut encore s'endetter. Il est vrai, on admettait, qu'ils sont tous dans l'économie « informelle » qui est caractéristique des favelas et qu'ils ne sont donc pas solvables, même selon les critères qui ont provoqué l'enflure des *subprimes* américains. Mais, se disait cet hebdomadaire qui influence largement l'opinion publique anglo-saxonne, on peut toujours inventer des systèmes techniques pour les faire s'endetter.

À mon avis, la crise a l'air d'avoir complètement effacé les problèmes politiques qu'il y avait avant. Or, il y avait deux problèmes politiques essentiels. Le premier était : comment on traite la Russie et ce que l'on prépare pour l'avenir dans les relations avec la Russie ? Le deuxième était bien sûr le problème de l'engagement militaire américain en Irak et en Afghanistan, dont on ne parle presque pas, lorsqu'on traite de la crise économique. Mais si je lis bien le programme de M. Obama, quand on devra récupérer tout l'argent que l'on dépense pour sauver les banquiers, il faudra bien passer par la réduction de la dépense militaire. Cela changera quand même les choses.

À mon avis, pour revenir à la réunion du 2 avril à Londres, le vrai problème est que l'on ne s'est pas posé les problèmes politiques, ni au niveau du couple du G2, le couple sino-américain, ni du couple américano-russe, et encore moins au niveau de l'Europe. Franchement, ce qui est éclatant, c'est l'absence de l'Europe. On ne sait pas ce qu'il faisait ni même s'il était là, M. Barroso. On ne le voyait point, malgré sa tête de lune... !
(Rires...)

Y a-t-il une explication à son attitude, et au fait qu'on ne l'a ni vu ni entendu ? Sans doute ! Car M. Barroso est bien de nationalité portugaise, ce qui fait qu'il est plus ou moins européen. Mais il est un Portugais assez particulier, car il vient des Açores, qui restent sa base électorale, même s'il ne se présente plus comme le jeune rebelle qu'il fut autrefois. Or, qu'est-ce que les Açores ? Ces sont des îles à 2 000 kilomètres du Portugal, et des îles que le pays auquel elles appartiennent n'est pas et n'a jamais été en mesure de défendre. Elles sont donc, par tradition ainsi que par leur condition géostratégique, encore pleinement valable aujourd'hui, l'esclave de la puissance maritime dominante dans l'Atlantique, maintenant américaine, anglaise auparavant.

Et ces puissances ne se gênent pas pour montrer leur force et protéger leurs intérêts. De même que les habitants des îles ne se trompent point et jamais sur les contraintes politiques auxquelles ils doivent se plier. Vous souvenez vous du rôle de ces îles pendant la guerre du Kippour ? Vous souvenez vous que les États-Unis furent obligés d'envoyer d'urgence des armes à Israël par un pont aérien et que les avions, n'ayant pas assez d'autonomie à l'époque, devaient obligatoirement faire une escale en plein Atlantique ? Et vous souvenez vous des conséquences que cette importance stratégique a eues lors de la révolution des Œillets qui, peu de temps après cette guerre, amena au pouvoir à Lisbonne un groupe de militaires d'extrême gauche ? Vous souvenez vous de ce que fut la réaction américaine ? Vous souvenez vous de la naissance immédiate, dans ces îles, d'un fort mouvement pour la sécession du Portugal et pour l'indépendance ?

Tout homme politique venu des Açores ne peut donc être, s'il a à cœur sa terre natale, qu'un représentant des intérêts et de la politique de la puissance maritime dominante. Et nous avons fait d'un de ces hommes le président de l'Europe, le mettant ainsi dans un intolérable conflit d'intérêts. Il s'en est tiré plutôt mal, s'efforçant de s'effacer le plus possible, ce qui a rendu toute l'Europe pratiquement invisible. Or, il paraît que quelqu'un veut même le confirmer dans sa position...
(Applaudissements...)

Yves POZZO DI BORGO. – L'imagination italienne et la culture historique sont tout de même fantastiques !...

Charles DELAMARE. – Merci beaucoup, Giuseppe Sacco, pour cet exposé complètement nouveau par rapport à celui que vous deviez faire ! La conférence de Londres vous a enlevé de la bouche, non pas le pain, mais l'idée d'un grand emprunt européen que vous deviez développer. Les différentes mesures proposées vous ont amené à changer votre sujet et c'est une bonne chose, car ce que vous avez dit est très intéressant.

Giuseppe SACCO. – Puis-je avoir une minute supplémentaire ?

Charles DELAMARE. – Je vous en prie.

Giuseppe SACCO. – J'aurais des difficultés à vous parler aujourd'hui du grand emprunt européen. C'est un élément qui m'était venu à l'esprit il y a deux mois. Pour des raisons politiques, je croyais important que l'Europe puisse faire un grand emprunt. Par la suite, je suis arrivé à la conclusion que ce qui est politiquement le plus urgent pour l'Europe est autre chose. Je vais vous le dire de façon extrêmement synthétique.

Le problème évident de l'Europe est que les citoyens des différents pays européens ne se reconnaissent pas dans ses institutions. Et notamment dans les institutions non électives ! Ils ne se sentent même pas représentés par le Parlement européen.

Les Français vont bientôt voter pour les élections européennes, mais il est déjà clair qu'ils voteront sur la base de ce que M. Sarkozy a fait ou n'a pas fait, de ce que Carla Bruni est bien habillée ou pas, ou Mme Ségolène Royal est sympathique ou antipathique. Et de même, les Italiens vont voter pour ou contre Berlusconi. Mais ni les Français ni les Italiens ne vont voter sur la base de ce qu'a fait le parlement de Strasbourg, ou de ce qu'ont fait les députés qu'ils ont élus la fois précédente!

Christian SAINT-ÉTIENNE. – À Bruxelles, il n'y a qu'un pouvoir technique...

Giuseppe SACCO. – ... et donc un pouvoir ouvert à toutes les influences des lobbies, qui sont les vrais maîtres à Bruxelles.

Ma conviction, que j'ai développée dans un article paru dans la revue *Commentaire* de ce mois, est qu'il faut trouver un corps électoral au Parlement européen, spécifique, unique dans le panorama institutionnel mondial, comme unique est ce parlement élu par les citoyens de plusieurs États.

À la base de mon raisonnement se trouve l'idée que, puisque toutes les décisions que nous prenons aujourd'hui impliquent un coût qui sera payé par nos enfants, le

Parlement européen doit devenir le parlement qui représente les générations à venir.

Ce serait bien sûr une réforme logique aussi pour les parlements nationaux. Mais c'est une réforme que les parlements nationaux n'adopteront jamais, car ils devraient approuver eux-mêmes une nouvelle loi électorale, et changer la loi électorale actuelle dans le sens que je préconise signifierait que trois quarts des députés perdraient leur place. Il est donc impossible d'introduire un changement si radical au niveau national.

Mais pour le Parlement européen, la situation est différente. Car il serait possible d'introduire cette réforme par un traité entre États, sans vraiment impliquer le Parlement. On le lui ferait simplement enregistrer.

Bref, l'idée de cette réforme est que chaque adulte qui a des enfants, au moment d'entrer dans l'isoloir, recevrait un bulletin de vote pour lui-même et autant de bulletins de vote identiques, mais d'une autre couleur, pour chacun de ses enfants. Ces bulletins de vote vaudraient la moitié, le vote pour l'enfant étant exprimé à moitié par le père et à moitié par la mère.

Charles DELAMARE. – Merci. C'est une très bonne idée !

Interventions dans le débat

Nous allons prendre des questions à la fois sur ce que vous venez de dire et sur ce qu'ont déjà indiqué nos amis Christian Saint-Étienne et Joachim Bitterlich.

Bernard ZAMARON. – J'ai été fonctionnaire européen pendant 40 ans. J'ai connu Robert Schuman et je cherche à compléter ce qu'il voulait faire.

On a eu l'or pendant des siècles et des millénaires. Puis, on a eu le dollar. En 1971, quand les États-Unis, unilatéralement, ont rompu les accords de Bretton Woods, ils étaient très puissants ; ils avaient une monnaie qui leur appartenait. Maintenant, elle appartient aux Chinois ; c'est différent.

On a un peu l'impression qu'aujourd'hui la création monétaire, ce n'est même plus du papier : c'est de la vapeur.

Charles DELAMARE.. – À qui votre question s'adresse-t-elle ?

Bernard ZAMARON. – Aux deux conférenciers.

Je suis en contact avec le gouvernement russe, la Fondation pour le développement de la Russie. Quand on a demandé à Robert Schuman si la Russie faisait partie de l'Europe, il a répondu : « Évidemment, oui », et je pourrais vous donner des citations de Poutine, Lavrov, etc. Cette fondation a, sous les ordres de Poutine, développé un grand plan d'investissement allant de l'Atlantique au Pacifique.

Yves POZZO DI BORGO. – Votre question, s'il vous plaît...

Bernard ZAMARON. – Non, c'est une information.

Charles DELAMARE. – Il faut des questions.

Yves POZZO DI BORGO. – Je rappelle que nous avons des intervenants. Nous essayons d'être comme dans un parlement. Au Conseil de l'Europe, au Parlement européen ou au Parlement français, même s'il est moins bien dirigé, ce sont des questions très précises.

Au Conseil de l'Europe, vous avez une minute ; après, cela s'arrête, et il faut formuler une question, pas une affirmation.

Allez-y, posez votre question.

Bernard ZAMARON. – Je suis entièrement d'accord avec M. Sacco : il faut inclure la Russie dans le jeu, car c'est le moyen d'avoir un Far East qui relancera notre économie.

Charles DELAMARE. – Merci. D'autres questions ?

Philippe BONCENNE. – J'ai une question à l'intention de M. Saint-Étienne. Les Chinois souhaitent la création d'une nouvelle monnaie de réserve qui viendrait se substituer au dollar.

Selon vous, est-ce techniquement possible, réalisable, et si oui, qu'est-ce que cela aurait comme implication dans le système mondial et financier auquel nous sommes tous rattachés ?

Christian SAINT-ÉTIENNE. – Il y a deux niveaux de réponse.

Au niveau technique, le dollar, avec tous les défauts qu'il a et que l'on connaît bien (le droit de seigneurage pour celui qui l'émet, etc.), est une unité de compte. C'est la monnaie fondamentale pour le commerce, la monnaie fondamentale pour la finance, la monnaie fondamentale de réserve pour les banques centrales. L'euro a un peu percé dans certains domaines, mais le dollar reste la monnaie-clé.

Il y a beaucoup d'avantages à ce qu'une monnaie unique remplisse toutes ces fonctions. Il n'est pas forcément idéal d'avoir deux ou trois monnaies qui jouent ces différents rôles.

Si ce n'est pas le dollar, si l'on développe une nouvelle monnaie, elle sera forcément en concurrence avec le dollar. On risque d'avoir un jeu à trois ou à quatre avec l'euro. Cela entraîne un élément de complexité.

Il me semble plus intéressant de passer à l'autre niveau.

Tout ce que font les Chinois est totalement politique. Donc, la question est : « Pourquoi demandent-ils cela ? » C'est plutôt cela qui est intéressant parce qu'ils se rendent bien compte que, sur le plan technique, ce n'est pas forcément faisable ni souhaitable.

En réalité, les Chinois sont d'une habileté consommée et donc, ils essaient de jouer à fond le régime des changes. M. Sacco a dit très clairement, justement et malheureusement, que les Chinois essayaient à tort de faire pour la Chine de maintenant pratiquement 1400 millions d'habitants une politique « à la Hongkong », ce qui est suicidaire, et pour la Chine, et pour le monde.

En réalité, ils essaient de déstabiliser les Américains pour obliger ces derniers à accepter qu'ils continuent leur politique « à la Hongkong ».

C'est un jeu qui utilise la monnaie, mais les vrais enjeux sont totalement ailleurs.

Personnellement, je ne pense pas que c'est dans cette direction qu'il faut aller, ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas développer les droits de tirage spéciaux du FMI. D'ailleurs, les Chinois ont dit qu'ils investiraient significativement dans les DTS, qui présentent l'intérêt majeur d'avoir une composante dollar/euro et d'autres monnaies. Donc, c'est une monnaie plus diversifiée, mais cela ne peut être qu'un appoint.

Aujourd'hui, le dollar a le rôle qu'il a. Ce qui est inacceptable, c'est qu'il n'y ait pas un triumvirat, un directoire mondial pour gérer les questions monétaires internationales. Au moins dans l'immédiat, le dollar fonctionne : on peut s'en servir comme instrument, mais l'élément fondamental, c'est qui décide des parités. Il y a deux grandes zones économiques et financières sur la planète : la zone euro et tous les pays dépendants et associés, et la zone dollar, et tout le monde se situe par rapport à ces deux zones.

Le taux de change-clé aujourd'hui sur la planète est la parité euro/dollar, qui détermine y compris la politique pétrolière des pays exportateurs de pétrole.

C'est une devise-clé, et cette parité est aussi clé aujourd'hui que les équilibres stratégiques entre la Chine, les États-Unis et la Russie.

Si je devais investir du capital politique, ce serait dans la constitution d'un directoire mondial qui aurait une capacité de peser sur l'évolution de cette parité euro/dollar, plutôt que de perdre du temps à essayer de créer une monnaie alternative qui, même en termes techniques, n'a pas un apport majeur sur le fonctionnement du système.

Charles DELAMARE. – Une autre question ?

Michel WERMELINGER. – Dans un grand journal, au mois de février, Mme Angela Merkel énonçait les cinq principes forts et les valeurs qu'elle voulait défendre au G20 :

- Une économie sociale de marché dont l'État est le garant.
- L'acceptation d'une régulation internationale forte pour les établissements financiers.
- Le refus du protectionnisme (donc essentiellement pour un pays très exportateur comme l'Allemagne, on le comprend).
- Le respect de l'environnement.
- L'intensification de l'aide au développement.

J'ai bien compris que l'Allemagne et la France avaient présenté un front uni au G20, mais, quand je relis en reprenant cet article ces cinq principes, je me dis qu'au fond la France et l'Allemagne ne sont pas tout à fait sur la même longueur d'onde si l'on voit les conclusions du G20.

Que pense M. Bitterlich de l'énoncé, en quelque sorte, des principes par Mme Merkel et des conclusions que l'on peut tirer du G20 ?

Joachim BITTERLICH. – J'avais dit que je ne voulais pas commenter le G20 !...

J'ai assisté pendant 15 ans à des sommets régulièrement, formulé des conclusions de ce genre, tricoté la nuit entre minuit et 5 h 00 et je sais ce qui se passe en dernière minute. C'est pourquoi je vous dis franchement que je n'ose pas commenter ce communiqué – je l'ai lu une fois rapidement cet après-midi – parce que j'ai autre chose à faire.

Je regrette. Ce ne serait pas sérieux.

Christian SAINT-ÉTIENNE. – Je voudrais dire à M. Bitterlich la chose suivante, puisqu'il a dit qu'il n'était pas là au début de mon propos :

L'Europe est une masse inorganisée en puissance parce que nous n'avons pas les institutions pour le faire et le maillon faible européen est la France.

Notamment, il y a un enjeu très au-delà de la France de remettre les affaires françaises en ordre car – c'est mon interprétation – la raison fondamentale de la difficulté allemande à prendre la France au sérieux aujourd'hui, qui d'ailleurs est la base de tous les livres que j'écris depuis une vingtaine d'années, est qu'un pays qui comme la France a un potentiel aussi extraordinaire et qui en fait ce qu'elle en fait ne donne pas envie de le prendre au sérieux.

Si la France avait des affaires bien gérées, elle devrait être un des pays ayant le niveau de vie le plus élevé de la planète et ayant une influence très au-delà de celle que nous lui connaissons aujourd'hui.

Je pense – je l’avais même écrit il y a une quinzaine d’années et cela rejoint très fortement ce que disait M. Sacco – que le problème est que l’on n’a pas été capable d’aller jusqu’au bout de la réconciliation franco-allemande.

J’avais proposé, à un moment, de créer ce que j’avais appelé une « république du Rhin », c’est-à-dire de créer carrément une confédération franco-allemande incluant le Benelux, puisqu’il fait complètement partie du système.

Je pense qu’on a loupé deux occasions historiques. On a loupé le rapport et les propositions Schauble-Lamers de 1994. À l’époque, politiquement, la France était incapable d’y répondre intelligemment, mais c’était très puissant. On n’a pas eu des politiques en France capables de comprendre ce qui était dans ces propositions de l’époque, avec le chancelier Kohl, qui était peut-être le dernier grand chancelier capable de mettre en œuvre quelque chose de ce type, car il portait vraiment une analyse « à la Sacco », c’est-à-dire que, tant que les Français et les Allemands « se bouffent le foie », il ne peut rien se passer. Il était prêt à passer au-delà de certains intérêts allemands pour définitivement éliminer les problèmes.

Joachim BITTERLICH. – Nous n’avions pas de partenaire français pendant cette période. Là était le problème.

Christian SAINT-ÉTIENNE. – C’est exactement ce que je vous dis.

La seconde occasion loupée, c’est évidemment qu’il n’y a pas eu de réponse au discours de Fischer à l’université de Humboldt en 2001.

Malgré tout, j’ai une perception personnelle. Je voulais la tester un peu avec vous. Je vais prendre beaucoup de précaution ; donc, ne me volez pas nécessairement dans les plumes !

Tout de même, j’ai l’impression que les Allemands ne sont pas dans une perspective séculaire « à la Sacco » actuellement et que, notamment, ils ont perdu de vue un petit point secondaire aujourd’hui, parce que cela ne se voit pas dans la France mal gérée d’aujourd’hui : c’est le seul pays européen qui a un vrai dynamisme démographique. Si l’on regarde la population âgée de moins de 60 ans, dans 20 ans, la France et l’Allemagne auront une population équivalente.

Il y a un comportement de l’Allemagne envers la France vraiment de supériorité, mais parce que, pour moi, on vit – je vais être très brutal – les dernières grandes heures de la gloire allemande. Dans 20 ans, vous serez violemment rattrapés par ce problème démographique.

Je me rappelle ce que disait le général de Gaulle : « Il n’y a pas de limite, si l’on mettait ensemble la valeur française et la valeur allemande, à ce que l’on pourrait

faire ensemble. »

Comme cela a été rappelé, cela fait 300 ans que l'on « se mange le foie ». J'utilise cette expression triviale pour dire qu'entre la France et l'Allemagne, cela a été toujours, non seulement un affrontement, mais aussi une lutte vicieuse pendant 300 ans.

Si l'on crée une république du Rhin, il est clair que l'Italie du nord en fait complètement partie, et on y mettra l'Italie du Sud pour rendre hommage à Cavour, mais, si l'on crée une république du Rhin, il y a des préalables : le respect mutuel, la reconnaissance et la capacité...

Charles DELAMARE. – Le capitalisme rhénan ou la république du Rhin ?

Christian SAINT-ÉTIENNE. – Non. La république du Rhin, c'est faire une confédération politique franco-allemande.

J'ai deux questions.

La première : est-ce que, aujourd'hui, on en est à des millions d'années-lumière ou est-ce qu'on pourrait l'envisager de nouveau ?

La deuxième : vous êtes quand même d'accord que, malheureusement – et je n'accuse pas les Allemands : c'est notre faute, car nous sommes devenus le maillon faible – il y a une façon allemande aujourd'hui de regarder les Français un peu de haut. Au fond, quels sont les signes ou les initiatives politiques, pas seulement à l'égard de l'Allemagne, mais y compris internes, que les Allemands attendraient pour reprendre suffisamment la France au sérieux et envisager quelque chose qui pourrait consolider un rapprochement franco-allemand qui soit très fort, qui aille même carrément vers une république du Rhin ?

C'est une toute « petite » question, évidemment !

Charles DELAMARE. – Merci beaucoup.

Joachim BITTERLICH. – J'essaie de répondre en quelques mots.

J'ai été heureux de voir nos deux chefs de gouvernement agir ensemble à Londres. C'est un progrès, car, lorsque vous regardez de près quelle est l'ambiance dans les coulisses, vous voyez qu'elle n'est pas bonne, pas porteuse. Il y a une méconnaissance des atouts, des faiblesses, des perceptions de l'autre côté.

Il se pose un problème de fond. Ce qui nourrit la méfiance berlinoise face à Paris,

c'est l'absence de réformes structurelles ces dernières années. Les Allemands les ont faites. Les Français sont en retard.

Bernard m'a demandé dernièrement : « Mais est-ce que Sarkozy va arrêter les réformes, de peur d'arriver dans la rue ? Est-ce que l'inquiétude sociale va bloquer quelque part les premières réformes ? » Point d'interrogation.

Là, il se pose un problème de fond.

De l'autre côté, Berlin attend encore la preuve de l'engagement européen.

N'oubliez pas qu'Angela Merkel a été critiquée ici à Paris parce qu'elle n'a pas répondu de manière positive à l'idée grandiose d'un grand paquet de relance européenne.

Pourquoi n'a-t-elle pas répondu de manière positive ? Par méfiance. Là est le problème de fond. Elle s'est dit : « Mon dieu ! Les Français lancent quelque chose. C'est un paquet qui ne colle pas du tout avec notre situation économique, mais qui va peut-être avec la situation économique française. » Qu'est-ce que cela veut dire ? Le village gaulois s'autodéfend, mais ne pense pas du tout aux autres.

Or, lors de la formulation des deux paquets conjoncturels français et allemand, il n'y a pas eu de concertation franco-allemande auparavant, même si ces paquets ont des répercussions chez le partenaire de manière directe et indirecte. C'est un problème de fond là-bas.

Je vais continuer...

Lorsque je pense à la politique de défense européenne, je me dis que nous avons raté, dans les années 1990, une des plus grandes chances. C'était, à l'époque, la période de ce que l'on appelle ici la cohabitation, où l'on pouvait vraiment échanger et changer totalement le train d'armement et, par la suite, aussi l'orientation des armées.

Nous l'avons raté totalement à l'époque.

Or, aujourd'hui, il y a un traumatisme à Berlin : l'Afrique.

Les militaires vous disent : « Pas du tout » de manière ouverte, mais, en coulisses : « On s'est fait avoir par les Français. Ils nous ont envoyé au Congo. » Ils ont pensé : « Une fois au Congo, on a les Allemands dans la poche. Ils iront au Tchad et ailleurs. »

Or, la culture allemande n'est pas du tout préparée à cela. La culture allemande est plutôt une culture pacifique, quelque part. C'est le résultat d'une nouvelle

Allemagne et de la catastrophe hitlérienne.

Attention ! Les Allemands ne sont pas mûrs à cet égard.

Moi, je pense qu'il y a une possibilité.

Si la ratification du traité de Lisbonne échoue – et on pousse actuellement deux nations de part et d'autre pour le faire échouer, ce que je regrette profondément, car les pauvres Tchèques subissent une pression terrible, de même que les Irlandais –, il y a, à mes yeux, pour la première fois de nouveau la possibilité que Français et Allemands pilotent, quelque part, un mouvement d'un groupe pour relancer l'Europe et pour aller plus loin.

Mais sachez que la méfiance existe.

Lorsque, à l'automne, Angela Merkel a dit non à Paris face aux paquets conjoncturels, deux jours après, *Le Figaro* titrait : « *L'entente cordiale entre Paris et Londres de nouveau revitalisée.* » Cela crée de la méfiance à Berlin.

Les Anglais ont fait un jeu très habile à ce moment-là, que j'appelle le jeu de la taupe : attendre une divergence franco-allemande et sauter « dans le bain » pour essayer que Berlin et Paris ne se mettent pas d'accord.

Cela a joué de manière parfaite jusqu'à il y a une semaine avant le sommet.

Là, c'est la faiblesse européenne.

(Applaudissements...)

Charles DELAMARE. – Une dernière question...

Éric DUMONT. – Je rebondis sur ce qui vient d'être dit. Je pense que l'on a engagé une course contre la montre au niveau européen.

Clairement, la stratégie d'Obama depuis qu'il est là est de détourner la Grande-Bretagne de l'Europe. Tout ce qu'il a fait depuis qu'il est arrivé au pouvoir en parlant d'un partenariat privilégié avec la Grande-Bretagne et d'autres déclarations qu'il a faites, c'est clairement sa stratégie.

Ne pensez-vous pas que la stratégie de l'Europe devrait être d'allumer les contre-feux le plus rapidement possible pour ramener, avec une action politique forte, la Grande-Bretagne dans le bon camp, dans le camp de l'Europe ?

Christian SAINT-ÉTIENNE. – Je veux bien dire un mot rapidement.

Je n'ai pas la même lecture de ce que fait Obama. Je pense qu'il est totalement préoccupé par ses problèmes internes.

Une chose était frappante à Londres : il était présent-absent, il n'a pas monté un *leadership* très fort. Le camp anglo-saxon était représenté par G. Brown.

Il y a deux éléments : de court terme et de long terme.

Sur le très court terme, les Anglais sont très déçus par la déconfiture de la finance de Londres, qui représente 15 % du PIB anglais. C'est un choc extraordinairement violent.

C'est pourquoi, d'ailleurs, on n'a pas pu aller plus loin au G20 sur la réglementation. On a lutté contre les paradis fiscaux, mais on n'a pas touché aux paradis réglementaires parce que, sans le dire, la politique des Anglais va être : « On va se reconstruire... » D'ailleurs, ils nous refont le coup de 1931. Ils avaient dévalué de 30 % en 1931 et ils re-dévaluent de 30 % aujourd'hui. Ils vont accentuer leur politique de paradis réglementaire. Ils vont essayer de récupérer le maximum de business de la zone euro chez eux pour sortir du trou.

Cela a été le jeu de G. Brown.

D'ailleurs, c'est pourquoi il y a un petit miracle franco-allemand qu'Angela Merkel et Nicolas Sarkozy soient restés alliés.

C'est la deuxième fois seulement que je vois M. Sacco. D'un point de vue français, je fais les mêmes analyses sur l'Europe, et peut-être qu'il partagera ce que je vais dire sur le Royaume-Uni.

Il y a quand même une chose claire :

- Le Royaume-Uni a toujours été allié du faible en Europe contre le fort, depuis 1 000 ans.
- C'est une politique qui a parfaitement réussi depuis 1 000 ans.

Parfois, quand je parle de ces sujets avec mes étudiants, je leur dis : « Il faudrait que l'on me donne une bonne raison pour m'expliquer pourquoi les Anglais devraient changer une politique multiséculaire qui a parfaitement réussi. » Quand on me dit qu'ils vont en changer demain, qu'à Saint-Malo ils font de belles déclarations, je demande que l'on me donne les raisons du vrai changement de leur politique qui a parfaitement réussi pendant 1 000 ans. Pourquoi devraient-ils en changer ?

L'affaire anglaise est très compliquée.

Je pense que c'est la première fois depuis peut-être 200 ans – avant, ils ont vraiment choisi le camp de l'Amérique – qu'ils hésitent un peu.

Je pense que, s'ils voyaient que l'Europe se consolidait réellement parce qu'il y aurait des initiatives politiques fortes entre la France et l'Allemagne, ils pourraient vrai-

ment être de nouveau attirés, sachant que, si cela se produisait, il faudrait que les Français et les Allemands gardent en tête l'habileté diplomatique anglaise depuis 1 000 ans. Si les Anglais reviennent, ce sera de toute manière pour avoir un levier de contrôle dans ce qui se passera entre la France et l'Allemagne. Donc, il faudra que les Français et les Allemands ne soient jamais dupes de cela, mais, à condition de ne pas en être dupes, ce qui suppose vraiment une alliance très forte entre la France et l'Allemagne, il ne faudrait pas rejeter les Anglais, mais arriver à les amarrer, d'une certaine façon.

In fine, je vous dis aussi pourquoi je pense cela.

Je pense que l'on est dans une transition entre le duopole soviéto-américain vers un duopole sino-américain et que, sur le moyen terme, surtout quand on intègre les questions de croissance verte, de rareté des ressources naturelles, etc., on voit bien que l'on va aller vers une régionalisation du commerce mondial et qu'il va falloir constituer une zone commerciale euro-américaine qui inclura de préférence la Russie, si l'on est intelligent, mais, quelque part, il va falloir faire une sorte de marché commun de l'Atlantique.

Il faut s'inscrire dans cette vision. C'est d'ailleurs ce que les Franco-Allemands n'ont jamais réussi à faire : montrer qu'ils voulaient s'allier sans que ce soit contre les Américains ou contre les Anglais.

Les Américains ont joué un rôle très vicieux. Aujourd'hui, les Américains jouent beaucoup des divisions entre les 27. Ils adorent les pays d'ex-Europe centrale... Chaque fois qu'ils peuvent appuyer sur le bouton polonais ou le bouton balte pour faire des problèmes à l'intérieur de l'Europe, ils le font.

Il faut que l'on soit alliés de manière suffisamment étroite, sans être dupes de ce que les Anglais vont essayer de faire, mais en disant : « Arrêtons de regarder à cinq ans. Est-ce que l'on est capable de regarder à cinquante ans ? » C'est ce que je dis aux Allemands : « Regardez la démographie à cinquante ans. » Il est clair que, à cinquante ans, la France et l'Allemagne n'existent plus si elles ne sont pas unies. C'est simple.

Il faut dire aux Américains : « À l'horizon 2040-2050, vous aurez une Chine extrêmement puissante et extrêmement menaçante. Est-ce que vous n'avez pas intérêt à avoir une Europe forte à vos côtés à ce moment-là, avec un marché transatlantique intégré ou pas ? »

C'est l'incapacité des politiques européens à donner de la distance, à repousser les visions et les horizons qui fait que l'on n'arrive à rien. On a des gens qui sont à trois

mois ou trois ans d'horizon.

Il faut obliger les Américains à regarder à trente ans. Il faut que l'on s'oblige nous-mêmes à regarder à trente ans.

Joachim BITTERLICH. – Je suis entièrement votre thèse.

C'est pourquoi il faudrait, au fond, maintenant, un signal très fort européen pour recréer une sorte d'alliance entre l'Europe et l'Amérique avec différents piliers.

Il y a un pilier classique : l'OTAN, qui est vide, qui s'occupe de l'Afghanistan et de rien d'autre, ce qui est dangereux, selon moi, mais il faut fonder, en même temps, un pilier économique, avec l'idée d'un marché euro-américain.

Il nous faut un système de consultation permanente sur les grands sujets mondiaux et également un système d'alerte précoce sur des problèmes comme la crise financière, la crise économique ou des problèmes politiques.

À mon avis, il y a une nécessité, là, à cet égard, mais cela présuppose que l'on pense à long terme.

Charles DELAMARE. – Merci beaucoup.
(*Applaudissements...*)

Avant la pause, je vais donner la parole à Claude Meyer, qui très aimablement a cédé son tour à Joachim Bitterlich et Christian Saint-Étienne parce qu'ils étaient tous les deux pressés.

Cela étant, il ne faut pas oublier, on en a parlé déjà souvent, que le poids de l'Asie a toujours été considérable et il devient de plus en plus important.

Claude Meyer va nous parler de la répercussion de la crise, parce qu'on voit que cette crise fait sortir des interrogations, des projets sur une réorganisation pas seulement économique ni sociale, mais aussi de politique générale, mondiale.

Je cède la parole à Claude Meyer qui va nous dire ce qu'il pense, lui, du poids croissant de la Chine et du Japon dans les affaires mondiales.

La répercussion de la crise sur l'Asie ?

Exposé de Claude MEYER

Claude MEYER. – Bonjour à tous. D'abord, je demande votre indulgence, parce que j'ai une succession extrêmement difficile ! Je ne peux pas vous assurer que je vais parler du G20, de la Chine ou du Japon avec le panache de M. Sacco sur l'Espagne ou du Premier ministre japonais comparé à M. Barroso ! Ce sera certainement une intervention plus austère. Merci d'avance pour votre bienveillance. J'ai un peu inversé l'ordre de ma présentation, car, évidemment, nous avons eu une journée extrêmement importante hier. Je ne sais pas si elle sera historique, mais je voulais vous faire part de quelques commentaires sur ce G20.

Historique ou non, l'avenir le dira. En revanche, un certain nombre de choses m'ont frappé. Bien sûr, j'ai lu le document, mais je ne vais pas parler technique : je parle géoéconomique ou géopolitique d'abord, avant d'entrer ensuite dans l'analyse économique de la situation du Japon et de la Chine.

Ce qui m'a frappé de manière extraordinaire, c'est le contraste entre un Japon silencieux – je parle sous le contrôle de M. Nakagawa, que je salue et que j'espère ne pas offenser en disant cela – et une Chine omniprésente. Pour moi, ce G20 hier, c'est le jour J, non pas de l'irruption de la Chine dans les affaires économiques du monde, mais, je dirais, de l'irruption institutionnelle de la Chine sur le plan géoéconomique. Je vais m'expliquer.

Japon silencieux, d'abord.

Qui se souvient, pour ces fameux 250 Md\$ de ressources additionnelles pour le FMI, et des pays qui vont y participer ?

Le premier pays – on l'a complètement oublié, et pourtant cela remonte à trois semaines – est le Japon, qui s'est engagé pour 100 Md\$. Ce n'est pas rien. Tout le monde l'a oublié.

Charles DELAMARE. – Peut-être pas les Japonais !

Claude MEYER. – Non, je parle de tous les commentaires que l'on peut lire. Puisque vous me donnez l'occasion de parler de la presse, j'ai fait mon travail à la maison ce matin : je suis allé voir la presse japonaise et la presse chinoise.

Dans la presse japonaise, de quoi parle-t-on ce matin ? On ne parle pas beaucoup de la réunion du G20. On parle de ce problème de missile ou de satellite – on ne sait pas – qui va se promener au-dessus de la mer du Japon dans les deux jours qui viennent. Sur le G20, on ne dit pas grand-chose. Qui a vu M. Aso ? Je crois que personne n'a noté sa présence. Et pourtant, c'est le Japon qui déjà s'est engagé depuis trois semaines à financer les ressources additionnelles du FMI. Cela me rappelle, en prenant l'histoire à grands traits, ce que l'on avait dit sur l'engagement du Japon dans la première guerre d'Irak qui, puisqu'il était allié mais ne pouvait pas envoyer de forces militaires, a financé 10 Md\$, mais avec un déficit de visibilité diplomatique qui était important. J'ai l'impression que cette situation perdure, alors qu'en face on a une Chine omniprésente et, dans la presse chinoise, on a une couverture de ce G20 tout à fait extraordinaire.

On l'a dit tout à l'heure : un certain nombre de sujets n'ont pas été évoqués durant ce G20.

J'en retiens deux :

- Les désordres monétaires, un problème absolument central. Je reviendrai sur votre question, Monsieur, sur la volatilité des monnaies et le problème de stabilité que cela pose.

- Les déséquilibres d'épargne : pour résumer, des excédents colossaux d'épargne en Asie face à des déficits notamment aux États-Unis, l'excédent d'épargne asiatique finançant la consommation américaine, avec la question que l'on peut se poser : est-ce que l'épargne asiatique ne devrait pas plutôt financer notamment la protection sociale dans un certain nombre de pays ?

Ces deux volets n'ont pas été évoqués, sauf que, sur le premier – et là du point de vue tactique – je ne pense pas que cela corresponde à un proverbe chinois nécessairement, mais la meilleure défense est l'attaque et la Chine, du point de vue tactique, l'a montré sur ces questions de valeur de sa devise.

Depuis 3 ans, elle est soumise à un tir quasiment incessant du Trésor américain, des autorités américaines et récemment, depuis la montée de l'euro, de l'Europe sur la sous-évaluation du yuan, la devise chinoise. Que fait la Chine ? Elle met en cause, il y a quinze jours, à travers le gouverneur de la Banque de Chine, le rôle prédominant du dollar, non pas sur une question idéologique, mais sous-entendu :

« Nous avons 730 Md\$ de bons du Trésor américain. Nous ne voudrions pas que le dollar baisse. Que vont donner tous ces plans de relance pour le dollar ? » Toujours est-il que la Chine est arrivée à faire disparaître cette question de sous-évaluation de la devise chinoise et de s'attaquer au rôle du dollar avec cette proposition de DTS.

Je réponds très rapidement de mon point de vue.

La Chine a proposé, soutenue par la Russie, ce qui n'est pas neutre non plus, que, progressivement, les droits de tirage spéciaux du FMI deviennent la monnaie internationale. Techniquement, c'est extrêmement difficile. En revanche, l'idée fait son chemin, et ce n'est pas simplement l'idée de la Chine : un certain nombre d'économistes éminents, comme Jeffrey Sachs, de Columbia, qui est un Américain, sont en faveur d'une formule progressive qui serait un indice composite reposant sur un panier de devises, d'autant qu'en Asie actuellement la région essaie de s'orienter vers cela de manière précisément, dans la zone asiatique, à éviter les déséquilibres entre le yen, le dollar et le yuan. Donc, premier point tactiquement gagné, à mon avis, par la Chine : mettre dans le débat, même hors des portes du G20, cette question du rôle prédominant du dollar.

Deuxième élément : le FMI. Je trouve cela tout à fait extraordinaire. Le Japon a, comme je l'ai dit, mis des ressources sur la table. La Chine n'a pas encore promis d'apporter des ressources additionnelles pour le Fonds monétaire international, mais prend date sur la réévaluation de ses droits de vote, qui sont extrêmement faibles : 3,5 % au FMI. Elle compte pour 6 % du PIB mondial. Le Japon est dans la même situation d'ailleurs, avec 4,4 % de droits de vote pour 8 % de la production mondiale. Donc, on a des déséquilibres au FMI, dont le rôle va devenir de plus en plus central, mais où l'équilibre géoéconomique doit être davantage reflété.

Troisième sujet sur lequel la Chine a joué remarquablement : la question des paradis fiscaux, car Hongkong et Macao sont des paradis fiscaux tels que définis par l'OCDE. Il y a eu un bras de fer terrible. Je ne sais pas si la presse française l'a repris ; j'ai lu cela dans la presse américaine ce matin entre Sarkozy et Hu Jintao, le président chinois, sur cette question des paradis fiscaux, où Obama a joué un rôle assez remarquable d'arbitre, de messenger. En changeant un mot, parce que le texte du communiqué devait dire : « Nous reconnaissons que l'OCDE va publier une liste, etc. », la Chine a obtenu que ce soit simplement : « Nous remarquons, en effet... », ce qui signifie aucun engagement. À travers ce bras de fer, il y a également la contestation par la Chine de la liste, peut-être, mais, surtout, du rôle donné à l'OCDE, dont elle n'est pas membre.

Si l'on rassemble tous ces éléments face au silence du Japon au G20 – mais peut-être M. Nakagawa me détrompera-t-il –, elle a réussi à renverser en sa faveur la

question des monnaies, elle a pris date pour son rôle au FMI, elle conteste un organisme dont elle n'est pas membre : l'OCDE, elle se pose comme l'économie la plus résistante – et cela m'amène à la situation économique en Chine – et, donc, en position de force et d'arbitre selon les sujets, et, implicitement, au fond, commence à contester un ordre économique mondial dominé par les États-Unis, que ce soit au FMI, appelé parfois « l'annexe du Trésor américain », ou dans d'autres organismes.

Voilà les premières réflexions dont je voulais vous faire part.

Je voudrais maintenant vous faire un point sur la situation et répondre davantage au sujet, qui est la répercussion de la crise sur l'Asie.

Ces dernières années, une théorie faisait florès : le découplage éventuel de l'Asie du point de vue économique, c'est-à-dire qu'au fur et à mesure que l'intégration asiatique s'approfondissait sur le plan commercial, voire financier, que les marchés intérieurs des pays, notamment en Chine, mais beaucoup d'autres se développaient, la zone asiatique était finalement une zone autarcique, car elle dépend beaucoup du commerce extérieur, mais avec des capacités de résilience et de résistance très fortes à des chocs externes. Donc, on pouvait dire : « S'il y a une récession aux États-Unis, l'Asie ne sera peut-être pas touchée. » C'était une hypothèse qui était prise avec pas mal de sérieux.

Maintenant, comme l'on fait souvent avec le principe du pendule, on dit : « Regardez, cette théorie était absolument fausse. » Je pense qu'il faut être un peu plus précis et distinguer le plan financier et le plan économique.

Sur le plan financier, c'est-à-dire des systèmes bancaires et des systèmes monétaires, il y a eu un découplage de l'Asie, c'est-à-dire que, contrairement à l'Europe, ni le Japon ni la Chine – je parle des pays les plus importants et des économies dominantes – n'ont été touchés par la crise financière, d'une part parce que le Japon a connu une crise de 10-12 ans dans les années 1990 et les banques japonaises sont devenues très prudentes, d'autre part parce que les banques chinoises sont peu internationalisées. Elles ont eu beaucoup de chance d'ailleurs, car il y a eu deux désengagements importants de 300 Md\$ sur Fannie Mae et Freddie Mac, les deux grandes agences qui ont été nationalisées. Donc, pas de contagion sur le plan du système bancaire et, contrairement à l'Europe et aux États-Unis où les banques ont eu deux problèmes : un problème de solvabilité c'est-à-dire des crédits qui devenaient irrécupérables, et un problème de liquidités : les banques ne se faisant plus confiance ne se prêtaient plus entre elles, le Japon et la Chine n'ont eu ni problème de solvabilité ni problème de liquidités. Donc, on a eu là un véritable découplage au point que, vers septembre-octobre, on se demandait même si l'épargne asiatique, à travers les grandes institutions financières asiatiques, ne viendrait pas au

secours, finalement, de la finance américaine en détresse. On a vu ainsi, au moment de la faillite de Lehman Brothers, Nomura reprendre le réseau européen et asiatique de cette entreprise. Ensuite, il y a eu la constatation de l'étendue du désastre, qui fait que tant la Chine que le Japon, à travers leurs banques respectives, se sont abstenus.

Donc, pas de contagion sur le plan financier, mais une contagion sur le plan économique, notamment vis-à-vis du Japon par le canal essentiellement du commerce extérieur, dans la mesure où les marchés intérieurs, soit au Japon pour un certain nombre de raisons tenant à l'économie domestique, soit en Chine parce que la croissance provient surtout de l'investissement, sont encore des marchés intérieurs, pour la consommation, relativement étroits. Donc, les exportations dans les deux pays étaient tout de même, pour la contribution à la croissance, des facteurs importants.

Donc, contagion à la Chine. Il me reste 10 minutes. On ne va pas régler les problèmes, mais au moins les décrire pour ce qui concerne le Japon, car on peut être un peu plus optimiste pour la Chine. Je vous rappelle les chiffres pour la Chine. 2007 est une année-clé : 13 % de croissance, après révision d'ailleurs. La Chine en 2007 est devenue la troisième puissance économique mondiale devant l'Allemagne. Il faut toujours voir les problèmes de taux de change, puisque l'on est en dollars, mais, en principe, le chiffre est confirmé. 2008 : on termine avec 9 % de croissance, malgré un semestre de très fort ralentissement, le plus faible taux depuis sept ans.

L'investissement a bien résisté en Chine, mais, évidemment, la consommation intérieure et les exportations se sont effondrées, avec des prévisions de croissance pour 2009 qui pourraient nous faire rêver : entre 5 et 8 %. Le FMI, l'OCDE sont sur à peu près 6,3-6,6, et l'équivalent de l'INSEE chinois est sur une croissance de 8 %. Ce chiffre de 8 %, à mon avis, est plus pour rassurer la population que la conviction propre de l'institut de conjoncture, dans la mesure où, en Chine, même avec des taux de croissance de cet ordre (5, 6 ou 7 %), on a deux problèmes majeurs : d'une part, les inégalités sociales, qui se sont creusées pendant toutes les années de forte croissance, et, d'autre part, une montée du chômage, qui a déjà commencé, avec des ouvriers migrants qui sont retournés dans leur campagne, avec des risques, sinon d'explosion sociale, du moins de troubles sociaux de plus en plus importants. La préoccupation essentielle du régime est la montée du chômage, une réduction de croissance. La seule légitimité du parti communiste chinois n'est plus idéologique : elle provient essentiellement des taux de croissance, donc de l'amélioration du sort de tous les Chinois, malheureusement avec des écarts extrêmement importants. Face à cela, et pour éviter une chute de croissance en dessous de 6 %, qui, à mon avis, commencerait à devenir très dangereuse, la Chine a encore fait les choses en grand.

On a rappelé la longueur de son histoire. On peut rappeler l'immensité de son territoire et de sa population. On peut tout à fait estimer que la Chine va dépasser le Japon en termes de PIB dans l'année ou dans les 2 ou 3 années qui viennent.

Là encore, la Chine voit grand, c'est-à-dire qu'elle a mis sur la table sur deux ans à peu près 15 % du PIB en investissements, mais aussi en protection sociale, et cela est particulièrement bienvenu, et investissements dans des projets environnementaux, ce qui est intéressant.

On prévoit une sortie de crise plutôt rapide, selon les économistes chinois au 2^e semestre 2008, mais même l'OCDE voit une croissance de 6,3 % en 2009, ce qui nous donnerait une reprise sans doute en 2010, de toute manière, qui serait assez vigoureuse, aux alentours de 8,5 ou 9 %. Ces jours derniers, on a plutôt de bons indicateurs en provenance de Chine au niveau des crédits bancaires, des chiffres de production et des indices de confiance.

En revanche, la contagion au Japon a entraîné vraiment une maladie extrêmement profonde. Déjà, en 2008, le Japon a été déficitaire en termes de croissance de 0,6 %, car le 2^e semestre a été absolument dramatique, qu'en plus on a eu, outre la crise mondiale, un raffermissement du yen extrêmement important, de l'ordre de 20 à 25 % selon que l'on parle du dollar et du yen, ce qui a fortement agi sur le volume d'exportations, avec une dégradation considérable sur l'électronique et l'automobile vers le marché américain, qui est le premier marché japonais, bien sûr, et le marché européen, son troisième marché.

Les perspectives pour 2009 sont vraiment très sombres. Beaucoup d'instituts privés sont à -6 % et l'OCDE, il y a trois jours, était à -6,6 %, qui est un chiffre de croissance négative absolument inouï. Même après le premier choc pétrolier qui a marqué l'inconscient économique japonais de manière terrible, la croissance a été négative de l'ordre de 2,5 ou 3 %, mais n'a jamais dépassé ce niveau-là.

En 2010, la sortie de crise dépendra de beaucoup de facteurs, y compris la reprise en Chine, et du plan de relance. Ce plan de relance est assez difficile à décoder. On a un plan de relance budgétaire au sens strict, qui représente à peu près 2 % du PIB : investissements, consommation, y compris remise d'un chèque à chaque Japonais, économies locales, etc. Et puis, on a d'autres mesures qui ne sont pas des relances budgétaires, mais des formes de garantie pour des prêts aux PME, etc.

Là, on parle – cela doit être imminent – d'un nouveau plan de relance budgétaire de l'ordre de 20 à 40 trillions de yens, soit à peu près 200 ou 300 Md\$.

J'arrive à la conclusion provisoire pour ces deux économies dominantes de la

région. Bien sûr, je ne parle pas des autres, faute de temps, mais les autres pays sont durement touchés. La Corée est très durement touchée ; en revanche, est très intéressant son plan de relance, qui est axé à 80 % sur des investissements verts.

La sortie de crise pour les deux pays dépend essentiellement des États-Unis et de l'Europe. Pour la Chine, on aura, comme disent les économistes, sans doute une courbe en V, c'est-à-dire décroissance, puis reprise de croissance.

Pour le Japon, on risque d'avoir un W, c'est-à-dire chute, légère reprise peut-être, éventuellement rechute et croissance après, ce que l'on appelle en anglais « *double deep* ». Le scénario le pire serait une courbe en L, c'est-à-dire une grosse chute de 6 ou 7 % et, après, une forme de stagnation dans un contexte déflationniste.

En tout cas, la conclusion de cette crise pour ce qui est de l'Asie est que les économies sont toutes interconnectées à travers les échanges de biens et de services. J'ai oublié de mentionner les bourses japonaise et chinoise, qui ont chuté comme les autres, car, là, on est en temps réel d'interconnexion mondiale, mais les systèmes bancaires japonais et chinois n'ont pas subi de conséquences. En revanche, pour le système bancaire japonais, on peut avoir, ensuite, les effets directs de la crise au Japon sur les entreprises et, donc un certain nombre de créances qui deviendront douteuses.

Voilà, en quelques mots, la situation au Japon et en Chine.

Quel est le plus important pour moi que je retiens de ce G20, outre beaucoup de mesures techniques et si je peux donner mon avis, au-delà même de mon domaine asiatique, dans un domaine qui est celui de ma vie professionnelle ?

Bien sûr, on peut tout à fait regretter que les désordres monétaires n'aient pas été abordés, que les déséquilibres d'épargne ne l'aient pas été, que telle ou telle mesure soit un peu du trompe-l'œil, etc., mais on peut retenir tout de même :

- Que l'on a eu un G20 : c'est la première fois au monde.
- Qu'il doit se revoir en novembre.
- Que cela semble être une structure amenée à durer.
- Que peut-être, « les marchés le diront », il y a cette réaction des marchés parfois un peu surprenante. J'espère que cela ne va pas être condamné dans les trois, quatre, cinq jours prochains par des chutes boursières significatives, mais on ne peut pas l'exclure.

(*Applaudissements...*)

Charles DELAMARE. – Merci beaucoup, Claude, de votre excellent exposé très

clair et très précis.

Il n'y aura pas de débat car nous sommes pris par le temps et, en plus, les deux questions sont aussi importantes que les deux immenses pays dont vous avez parlé.

Je vous propose une petite pause.

(La séance est suspendue de 17h00 à 17h30)

Yves POZZO DI BORGIO. – Nous reprenons nos travaux.

Charles DELAMARE. – Michel Albert a son petit livre bleu, blanc, rouge que tout le monde doit lire : *Capitalisme contre capitalisme*.

Jacques Barrot ne devrait pas tarder !

Yves POZZO DI BORGIO. – Je suis vraiment honoré et également satisfait que Michel Albert et Jacques Barrot aient pris sur leur temps pour venir parler devant le club France Forum, non seulement que nous sommes en train de relancer, mais auquel nous souhaitons donner beaucoup plus d'importance, car le travail effectué est mal connu.

Vous qui êtes là depuis ce matin, vous vous en êtes rendu compte. Nous avons eu des interventions, ce matin comme cet après-midi, d'une qualité vraiment très élevée.

Je regrette que mes collègues parlementaires n'aient pu être présents.

Je salue mon collègue Yann Gaillard, remarquable membre de la Commission des finances.

Franchement, quand on voit nos débats intéressants, on se dit que les débats d'aujourd'hui auraient eu une très grande importance auprès de nos amis, de droite comme de gauche.

Nous allons d'ailleurs sortir un numéro spécial de *France Forum* qui reprendra tout le verbatim depuis ce matin.

J'ai assisté à beaucoup de colloques, j'ai fait beaucoup de choses. Je suis parlementaire, mais je peux vous dire que la journée d'aujourd'hui a été une journée intellectuellement riche pour le pays, riche pour la réflexion politique, et notre travail à nous aujourd'hui, même si la salle n'est pas pleine, une fois ce colloque terminé, sera surtout de faire connaître, et je peux vous dire que ce sera un travail sur lequel nous allons nous lancer.

Je redonne la parole à Charles.

Capitalisme rhéнан face au capitalisme new-yorkais

Exposé de Michel Albert

Charles DELAMARE. – Bonjour à Jacques Barrot et à Michel Albert.

Je demande d'abord à Michel Albert de parler sur un thème qu'il connaît bien parce que, il y a 19 ans, il a écrit un livre absolument remarquable, où il opposait le capitalisme rhénan, c'est-à-dire européen autour de notre grand-père le Rhin, au capitalisme new-yorkais, en prédisant que ce dernier allait gagner parce qu'il était beaucoup plus brillant, beaucoup plus dans le vent, beaucoup plus moderne, mais que cela aurait des conséquences extrêmement graves parce qu'il avait de grandes faiblesses.

Aujourd'hui, comme vous avez pu le remarquer, nous pensons, non seulement qu'il faut aller beaucoup plus loin que restaurer l'économie sociale de marché, qui avait de grands principes qu'il faut reprendre, mais qu'il faut perfectionner, améliorer son fonctionnement en tenant compte de deux faits capitaux : l'unification économique de l'Europe, où il y a encore beaucoup à faire, comme les exposés précédents l'ont montré, et la mondialisation, avec l'émergence de grands pays, de vieilles civilisations comme la Chine, le Japon, l'Inde et aussi le Brésil. L'Europe doit jouer, se fortifier avec le grand travail de la commission et la volonté des peuples pour ouvrir son modèle économique et social de manière à aller vers une grande civilisation mondiale, ce qui est très ambitieux.

Nous n'allons pas régler le problème aujourd'hui, mais nous voulons poser un jalon.

C'est pourquoi je demande maintenant à Michel Albert de nous parler du capitalisme rhénan face au capitalisme new-yorkais.

Michel ALBERT. – Merci. Mon cher Charles, je ne vais pas faire ce que tu me dis !
(*Rires...*)

Charles DELAMARE. – Je commence à en prendre l'habitude ici !

Michel ALBERT. – Tu me passes un jalon. Ce jalon, je vais le passer au Pr Giuseppe Sacco. Pourquoi ? Parce que, tout à l’heure, on l’a empêché de finir son raisonnement à propos de la démographie européenne. Or, il m’avait envoyé l’article qu’il vient de publier dans le dernier *Commentaire*, article magnifiquement intitulé d’ailleurs : « L’Europe à la cour du dauphin. » J’espère que « L’Europe à la cour du dauphin » vous mettra en appétit.

Charles DELAMARE. – C’est un très bon article, c’est vrai.

Michel ALBERT. – Je crois vraiment qu’il ne faudrait pas nous priver d’entendre la fin de son raisonnement, car il a été coupé juste au milieu.

Monsieur Sacco, je vous passe la parole.

Giuseppe SACCO. – Merci, M. Albert ! Cela me donnera la possibilité de vous dire brièvement quel est l’esprit de mes propositions visant à donner un fort rôle politique au Parlement européen.

Ce que je propose est une réforme ambitieuse du système électoral pour le parlement de Strasbourg ; une proposition qui peut apparaître aussi irréaliste que ne l’était – ou ne le semblait –, il y a encore peu de temps, celle de la monnaie unique. Immanquablement, lorsqu’on avançait l’hypothèse que l’Europe puisse se donner un seul et unique instrument de paiement, quelqu’un, qui se voulait « réaliste », disait : « Toute tentative d’en créer un se terminera comme s’est terminée l’union latine. Les unions monétaires n’ont jamais marché sans l’unité politique. »

Malgré tant de scepticisme, la monnaie unique n’est plus aujourd’hui une simple utopie. Or, si on a réussi à traduire en réalité un projet si ambitieux, et apparemment si irréaliste, on le doit au chancelier Kohl, au président Mitterrand, et surtout à celle que j’appellerai la « méthode Kohl ». Il est dommage que M. Bitterlich ne soit pas là, car il a longuement travaillé avec le chancelier, et aurait sûrement pu nous dire des choses passionnantes sur la pensée stratégique de ce grand homme politique européen. Je suis en effet convaincu que Kohl avait une idée extraordinaire – qui allait au-delà de la simple idée de créer la monnaie unique, mais qui visait à en assurer la durée dans le temps – de l’ensemble de son engagement européen. Car la « méthode Kohl » est une stratégie par laquelle un homme d’État peut garantir que ses successeurs continueront dans sa trajectoire politique.

Il s’agit d’une opération très compliquée, car cette continuité de trajectoire, lorsqu’il y a passage des consignes d’un leader à un autre, n’est pas dans la nature du pouvoir et des hommes. Au contraire, il est tout à fait courant, et même tout à fait

logique, que quelqu'un qui a été fait roi par une autre personne veuille se débarrasser de son héritage conceptuel et gouverner comme il l'entend, et pour ce faire élimine immédiatement son « *kingmaker* », celui qui l'a fait roi, en le tuant, si nécessaire.

Kohl et Mitterrand avaient très clairement saisi quel extraordinaire bond en avant la création de la monnaie unique aurait fait faire au processus d'unification européenne. Le chancelier, notamment, était conscient de la responsabilité qui lui revenait de faire accomplir à l'Europe un pas décisif vers l'unité, comme condition indispensable pour que la réunification de l'Allemagne ne réveille pas en France, au Benelux et en Pologne, les vieilles méfiances et les vieux démons du passé. Et ce pas décisif, il fallait le faire tout de suite, avant que dans l'opinion publique ne disparaissent les classes d'âge plus ou moins vaccinées contre ces démons, se souvenant encore du prix terrible qu'ils avaient fait payer à toutes les nations du continent.

Kohl et Mitterrand savaient cependant aussi qu'en donnant vie à l'euro sans faire en même temps l'unité politique, c'était ne faire que la moitié du travail, car le premier ne peut pas durer sans la seconde. Mais ils savaient aussi que l'unité politique était, à l'époque, impossible.

Comme effectivement le montrent les expériences précédentes, toute unité monétaire demande l'unité politique, et la demande comme un préalable. Car pour ne pas finir par succomber sous les distorsions qu'elle risque de provoquer dans un espace non homogène au point de vue législatif et économique, elle a tout d'abord besoin d'une banque centrale qui contrôle non seulement l'émission des billets et le coût de l'argent, mais aussi le comportement des banques et des autres centres de pouvoir financier. Et en réalité, elle demande que, dans les différents pays participant à la même zone monétaire, les impôts, la dépense publique, le coût des services et les salaires soient plus ou moins comparables. Bref, elle demande qu'il y ait une politique économique coordonnée. Sans tout cela, qui est très proche de l'unité politique, il est évident que l'unité monétaire ne peut pas survivre longtemps.

Et pourtant, en engageant leur pays dans l'aventure de l'euro sans avoir pu préalablement donner vie à l'unité politique, Kohl et Mitterrand ont mis délibérément le chariot avant les bœufs nécessaires pour le tirer, ou plutôt le traîneau devant les chiens. Car l'unification de l'Europe continentale n'est pas un simple chariot pour lequel une paire de bœufs suffit ; ça ressemble plutôt à un traîneau qui demande beaucoup de chiens pour pouvoir glisser léger sur la neige.

La méthode Kohl a été celle de mettre le traîneau en mouvement avec un seul chien, la BCE, en sachant bien qu'il aurait des secousses, que des crises se manifesteraient sur la voie de la monnaie unique : des crises telles que celle que nous

vivons aujourd'hui, face à l'effondrement du système financier américain, et à la tendance de la plupart des pays à réagir en ayant à l'esprit seulement leurs intérêts particuliers et à court terme. Mais il prévoyait qu'une fois le traîneau de l'euro lancé dans sa course, les gouvernements des pays concernés seraient obligés à chaque crise de trouver une solution, ce qui revenait à attacher un chien et puis un autre devant le traîneau. Et ils y seraient obligés car, une fois la monnaie commune créée, la défaire – ou même simplement en sortir – aurait des conséquences qui seraient plus graves que le coût à payer et les difficultés à surmonter pour résoudre les problèmes spécifiques qui se présenteraient successivement.

La méthode Kohl ressemble donc à la devise napoléonienne – reprise par Lénine – du « on s'engage et puis on voit » ; une formule que seule une interprétation myope a pu faire considérer comme « aventureuse ». C'est au contraire une stratégie visant à construire par les crises, et par la capacité et la nécessité de réagir aux crises ; par une série de crises prévues, sinon programmées, et dont on a préalablement créé le contexte institutionnel dans lequel elles sont destinées à se manifester.

Kohl ne pouvait évidemment pas prévoir sa brutale éviction du pouvoir – les hommes politiques sont incapables de prévoir un tel événement, tout en le craignant comme possible à tout moment. Mais il savait que la tâche d'attacher un par un les chiens devant le traîneau reviendrait en grande partie à ses successeurs et voulait être sûr qu'ils y parviendraient. Il savait trop bien que la manière pour un homme politique de garantir son héritage politique n'est pas celle de choisir son dauphin.

Nous l'avons déjà dit : le premier geste de tous les dauphins devenus rois est justement le parricide. La seule manière de garantir la continuité d'une ligne politique est de créer une situation dans laquelle le dauphin est obligé, par des forces sociales et économiques mises en mouvement par le *kingmaker* et par les institutions créées pour encadrer et donner voix à ces forces, de suivre et compléter l'ouvrage de l'homme politique qui l'a mis aux affaires.

À présent, l'euro, qui semblait une utopie, est une grande réalité institutionnelle, économique et politique. Et il a démontré être précieux, pendant la crise financière en cours, en jouant un rôle fondamental de protection des pays de la zone euro. Sa continuité est désormais liée à des intérêts socio-économiques trop forts pour que les gouvernements n'en tiennent pas compte ; et il leur coûterait très très cher s'ils essayaient de revenir en arrière, où même de l'affaiblir en prêtant oreille à l'Angleterre, qui voudrait répéter avec l'euro la manœuvre déjà faite contre le Marché commun – l'affaiblissement par l'adhésion – après avoir failli dans sa tentative d'y opposer une zone de libre échange.

La monnaie unique est là. Et, face aux défis que la crise financière nous pose – une crise financière qui voit surgir de lourdes responsabilités du fait de l’absence de réglementation –, on ne peut qu’aller de l’avant. On peut se poser l’objectif de créer, en plus d’une banque centrale qui prend soin de fixer le coût de l’argent, une institution à laquelle confier la surveillance des banques, qui est jusqu’à présent restée au niveau national. Pour ce faire, on pourrait sans doute créer, à côté de la BCE, un comité communautaire (qui risque d’être à 27, donc de très mal fonctionner) pour coordonner la surveillance des banques. Mais il serait sûrement beaucoup plus rationnel d’élargir les fonctions de la BCE et d’en faire la seule institution bancaire d’Europe. Voilà ! Un autre chien – la surveillance commune – viendrait ainsi rejoindre la monnaie commune dans la tâche de faire glisser avec de moins en moins de secousses le traîneau de l’unité politique de l’Europe.

Venons donc à ma proposition pour le Parlement européen qui devrait jouer un rôle d’entraînement tout à fait crucial dans l’Union européenne. Qu’il soit malade, ce n’est pas un mystère. Et les symptômes deviennent de plus en plus graves, au fur et à mesure qu’aux élections européennes s’accroît le taux d’abstention, signe d’une non-reconnaissance gravissime pour une institution qui devrait représenter le peuple européen, et donner légitimité démocratique à l’ensemble de la construction institutionnelle.

Face à l’abstention, le désarroi apparaît total, au point qu’on commence à songer à revenir à une assemblée élue par les parlements nationaux, un repli aussi ignominieux que celui qui a fait suite aux referendums français et hollandais sur la Constitution européenne, et même plus désastreux, dans le cas du Parlement.

D’autres suggestions sont plus intéressantes, « iconoclastes », et stimulantes : les électorsats qui se mobilisent davantage lors des élections européennes bénéficieraient d’une « prime démocratique ». C’est-à-dire que la répartition entre pays des sièges – dont le nombre resterait fixe – se ferait après le passage des électeurs dans l’isoloir, sur la base des votes valables exprimés dans chaque pays en pourcentage du total des votes exprimés dans toute l’Europe. Le Luxembourg serait le pays qui en bénéficierait le plus, et l’Angleterre le pays le plus pénalisé. Je ne vous cache pas que je trouve cette idée assez alléchante.

On pourrait aussi en prévoir une application plus souple, préférée par l’auteur de cette proposition, Antoine Boulay, un jeune et brillant manager qui travaille dans le domaine de la communication. Dans ce cas, par exemple, un pays ayant droit à 60 députés en enverrait un minimum garanti de 45, tandis que les 15 autres dépendraient du taux de participation. Avec 50 %, seuls 52 députés représenteraient le pays.

Dans les deux cas, se serait une méthode « punitive », qui donnerait une image du Parlement comme d'un pouvoir autoritaire, contraignant l'opinion publique à le suivre.

Dans ma proposition, j'essaie au contraire de suivre la méthode Kohl et d'aller à la recherche du consensus de ceux qui ont un intérêt indéniable aux questions dont s'occupe le Parlement européen, mais qui n'ont pas les moyens de s'exprimer et qui sont si exclus qu'ils n'imaginent même pas avoir le droit de s'exprimer. Dans ma proposition, j'essaie de créer un cadre institutionnel grâce auquel les forces sociales et politiques qui n'arrivent pas à se manifester spontanément, mais qui pèseront de plus en plus dans les années à venir, finissent tout naturellement par faire avancer le grand projet politique de l'unification européenne.

Mon idée est de donner au Parlement européen un électorat tout à soi, un électorat différent des électorats des parlements nationaux : une base électorale où seraient représentés les *taxepayers* auxquels serait immanquablement présentée la facture des gaspillages et de la destruction de richesse des classes d'âge qui prennent actuellement les décisions politiques.

Ce ne serait pas, comme je l'ai dit, un électorat où voteraient les mineurs. Ce ne serait pas non plus le Parlement iranien, qui laisse d'autant plus facilement le vrai pouvoir à une oligarchie cléricale qu'il est élu par un corps électoral dans lequel on vote dès 15 ans. Ce ne serait pas le parlement des enfants irresponsables, mais un parlement où les gens qui se préoccupent de l'avenir de la société, car dans cette société devront vivre leurs enfants, auraient un pouvoir électoral accru. On introduirait ainsi, parmi les sujets dont le Parlement européen serait le représentant naturel, tout ce qu'il y a à faire dans l'avenir, par exemple la prudence dans l'endettement des États, le soin pour l'éducation, pour l'environnement. Ce sont justement les domaines dans lesquels une société très âgée et désabusée prend sans arrêt des décisions dictées par l'égoïsme, sans interpeller les générations futures sur lesquelles ces décisions porteront leurs conséquences et qui seront appelées à payer pour nos erreurs et notre désintérêt à prévoir les problèmes à venir.

Or, si on ne veut pas faire voter des enfants et des jeunes plus ou moins incapables de comprendre leurs intérêts, comme on fait en Iran, à qui confier la tâche de les représenter tout en étant plus ou moins sûr qu'ils s'en acquitteront de façon responsable ? Je ne suggère finalement rien d'autre que de suivre dans le droit européen la même logique qui est déjà appliquée dans le droit civil.

Si un enfant reçoit un héritage, que prévoit la loi ? Elle prévoit que la justice intervienne et confie à un des parents ou à un proche la tâche, sous le contrôle du tribu-

nal, de s'occuper des intérêts de l'enfant. Et cette personne risque beaucoup s'il ne prend pas très au sérieux cette responsabilité ou – pire – s'il en profite.

Mais alors, pourquoi l'intérêt privé et particulier de chaque enfant mérite d'être protégé par la loi et pas les intérêts qu'il partage avec tous les enfants du même âge, ses intérêts collectifs, ses intérêts « politiques », ceux qui ont normalement à trait à l'action de l'État ?

Il faut remarquer, d'ailleurs, que l'enfant qui a des biens et dont les intérêts sont bien soignés par le couple tuteur-tribunal n'est pas complètement à égalité non plus avec les adultes qui, comme lui, sont propriétaires de biens. Sur ces biens, en effet, il paie des impôts, mais il n'a pas son mot à dire sur l'usage que les pouvoirs publics font de son argent et sur les services qu'il est censé recevoir en échange. Le sien est donc un cas classique de *taxation without representation*. La non-application aux mineurs des droits de l'homme est donc générale. Aucun d'entre eux n'y échappe. La société entière semble avoir fait sienne la devise américaine : « *What has posterity done for me, that I should sacrifice my inclinations to it ?* »

Les questions qui se posent sont donc de grandes questions de principe. Pourquoi l'intérêt de chaque enfant à recevoir une bonne éducation ne doit pas être protégé ? Et de même le droit à vivre dans un environnement non pollué ? Et le droit que le gouvernement de son pays ne s'engage pas, sans le consulter, dans des guerres dont il devra un jour supporter les conséquences ? Et celui que l'État ne soit pas, par la consommation folle de ses ancêtres, chargé de dettes qu'il devra un jour payer ? La seule manière raisonnable de protéger chaque enfant contre tous ces risques est que l'État confie à ses parents, qui sont normalement des gens qui ont à cœur l'avenir de leurs enfants, la tâche de choisir les gouvernants les plus fiables au point de vue de l'intérêt présent et futur de la société dans son ensemble.

Mon idée, comme je l'ai déjà dit, est que chaque père et chaque mère d'enfant mineur et n'ayant pas le droit de vote exprimerait au moment de voter non seulement son propre choix, mais aussi la moitié de la volonté de chaque enfant. Cela peut se faire assez simplement via un autre bulletin de vote, identifiable comme étant le vote d'un mineur, car il serait d'une autre couleur. Ce bulletin vaudrait, au moment du décompte, la moitié d'un vote adulte, de façon à ce que l'enfant soit représenté à moitié par sa mère et à moitié par son père.

Après y avoir réfléchi et échafaudé plusieurs hypothèses, je suis arrivé à la conclusion qu'il s'agit d'un mode de scrutin très adapté aux familles de notre temps. Un couple fait de deux divorcés peut en effet aujourd'hui être très compliqué. Le père peut avoir quatre enfants et la mère en avoir deux, tandis qu'au total les enfants

seraient seulement cinq, les adultes n'ayant qu'un enfant commun. Dans ce cas, l'homme du couple, en plus de voter pour lui-même, exprimerait quatre demi-votes (c'est-à-dire qu'il remplirait aussi quatre bulletins de la couleur « enfant ») et sa femme deux demi-votes. En même temps, pour compléter le tableau, la première femme de l'homme exprimerait de son côté trois demi-votes, et le premier mari de la femme un autre demi-vote. Le résultat automatique d'une élection où chacun voterait pour lui-même avec un vote plein et pour chacun de ses enfants avec un bulletin qui ne vaut que la moitié du vote adulte serait donc l'égalité de tous, adultes et mineurs, devant les choix d'intérêt collectif, et la garantie d'un vote responsable.

Évidemment, si on appliquait un tel système aux élections européennes, il y aurait des pays qui gagneraient et d'autres qui verraient leur poids se réduire. La France gagnerait en nombre de sièges au Parlement européen, parce qu'il y a beaucoup plus de mineurs dans la population française. Le pays qui souffrirait le plus serait probablement l'Italie car, même si la natalité a tout récemment commencé à augmenter dans le Centre et le Nord, les conséquences de la longue période durant laquelle la natalité a été extrêmement réduite ne disparaîtront pas pendant plusieurs décennies.

En quoi l'introduction d'un tel mode de scrutin ressemblerait à la méthode employée par le chancelier Kohl au moment de la création de l'euro ? Elle lui ressemblerait car, comme ç'a été le cas avec la monnaie unique, avec une telle réforme, une génération politique – la mienne –, qui a encore en partie la charge idéale des Pères fondateurs, pourrait donner son empreinte à l'Europe avant de disparaître. Et pourrait, en profitant d'une crise qui pose avec une clarté inhabituelle le problème du choix entre nos propres intérêts et ceux de nos enfants et petits-enfants, créer une situation institutionnelle qui obligerait les futures classes politiques de notre continent à être constamment projetées dans l'avenir. On donnerait un moteur unique et jeune, et toujours se rajeunissant, à l'aventure européenne.

En appliquant la méthode Kohl, on profiterait de la crise pour attacher devant le traîneau un autre chien, jeune et plein d'énergie et qui ferait gagner à l'Europe plusieurs longueurs d'avance sur tout le reste du monde, car il ne peut échapper à personne que la fin des idéologies a amené tous les pays, toutes les classes politiques, tous les électeurs, à un repli extrêmement mesquin et, à court terme, à un *carpe diem* d'autant plus triste qu'il ne peut constituer que les pauvres plaisirs d'une société de vieillards.

Je ne vous cache – et je ne me cache – évidemment pas que la réforme que je propose est ambitieuse et ne se fera – si elle, comme j'en suis convaincu, se fait – pas en un jour. Et, même si elle ne prend que la moitié du temps qu'il a fallu attendre pour arriver à la monnaie unique, elle risque de ne pas arriver à temps pour sauver

la vie du Parlement européen. Car cette institution a d'autres faiblesses intrinsèques qui en menacent l'existence.

Parmi celles-ci, il y en a notamment une dont le Parlement européen risque de souffrir même lorsqu'il aura une base électorale toute à lui, c'est-à-dire le jour où une réforme telle que je propose l'aura transformé comme la réforme *des rotten boroughs* a revigoré le Parlement anglais dans les années 1930. Il s'agit en effet d'une particularité qui met le Parlement européen en grave position d'infériorité par rapport aux parlements nationaux, et à tous les autres corps électifs. La particularité est que sa base électorale est aujourd'hui fragmentée par États et le restera longtemps, pendant tout l'avenir prévisible : c'est-à-dire aussi longtemps que les Allemands n'éliront que des Allemands, les Italiens des Italiens et les Belges des Belges.

C'est quelque chose qui pourrait à première vue paraître naturel, mais qui ne l'est pas du tout. Tout d'abord, il s'agit d'une situation qui contraste de façon très évidente avec l'idée que l'UE puisse se reconnaître dans la seule personne d'un président, comme le voudrait le traité de Lisbonne. Si le Parlement, organe collégial où chaque député est censé représenter l'ensemble de l'électorat, reste un collage d'élus strictement nationaux, au point qu'à l'intérieur des groupes politiques toute prise de position doit être approuvée à l'unanimité des composantes nationales, comment peut-on imaginer qu'un seul homme – qui aura inévitablement une identité nationale – puisse se faire accepter par tous les Européens comme leur représentant face au reste du monde ?

C'est évidemment impossible. L'Europe unie ne pourra avoir qu'un régime parlementaire. Elle est trop composite pour le système présidentiel. Et ceux qui ont accepté cette idée (qui est dans la défunte Constitution aussi bien que dans le traité de Lisbonne) auraient dû soupçonner qu'elle n'était que la énième manœuvre par laquelle les ennemis de l'Europe unie s'emploient pour qu'elle se saborde d'elle-même.

Mais, pour que l'Europe puisse vivre et prospérer *under the Rule of Parliament*, il faudra un parlement digne de ce nom, pas une assemblée hétérogène et fragmentée où les ententes et les marchandages – la vraie base de la politique parlementaire – sont rendus extrêmement difficiles car, dans les couloirs, il n'y a pas, et il ne peut pas y avoir, de traduction simultanée. Il faut un parlement progressivement de plus en plus intégré, par delà les lignes de partage linguistiques et nationales. C'est difficile, mais faisable.

Car, s'il sera toujours impossible – au moins dans le futur prévisible – de trouver une personnalité en laquelle tous les Européens puissent se reconnaître. Il existe au contraire la possibilité de faire du Parlement autre chose qu'un « rassemblement de

féodalités parlementaires», strictement nationales et de moins en moins légitimées par des électeurs de plus en plus absentéistes.

Pour favoriser l'intégration des élus et, derrière eux, des électors nationaux, on pourrait en effet prévoir qu'un pourcentage des membres – 10 ou 15 %, par exemple – soit élu dans un collège unique européen. Chaque groupe politique devrait donc présenter une liste plurinationale de candidats, où les différentes nationalités seraient représentées de façon plus ou moins proportionnelle au poids démographique de chaque pays, sous peine de se faire rejeter la liste par une commission électorale préposée. Le mode de scrutin serait la proportionnelle, avec la possibilité pour les électeurs, une fois choisie la liste, d'exprimer leur préférence pour n'importe quel candidat de cette liste, indépendamment de la nationalité.

Pour éviter que le jeu du sentiment national, inévitable au moins dans un premier temps, permette aux pays les plus peuplés d'écraser, à l'intérieur de chaque liste, les candidats des petits pays, le nombre de préférences dont chaque électeur disposerait serait variable : différent selon la nationalité de l'électeur. Par exemple, dans les pays membres avec plus de 60 millions d'habitants, on aurait droit à exprimer une seule préférence. Dans les pays entre 40 et 60 millions, on aurait droit à deux. De 20 à 40 millions à trois. Et dans les pays avec moins de 20 millions d'habitants, à quatre. On aurait ainsi des alliances, avec échanges de voix, entre candidats d'origines très variées : des alliances parfois purement tactiques, tel portugais, slovènes, irlandais, et slovaques ; ou des alliances fondées sur des affinités culturelles, tel hongrois, finlandais, estoniens et bulgares, ou sur des intérêts transfrontières, tel luxembourgeois, wallons, danois. Et puisque les structures – et les clientèles – électorales ont tendance à se consolider, on pourrait avoir un petit peu de ce melting-pot qui a contribué à unifier l'Amérique, et qu'en Europe on a toujours considéré irréalisable.

Michel ALBERT. – Charles est en train de se révolter contre ma révolte...

Giuseppe SACCO. – Je vais m'arrêter là et ne pas abuser de votre patience et de votre temps de parole. Car mon objectif est finalement atteint. Je ne voulais que lancer une utopie et la laisser faire son chemin. Mais permettez-moi au passage de vous recommander la revue *Commentaire*, qui dans son numéro d'Avril 2009 (n° 125) a eu le courage de publier un article, « L'Europe à la cour du dauphin », dans lequel j'ai résumé ma proposition. Merci.

Charles DELAMARE. – Monsieur Albert, c'est à vous !

Michel ALBERT. – Merci, Monsieur le président.

Charles a une longue mémoire. Il m'a rappelé que j'avais, il y a bientôt 20 ans, écrit ce livre : *Capitalisme contre capitalisme* et il m'a dit : « Mais il est actuel, il faut que tu nous en parles. »

Alors, je vais essayer de vous en parler sous l'angle de l'actualité, étant précisé que je suis, contrairement à M. Meyer, quelqu'un qui ne lit pas la presse chinoise ni la presse japonaise et qui n'a même pas eu le temps ce matin de lire la presse américaine. Je n'ai pas eu l'occasion encore de lire le communiqué du G20 ; donc, je suis très ignorant, et certainement que ceux qui poseront des questions ensuite nous apprendront beaucoup de choses.

Il y a tout juste vingt ans, c'était la chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, une date qui mérite d'être retenue.

Depuis, il n'y a plus de régime économique communiste.

Autant le capitalisme apparaissait comme quelque chose de relativement monolithique quand il avait son grand ennemi qui lui a fait peur jusqu'au dernier moment : le bloc communiste et, à un certain moment, russo-communiste, autant, à partir de la chute du mur de Berlin, il est apparu qu'il y avait dans le capitalisme une certaine originalité, une certaine division, une certaine hétérogénéité.

C'est à partir de cette constatation que j'ai essayé de creuser, que j'ai pu me rendre compte qu'il y avait, depuis vingt ans à peu près, de plus en plus de modèles de capitalisme qui ont tendance à s'opposer. Le premier, je l'appelle « néo-américain » : c'est le capitalisme largement anglo-saxon, mais qui vient des États-Unis. Il y a, par ailleurs, le modèle rhénan qui se pratique presque tout au long de la vallée du Rhin, à l'exception de la France : en Autriche, en Suisse, en Allemagne et au Benelux bien sûr, la France étant un pays, par rapport au modèle rhénan, un peu différent, ne serait-ce que parce que, dans tous les pays que je viens de citer, il n'y a jamais eu de parti communiste très puissant et que nous, nous avons eu un parti communiste très puissant qui a marqué fortement notre système syndical et nos mœurs en termes de politique sociale. Par conséquent, le modèle rhénan, ce sont les cinq pays que je viens de citer.

D'ailleurs, il se trouve que, le dernier week-end, j'ai été invité en Hollande par une association qui s'appelle : l'Association du modèle rhénan. Je ne savais pas que cela existait ! C'est une association qui essaie de creuser les spécificités du fonctionnement des entreprises et du monde administratif en matière sociale dans les mêmes pays que ceux que je viens de vous citer : l'Autriche, la Suisse, l'Allemagne et les pays du Benelux.

J'ai eu le plaisir de voir qu'était invité également l'ancien Premier ministre de Belgique : M. Leterme, qui s'est rendu célèbre moins par l'action qu'il a menée dans cette fonction que par les conditions dans lesquelles il a dû quitter son poste à cause de l'affaire Fortis, dont vous avez tous entendu parler. M. Leterme est en train de consacrer ses loisirs de Premier ministre en retraite à étudier les problèmes du modèle rhénan.

Je dis « modèle néo-américain », car le modèle social américain me paraît être frappant par le grand retournement qu'il a vécu à partir des années 1970.

Le modèle social des États-Unis dans les années 1960 n'était pas du tout le même que celui que nous connaissons aujourd'hui. On ne s'en rend pas bien compte, parce que les hommes ne savent pas l'histoire qu'ils font. Je voudrais vous donner quelques repères à ce sujet.

Beaucoup d'entre nous ont entendu parler de Galbraith, le plus célèbre des économistes américains au plan international. Il aimait d'ailleurs bien la France et il est venu souvent à Paris.

Galbraith, qui a été étudié dans toutes les universités, à la fin des années 1960, dans un ouvrage indispensable pour les élèves de Sciences Po et de l'ENA : *Le nouvel état industriel*, écrivait ceci, je cite : « On a accumulé les preuves qui mettent en évidence le transfert du pouvoir du propriétaire vers les managers à l'intérieur de la grande entreprise. Le pouvoir des actionnaires est de plus en plus réduit. Chacun sait que le droit des actionnaires se borne maintenant à l'encaissement des coupons et celui des conseils d'administration à ratifier les décisions prises par le management. »

C'était ce que l'on appelait l'ère des managers. Les managers dominaient la vie économique et sociale, et cette ère des managers s'est élargie, dans une grande mesure, à l'Europe. Or, cette situation de l'ère des managers a été radicalement mise en cause aux États-Unis d'abord et surtout, en Grande-Bretagne ensuite.

Aux États-Unis d'abord, à partir des années 1970, dans l'ordre idéologique – ce n'est pas par hasard, c'est venu d'une profonde réflexion –, par la prépondérance de l'école de Chicago sous l'influence d'un autre grand économiste dont beaucoup ont entendu parler : le prix Nobel Milton Friedman, fondateur de l'école de Chicago.

Friedman avait deux ou trois idées simples qui ont fait le tour du monde et qui ont pénétré dans toutes les *business schools*.

La première, c'est « *Market is good, government is bad* ». (« Le marché, c'est bon ; le gouvernement, c'est mauvais »), sauf quand on s'appelle AIG et que l'on est en 2009... mais il a vendu cela à tout le monde.

Dans le même sens, il a vendu à tout le monde l'idée selon laquelle l'unique responsabilité sociale – c'est moi qui souligne « sociale » – de l'entreprise est d'augmenter ses profits pour le plus grand avantage de ses actionnaires. Elle travaille pour ses actionnaires, un point c'est tout. Elle n'a pas à connaître qui que ce soit d'autre. L'entreprise n'est ni une institution, ni une communauté – j'emploie ici un mot issu de l'allemand –, ni même une personne morale au sens général du mot, mais, en quelque sorte, une chose, un paquet d'actions dont il s'agit à chaque instant de maximiser la valeur boursière.

Peu importe le pays dans lequel travaille cette entreprise, peu importe qu'elle délocalise ou pas, peu importe le secteur, qu'elle soit dans le nucléaire ou dans les confettis : ce qui compte, c'est qu'elle augmente ses profits. Peu importe même que les actionnaires ne soient pas des actionnaires stables, que ce soient des actionnaires d'un jour qui spéculent sur la valeur, sur l'action : ce qui compte, c'est que cet actionnaire d'un jour contribue à augmenter sa propre valeur, son propre investissement.

J'ai dit 70 pour la pensée de Friedman. Dix ans plus tard, nous voyons arriver au gouvernement Ronald Reagan d'abord, Margaret Thatcher ensuite, qui pratiquent à grande échelle la dérégulation financière et qui nous apportent une nouvelle économie qui constitue un véritable retournement du modèle américain quant à l'organisation et au fonctionnement des grandes entreprises.

Il ne s'agit plus désormais de la grande entreprise décrite par Galbraith, qui était gouvernée uniquement par ses managers : il s'agit avant tout désormais d'empêcher que les dirigeants de l'entreprise, les managers, ne la gèrent selon leur conception ou leurs intérêts propres ; il s'agit d'exiger, au contraire, qu'ils se comportent en des serviteurs incontestables des intérêts des actionnaires.

C'est encore d'ailleurs un débat qui est apparu dans le G20, les Anglo-Saxons disant : « Cette crise est un manque de croissance. Il faut relancer la croissance en restant sur le même système », par rapport à d'autres pays, dont la France et l'Allemagne, qui ont estimé, au contraire, qu'il ne fallait pas sous-estimer la nécessité de procéder à des réformes structurelles, de modifier ce modèle néo-américain.

En face du modèle néo-américain, un mot de la conception de l'entreprise rhénane.

Elle est conçue, elle, comme une puissante communauté d'intérêts liés par la fameuse *affectio societatis* (l'affection sociale), qui réunit, non pas seulement les actionnaires entre eux, mais les actionnaires avec les salariés, avec la direction, avec les fournisseurs et bien entendu avec surtout les clients, dans la recherche d'une sorte de bien commun.

Modèle néo-américain : seul l'actionnaire compte. C'est le monisme actionnarial.

Modèle rhénan : c'est l'ensemble des partenaires qui compte. Ce ne sont pas

seulement les *chairholders*, mais l'ensemble des *stakeholders*, des partenaires. Par conséquent, c'est une véritable communauté industrielle ou financière qui est ainsi constituée à la recherche d'une sorte de bien commun.

Parallèlement, dans le système néo-américain, les financements se font essentiellement par la Bourse. Il s'agit de s'introduire en Bourse le plus rapidement possible. Pour quoi faire ? *To make rich quick* (pour faire fortune le plus rapidement possible).

Au contraire, dans le capitalisme rhénan, un capitalisme bancaire et non pas boursier, les banques ont traditionnellement une vocation universelle. La banque maison (*Hausbank*) est actionnaire et même administrateur de ses principaux clients, et cela pendant des générations, ce qui crée un véritable tissu, une communauté industria-lo-financière solide et relativement fermée.

Sous cet angle, j'ai eu l'occasion de vivre une expérience qui m'a vraiment fasciné : l'expérience de la fameuse cogestion à la *Mitbestimmung*.

J'étais président des AGF et il m'est arrivé, non sans difficulté – car, dans le capitalisme rhénan, il est très difficile de prendre des participations dans des entreprises qui ne vous considèrent pas de manière amicale –, de prendre une participation de 25 % dans une grande compagnie d'assurances à l'époque, la Aachen Münchener d'Aix-la-Chapelle, et d'être nommé à son conseil d'administration. C'était la première fois que je siégeais dans un conseil allemand.

Quelle n'a pas été ma surprise de voir que la table du conseil d'administration n'était pas une table ronde, comme j'en avais toujours connu partout, ou ovale, mais une longue table rectangulaire, avec les représentants des actionnaires à gauche, si j'ose dire, les représentants des salariés à droite, des salariés et des syndicalistes, car il n'y avait pas que des salariés de l'entreprise : il y avait trois syndicalistes du Syndicat des assurances allemandes, qui étaient plutôt des gens compétents puisqu'ils passaient leur temps dans les conseils d'administration : ils étaient très forts.

J'ai constaté qu'une entreprise pouvait fonctionner comme cela, à 12/12. Elle prenait des décisions. C'est elle qui nommait les membres du directoire, du Aufsichtrat, et que cela marche m'a paru absolument fascinant. Je n'en croyais pas mes yeux.

Autre différence très importante entre les deux modèles : le taux des prélèvements obligatoires, le taux des impôts et taxes, donc le rôle de l'État, beaucoup plus important naturellement dans le deuxième modèle.

Aux États-Unis, le taux des prélèvements obligatoires est de l'ordre de 30 %. En Angleterre, comme en Allemagne maintenant, il est aux environs de 40 à 42 %. En

France, nous sommes champions, avec les Suédois, comme chacun sait.

Les prélèvements obligatoires, les impôts et taxes sont plus élevés dans le modèle rhénan parce que les politiques sociales sont beaucoup plus développées, qu'il s'agisse de la politique du chômage, du rôle de l'État en matière de retraite ou, surtout, de l'assurance maladie.

Il suffit que je dise que, dans le modèle rhénan, les impôts sont beaucoup plus importants pour que vous compreniez tout de suite l'intérêt qu'a pu susciter le modèle anglo-saxon, qui est un modèle avec moins d'impôts, un modèle dans lequel – je fais une petite parenthèse ici – jusqu'à l'époque de Reagan, les tranches les plus élevées de l'impôt sur le revenu étaient extraordinairement élevées, dépassant 80 %. Elles sont passées de 30 % avant la guerre à 80 % à la fin des années 1960 et, depuis lors, elles sont descendues à un niveau de l'ordre de 30 à 35 % aux États-Unis.

Par conséquent, cette baisse des impôts sur le revenu, qui a marqué les deux pays, également la Grande-Bretagne, a été un facteur d'attrait considérable pour le modèle néo-américain.

Cela étant, les Allemands tiennent beaucoup à leur modèle. J'ai noté, par exemple, que le chancelier Kohl... Je ne sais pas si l'on vous a dit que Joachim Bitterlich, qui était là tout à l'heure, a été le sherpa du chancelier Kohl pendant des années et des années. Il a dit qu'il avait fait quinze sommets. C'était lui qui grattait. Il était le plus proche adjoint du chancelier Kohl. Il est tout de même remarquable de voir qu'il soit si proche de nous par ailleurs.

Yves POZZO DI BORGO. – C'était le Jacques Attali de Kohl.

Michel ALBERT . – Vous avez tout dit, Monsieur !

Kohl, en 1996, devant le Bundestag, déclarait : « Je refuse catégoriquement de transposer le modèle américain aux conditions qui existent en Allemagne, car la situation des États-Unis est bien différente à bien des égards. On le voit déjà dans le choix des mots. Nous parlons, à juste titre, nous, Allemands, d'économie sociale de marché [Charles le rappelait tout à l'heure] et non seulement d'économie de marché. Nous avons également une tout autre conception de la responsabilité sociale des entreprises. [Je l'ai dit tout à l'heure : d'un côté, l'unique responsabilité sociale des entreprises est de faire des profits ; de l'autre, la responsabilité sociale des entreprises concerne tous les partenaires, y compris d'ailleurs les régions dans lesquelles les entreprises sont implantées et au développement desquelles elles s'efforcent de participer.] Nous sommes marqués par l'éthique sociale de l'église évangélique et les encycliques sociales. C'est la voie que nous avons suivie et à laquelle nous resterons fidèles. »

Tout récemment, Mme Merkel a fait une déclaration dans le même sens en faveur du modèle rhénan, alors que ce dernier, pendant une vingtaine d'années, n'a cessé de décliner, au profit du modèle néo-américain.

En effet, à partir des années 1980, les prouesses sont réalisées par l'économie capitaliste sous l'effet combiné de la mondialisation, de la dérégulation et de cette révolution informatique qui est essentiellement américaine. Il faut bien voir que l'Amérique se désindustrialise par tous les bouts, mais qu'elle se réindustrialise par la prépondérance qui est la sienne en ce qui concerne l'informatique. Beaucoup ont cru que l'on allait vers une nouvelle économie et que l'on échapperait aux crises périodiques et cycliques.

Dans cette conception du modèle néo-américain, les riches le sont devenus par leur compétence et leur esprit de responsabilité. Par conséquent, l'État doit permettre aux gens de s'enrichir.

Dans l'entreprise, comme au football, le but est d'avoir les plus hauts revenus en marquant le plus de buts et en devenant, par conséquent, un champion.

Une formule récente aux États-Unis s'est développée dans les années 1980 : « *Winners take all* » (les gagnants prennent tout, empochent tout). En effet, on a une multiplication de chiffres tous les jours qui montre que l'écart entre les bas revenus et les hauts revenus a été multiplié à peu près par 10 en une vingtaine d'années. Il était de l'ordre de 1 à 30 ou à 40 et il est passé de l'ordre de 1 à 300 ou à 400.

Il est remarquable de voir qu'à cela les pays rhénans ont mal résisté. Les stratégies industrielles de conquête ont donné lieu à des augmentations de rémunération de la part des plus grands dirigeants qui étaient contraires à ce dont le modèle rhénan était porteur antérieurement.

J'ai un cas particulièrement frappant sous les yeux. C'est peut-être le seul chiffre que vous retiendrez, mais il vaut la peine. Le président de Porsche : M. Wiedeking, en 2008, a perçu 77 M€. C'est de la bonne voiture, mais une toute petite boîte, d'ailleurs. Donc, en 2008, 77 M€. Ce n'est pas comme nos petits PDG français qui se font des 7 M€, 8 M€, 10 M€. Non, 77 M€, s'il vous plaît !...

Yves POZZO DI BORGIO – Mais il a des résultats !

Michel ALBERT. – Parfaitement ! Le Frankfurter a fait le petit calcul suivant, je cite : « En admettant que Wiedeking travaille 70 heures par semaine [...] et qu'il ne prenne pas de jour de vacances, on arrive à une moyenne de 21 346 € de l'heure », soit 2 000 fois plus que le SMIC !

C'est vous dire qu'il était bien difficile de résister à cela !

J'ai encore noté quelques mots significatifs.

Dans la conception de Friedman, il est normal que les dirigeants d'entreprise soient des personnes « *greedy* » (cupides). La cupidité devient une vertu. C'est intéressant. On nous a appris la modération, la générosité, mais, là, c'est la cupidité : « *Greedy is good* ».

Par conséquent, cela s'est transporté largement à travers le monde, même au Japon, Monsieur l'ambassadeur, pays asiatique le plus proche du modèle rhénan. Les salaires sont très limités. J'ai, par exemple, noté récemment que le salaire du président de Toyota, premier producteur de voitures au monde, qui vient de changer, est de 1 M€ par an seulement.

Néanmoins, les choses ont évolué aussi. L'une des caractéristiques du modèle rhénan est la stabilité de l'emploi. De ce point de vue, le Japon est le pays modèle. C'est le pays de l'emploi à vie, mais il a dû s'adapter, étant donné les difficultés auxquelles il a eu à faire face.

Autre différence fondamentale qui contribue largement à expliquer pourquoi le modèle néo-américain est celui qui a engendré la crise que nous vivons : l'irresponsabilité des banquiers. Je vous l'ai dit tout à l'heure.

Le banquier rhénan ou le banquier français – nous sommes plusieurs ici à avoir été banquiers dans notre vie – avant de prêter, se demande s'il sera remboursé. C'est la première question qu'il se pose.

Eh bien, les banquiers américains ont inventé un système génial dans lequel le banquier n'a pas à s'interroger sur la solvabilité de son emprunteur. Vous avouerez que ce n'est pas ordinaire. C'est le système des *subprimes*.

Qu'est-ce que les *subprimes* ? « *Sub* » veut dire « en dessous ». Pensez à « *Yellow submarine* », le sous-marin jaune ! Le *subprime* est un prêt qui est en dessous des bons prêts, donc qui est mauvais. C'est une litote pour dire un mauvais prêt.

Pourquoi ces *subprimes* se sont-ils autant développés ?

Parce qu'ils sont vendus, non pas par les banquiers eux-mêmes, mais par des courtiers en financement qui sont payés par des *fees* (commissions) qui sont d'autant plus élevés que le chiffre d'affaires est lui-même plus élevé.

Le courtier apporte un chiffre d'affaires au banquier qui entre évidemment dans les actifs de celui-ci, mais ces actifs n'ont pas été jaugés de la meilleure qualité, tellement que l'on en est venu à observer que, pour la première fois dans l'histoire

financière, les banquiers américains se voient reprocher d'avoir été trop généreux dans leur politique de prêt. Ils prêtent même à des gens pauvres.

J'ai quelque part dans mes notes une statistique de New York disant qu'il y a trois ans, dans cet état, le nombre des personnes colorées auxquelles on a fait un prêt hypothécaire était 47 fois plus élevé que celui des blancs.

Pourquoi ? Parce que le banquier a trouvé un système génial pour se débarrasser de sa créance : il la met avec d'autres créances, il en fait un paquet, une sorte de saucisson, et il les vend sur Internet au monde entier. C'est ce que l'on appelle la titrisation.

Cela s'en va partout, sauf que, à partir du moment où, au départ, le bénéficiaire du prêt, l'emprunteur, voit que, au lieu que le prix de sa maison augmente mois après mois, on lui dit : « Ne vous inquiétez pas, vous n'avez pas de quoi payer aujourd'hui, mais vous aurez de quoi payer demain parce que votre maison vaudra beaucoup plus cher demain qu'aujourd'hui », en évitant d'avoir à payer de manière obligatoire le crédit dont il est l'emprunteur. Il se trouve ensuite dans une situation où on le met à la porte. On met à la porte de l'ordre d'un à deux millions par an d'emprunteurs hypothécaires aux États-Unis.

La crise des *subprimes* provient de cette invention géniale, que j'ai eu simplement la possibilité de caricaturer, qui a pour effet que le prêteur n'est plus responsable de ses prêts. Ses prêts sont répandus dans le monde et les banques partout dans le monde sont en train de se demander ce qu'elles ont encore comme *subprimes* plus ou moins dissimulés.

Je crois que l'heure est venue, mon cher Jacques, de te passer la parole.
(*Applaudissements...*)

– Conclusion du colloque –

par Jacques BARROT

Jacques BARROT. – Merci, cher Michel, tu as su prévenir ce capitalisme outrancier qui ne prépare pas l’avenir et en plus abuse d’un certain nombre de rentes, au risque, en effet, de mettre l’économie mondiale par terre.

Je suis d’abord très heureux cher Yves Pozzo di Borgo, cher Monsieur le Sénateur, d’être avec vous.

Vous savez tout mon bonheur de lire *France Forum*, cher Charles Delamare, et d’y trouver toujours une motivation supplémentaire pour agir au niveau européen.

Je vais essayer d’être rapide puisqu’il faut que j’essaie de conclure une journée à laquelle j’aurais aimé assisté, mais j’ai dû rester à Bruxelles.

Vous connaissez la gravité de la crise : 2 200 Md\$ d’actifs toxiques, ces actifs dont vient de parler Michel Albert et l’Union européenne risque de perdre 3 millions d’emplois en 2009.

Il est vrai que le G20 a vu se tourner une page. J’avais mis trois conditions pour que l’on puisse parler d’un succès et je trouve qu’elles ont été remplies.

Premièrement, il fallait éviter qu’il y ait une foire d’empoigne entre les États-Unis et l’Europe parce qu’il y a pour les uns, notamment les Américains, un besoin de relance immédiat fort et les Européens mettent à juste raison l’accent sur la nécessité de réformer le système quand il est temps et il faut une régulation et une supervision financières. On a eu les deux.

Deuxièmement, il fallait prévenir l’approfondissement de la fracture pays riches/pays pauvres.

C’est très important parce que, dans les résultats du G20, il y a l’engagement à respecter les fameux objectifs du millénaire : le doublement de l’aide aux pays les plus pauvres. Cela est positif. Vous me direz que c’est un engagement, mais il est réaffirmé fortement.

Troisièmement, il y a tout de même – cela fait écho à ce que vient de dire Michel Albert – le renouveau de l’éthique vers un capitalisme plus transparent, plus responsable, avec la supervision de tous les produits, de tous les acteurs financiers, la transparence des politiques de bonus et enfin la lutte contre les paradis fiscaux, la liste de ces paradis, la possibilité de les sanctionner.

À cet égard, on peut dire que le G20 tourne une page et peut permettre d'en ouvrir une autre qui, nous l'espérons, sera beaucoup plus profitable pour le monde.

Je vais vous dire ce que nous avons fait face à la crise, mais je vous parlerai surtout de l'avenir.

La crise... vous le savez, des mesures d'urgence ont été prises, la Commission européenne s'est très vite efforcée de revoir un certain nombre de choses : modification des normes comptables, directive sur l'amélioration de la gestion du risque, précisément pour éviter, comme l'a dit Michel Albert, que ceux qui font de la titrisation gardent des maillons de la chaîne, que chacun garde une part de responsabilité et nous avons amélioré la directive sur la qualité des fonds propres.

Nous avons aussi revu le règlement sur les agences de notation et nous avons lancé une consultation sur ces nouveaux acteurs qui s'appellent les *hedges funds*, les *private equity* et cela va donner lieu à une régulation de ces nouveaux acteurs qui étaient complètement en marge de toute règle.

Puis, la Commission a fait appel à M. de Larosière, ancien gouverneur de la Banque de France, qui a établi un rapport très pragmatique en prévoyant une supervision macro prudentielle avec un conseil européen du risque systémique et des supervisions micro prudentielles, l'une pour les banques, l'autre pour les assurances et les marchés financiers.

Voilà ce que nous avons fait. Je crois que le G20 s'est largement inspiré du travail européen qui a été préparé par la Commission et ratifié par les Conseils européens qui ont organisé ce G20.

Deuxièmement, on s'est efforcé de soutenir l'économie réelle.

Effectivement, nous avons d'abord permis aux États-membres de faire des plans de relance que nous avons coordonnés et je dois dire que nous avons surtout demandé à la BEI (Banque européenne d'investissement) de s'engager. Elle a augmenté son volume de près de 30 Md€ pour 2009/2010 avec deux priorités : la priorité PME et la priorité « industrie automobile » qui en avait bien besoin. Là aussi, la BEI a assoupli ses modes d'intervention et il faut tout de même dire que la BEI a bien rempli son office, de l'avis même des constructeurs automobiles.

Nous avons en même temps accéléré la mise en œuvre des fameux fonds structurels, les fameux fonds qui permettent de réaliser un certain nombre d'équipements, d'infrastructures pour le transport, d'infrastructures énergétiques.

Je dois vous dire, je ne sais pas ce que pensent Michel Albert et Charles Delamare, que je considère malgré tout que l'on peut encore faire plus. J'ai beaucoup milité au

sein de la Commission pour les partenariats publics privés (PPP) qui permettraient de réaliser des infrastructures en y mêlant l'argent privé, mais avec la garantie que peut apporter l'argent public des fonds de cohésion, et de réaliser beaucoup plus de choses.

Je prends l'exemple de l'efficacité énergétique des bâtiments. Ce serait un gain pour l'avenir parce que vous économisez l'énergie et vous améliorez le confort des immeubles. Je pense que si l'on avait un grand PPP sur l'efficacité énergétique des bâtiments publics en Europe, ce serait très bien.

Je trouve que nous ne sommes pas assez inventifs et imaginatifs et qu'il faut, en effet, que nos procédures soient encore beaucoup plus rapides, beaucoup plus simples. Cela est pour soutenir l'économie réelle.

Il y a un troisième impératif : mettre de la régulation dans le marché financier et toutes les activités bancaires, soutenir les entreprises et, enfin, cher Charles, préserver le capital humain.

C'est fondamental parce que demain nous aurons besoin de ce capital humain. Nous le faisons sans doute par générosité sociale car nous sentons toutes les souffrances de ces pères et mères de famille qui risquent le chômage de longue durée et que nous devons absolument préserver, pour l'Europe, toute cette capacité de travail, toutes ces compétences, toutes ces qualifications.

Nous avons le Fonds social européen qui est tout de même de 75 Md€ pour 2007/2013. La France touche 5,5 Md€. Nous avons essayé d'accélérer les dépenses du Fonds social européen.

Puis, il y a un autre sujet sur lequel je me suis battu, mais je n'ai pas encore obtenu satisfaction, bien que le débat soit ouvert maintenant, c'est le fonds d'ajustement à la mondialisation. Ce fonds est maintenant doté de 1 Md€. Nous avons dépensé en tout et pour tout à ce jour moins de 100 m€.

Ce fonds d'ajustement à la mondialisation doit évidemment voir ses missions élargies à la lumière de la crise pour inclure les travailleurs touchés par la crise économique et financière ; il doit pouvoir intervenir de manière plus généreuse avec un cofinancement jusqu'à 75 % et il doit pouvoir accompagner pendant 24 mois au lieu de 12 mois.

Tout cela pourquoi ?

Pour maintenir le lien entre les salariés et l'entreprise, pour promouvoir par un cadre juridique harmonisé, en lien étroit avec les partenaires sociaux, l'essor, par exemple, des formules comme les groupements d'employeurs ou du portage salarial car le problème majeur dans cette période est de permettre aux salariés qui sont

menacés de chômage, de pouvoir continuer à garder un lien avec leur entreprise, leur branche industrielle, et de pouvoir profiter de cette période de crise pour se former.

C'est essentiel. Nous en aurons besoin pour les lendemains de la crise.

J'en viens maintenant à ma deuxième partie. Que faut-il pour que l'Europe rebondisse après la crise ? D'abord, il faut faire très attention à garder tout de même des finances publiques saines pour l'avenir.

Cela veut dire, en effet, que nous devons, dès que les choses iront mieux, être très vigilants sur l'équilibre des finances publiques, car si la France n'avait pas toujours été cigale pendant les périodes de croissance, elle pourrait aujourd'hui mettre sur la table beaucoup plus pour soutenir l'économie et pour les investissements.

Il faut faire très attention. Nous allons connaître un déficit français de 5,6 % du PIB pour 2009, de 5,2 % pour 2010. Il faudra ensuite retrouver des niveaux plus raisonnables. C'est une première condition qui n'est pas seulement vraie pour la France, mais aussi pour tous les États européens.

Ensuite, il faut que l'Europe reste en tête des grandes batailles pour les technologies de l'avenir et il faut vraiment nous dire qu'avec la mondialisation, nous sommes entrés dans une concurrence terrible.

Nous avons perdu déjà des batailles sur les nouvelles technologies d'information et de communication. Les grands géants sont américains. Tout n'est pas perdu, mais il faut vraiment que les Européens prennent conscience qu'ils doivent vraiment continuer à investir beaucoup en R&D.

Il faut, d'ailleurs, que le secteur privé soit lui-même sollicité. C'est pour cela que j'avais lancé l'idée d'un crédit impôt recherche européen qui stimulerait toutes les entreprises européennes pour faire plus pour l'innovation.

Nous avons encore beaucoup de champs d'action, notamment, dans le développement durable, les énergies propres, les transports propres, les bâtiments économes en énergie, les usines du futur, mais il faut nous préparer, il faut vraiment investir, sinon, nous aurons des difficultés majeures pour tenir tête aux grandes puissances qui sont en train d'émerger.

J'ai sauvé Galileo. Galileo, c'était pour nous une autonomie européenne en matière de politique spatiale, mais aussi toutes les applications qui vont ensuite en découler. Il ne fallait surtout pas que l'Europe renonce parce qu'elle aurait perdu une avancée technologique majeure. C'est le deuxième point.

Le troisième point, c'est le fait que le budget européen devrait être doté de ressources propres. Aujourd'hui, nous réalisons avec la crise que nous ne pouvons pas emprunter. Heureusement, il y a la Banque européenne d'investissement, mais l'Union européenne ne peut pas emprunter pour l'investissement faute de ressources propres.

Or j'étais en charge des grands réseaux de transport à travers l'Europe pour réaliser les grandes lignes qui vont changer complètement la vie des Européens – le train à grande vitesse va changer complètement – et je peux dire qu'il est très difficile de faire les interconnexions. Pour construire un marché intérieur de l'énergie, il faut des interconnexions.

Nous avons, là encore, beaucoup de difficultés parce que les états-membres sont prêts à construire les infrastructures dans leur propre territoire. Mais lorsqu'il s'agit d'interconnexions, vous n'avez qu'à regarder les interconnexions énergétiques entre l'Espagne et la France où pourtant nous serions dans une hypothèse gagnant-gagnant, les choses tardent parce qu'il n'y a pas assez d'impulsion européenne.

C'est pour cela que je milite pour un budget qui devrait être plus important qu'il ne l'est, car il est très modeste, mais aussi pour qu'il soit doté de ressources propres pour pouvoir permettre justement d'emprunter.

La quatrième condition, c'est en effet d'arriver à construire peu à peu un marché du travail européen. C'est très ambitieux, Charles Delamare a insisté tout à l'heure en me disant : le G20 a peu parlé de social. C'est vrai qu'à part les engagements pris pour les pays pauvres, on n'a pas beaucoup parlé des travailleurs qui risquent de subir douloureusement la crise.

J'ai deux réponses.

La première, mais il faut passer du stade des mots à la réalité, c'est la fameuse flexi-sécurité.

C'est vrai, dans une économie moderne, on ne peut pas aujourd'hui toujours garder le même emploi, mais encore faut-il changer dans une certaine sécurité d'emploi.

Il faut accompagner les travailleurs et c'est pour cela que tout à l'heure j'évoquais les groupements d'entreprises parce que cela permet à un travailleur de pouvoir aller d'une entreprise à l'autre sans rupture du lien de travail. Je crois qu'il faudra trouver des agences de transition qui permettent à un salarié de passer d'un emploi à un autre. En tout cas, il faut vraiment accompagner la personne qui est en train de changer d'emploi. Il faut garder cette flexibilité, cette mobilité, qui est indispensable dans notre société moderne. Il faut accompagner les personnes.

La deuxième réponse, c'est que nous avons créé un marché intérieur en Europe, mais il faut qu'il soit aussi profitable pour les hommes et pour les salariés. Or, nos

Agences nationales pour l'emploi n'ont pas encore de connexion aujourd'hui.

Un premier portail qui s'appelle Eures permet tout de même de commencer à connaître certaines offres d'emploi dans les autres états-membres. Je rêve d'une interconnexion des services de l'emploi qui permette progressivement de donner à tous les Européens une vision de leurs possibilités d'emploi dans toute l'Europe. Il faudra bien y venir.

En même temps il faut arriver à un passeport européen des compétences. Nous sommes en retard, là aussi, pour les équivalences de capacité et pour les équivalences des diplômes. Il faut jouer là-dessus.

Il faut aussi jouer sur la portabilité des droits à pension parce que si vous allez travailler dans un autre état-membre, il faut que vos droits à pension s'additionnent, et il faut une carte santé. Nous sommes en train d'avancer vers cette carte santé pour les travailleurs.

Le jour où nous aurons un marché européen de l'emploi, ce sera déjà aussi une réponse à tous les cadres un peu désespérés de voir que leurs compétences ne servent plus dans leur pays d'origine. Il faut vraiment que nous soyons très attentifs d'autant plus, et je fais droit à ce qui a été dit tout à l'heure, que nous sommes dans une Europe qui est démographiquement faible.

La France échappe heureusement à peu près à ce déclin démographique, mais ce déclin démographique est programmé.

J'ai en charge le dossier très difficile de la gestion des migrations. Je suis obligé de rappeler aux ministres – je le rappellerai lundi à Luxembourg –, je leur dirai : « Mes amis, regardez les courbes démographiques, vous verrez qu'en 2030 vous serez obligés de faire appel à des migrants parce qu'il n'y aura jamais assez de travailleurs en Europe. »

Il faut penser à la dimension humaine et Charles avait raison de me murmurer tout à l'heure à l'oreille que votre colloque ne pouvait pas se terminer aujourd'hui sans parler des femmes et des hommes qui portent cette souffrance sociale, mais qui portent en même temps l'espoir que nous formons pour l'avenir de l'Europe et l'avenir du monde.

C'est pour cela qu'il faut que les gouvernements et les chefs d'État soient vraiment conscients qu'au-delà des problèmes de régulation du monde financier – Michel Albert est venu nous rappeler combien il fallait remettre le capitalisme sur le droit chemin –, au-delà des efforts de relance économique, il faut vraiment préserver le capital humain. C'est un impératif majeur et *France Forum* a cette mission de le rappeler contre vents et marées.

(Applaudissements...)

Yves POZZO DI BORGO. – Compte tenu de l’horaire, il est difficile d’ouvrir un débat après ces fortes réflexions.

Je voudrais remercier Jacques Barrot et Michel Albert pour leurs interventions. Elles ont été riches et font une digne suite au travail de la journée.

C’était un travail long. Je remercie tous ceux qui sont là depuis ce matin parce que beaucoup de monde est passé, a regardé, écouté et est reparti. La forme du colloque est une forme qui existe toujours, mais qui est vraiment productive. Je le vois depuis ce matin.

Je voudrais surtout vous dire que *France Forum* existe historiquement déjà depuis 1957. *France Forum* a eu beaucoup d’influence dans la vie politique française, pas une influence négative mais une influence intellectuelle.

Je remercie l’équipe actuelle de *France Forum*, c’est-à-dire Charles Delamare, Catherine Bruno, Thérèse, M. Aubry, qui ont joué un rôle important pour avoir maintenir cette flamme.

Jacques BARROT. – Sans oublier Maurice-René Simonnet, mais surtout Jean Lecanuet, Joseph Fontanet...

Yves POZZO DI BORGO. – Je voulais, bien évidemment, dire tout cela.

Cette équipe a continué à maintenir une flamme, sort 4 numéros par an dans des conditions qui ne sont pas faciles. Le numéro sur la crise avait été demandé par toutes les banques. On avait sorti un numéro qui avait prévu ce qui allait se passer bien avant le durcissement de la crise.

Cette revue *France Forum*, comme le rappelait Jacques, doit son esprit à plusieurs personnages, Maurice-René Simonnet, Jean Lecanuet et d’autres amis politiques. Ce colloque relance la tradition des colloques de *France Forum* et nous espérons lancer une fondation comme il y a les fondations Concorde, les fondations Robert Schuman, les fondations d’innovation politique, les fondations Jean Jaurès, socialistes et autres.

Notre idée est de relancer une fondation qui s’appellera la fondation Jean Lecanuet. Elle reprendra tout l’historique de la pensée démocrate-chrétienne, tout l’historique qui a fait que les hommes et femmes de notre courant de pensée ont irrigué la vie politique européenne.

Je ne peux pas encore vous dire si cette fondation réussira, mais nous aurons les moyens. On va recruter du monde et nous pensons, si le calendrier nous le permet, la lancer en septembre ou en octobre. Nous en reparlerons.

La revue *France Forum* que Charles anime avec Catherine Bruno sera la première opération que nous prendrons en compte pour étoffer cette revue, étoffer la rédaction, étoffer le lectorat et donner aussi une importance beaucoup plus grande, notamment par la création d'un site Internet en anglais, pour qu'un colloque comme celui d'aujourd'hui puisse avoir accès à la porte du monde, c'est-à-dire à Internet.

J'espère que ce colloque qui sera reproduit dans un numéro spécial de cette revue, sera introduit dans le site Internet que nous allons monter lorsque nous aurons lancé la fondation.

Je vous remercie à tous d'avoir passé autant de temps avec nous.

Je peux vous dire que je viens de passer deux jours à Berlin sur des affaires de défense européenne avec beaucoup de parlementaires européens, puisque je suis membre du Conseil européen. Ce sont des débats très intéressants, mais plus j'assiste à ces débats, plus je me rends compte que des débats comme ceux d'aujourd'hui sont fondamentaux.

C'est entre nous, mais vous allez voir que quand c'est fondamental, quand c'est riche, quand c'est bien pensé, la pensée est comme une fleur. Cela sort. Elle répand dans la classe politique et dans le monde son parfum.

Merci à tous d'être venus.

(Applaudissements...)

(La séance est levée à 18 h 40.)

Le dictionnaire du sens interdit

par **André LE GALL**

ÉTOUFFOIR. (chronique de l') (suite). Irrésistiblement, l'étau se referme. Voici que refait surface cette monstruosité juridique et morale, à savoir l'obligation pour un avocat de dénoncer son client s'il a quelque soupçon sur l'origine des fonds servant à financer une opération pour laquelle son concours a été sollicité ; obligation de le dénoncer en l'absence même de preuve, sur un soupçon ; obligation de le dénoncer sans l'avertir. Qu'un avocat se retire d'une affaire où il flaire le blanchiment d'argent, c'est ce qu'on peut attendre de lui comme on attend d'un juge qu'il se récuse dès lors que des raisons d'intérêt ou de parenté pourraient altérer son jugement. Mais que, revêtu d'un masque, l'avocat ait à se conduire en indicateur non rémunéré de la police financière et fiscale, voilà un système de délation qui ruine instantanément et totalement la confiance que le client est fondé à mettre dans son avocat, et dont le secret professionnel est la condition sine qua non. Que les activités judiciaires et les activités de conseil aient été écartées de haute lutte du champ d'application de la directive bruxelloise n'empêchera pas que l'ambiguïté du rôle désormais dévolu à l'avocat ne vienne corrompre une relation que seule la certitude du caractère confidentiel des propos échangés pouvait rendre sincère. Ainsi la suspicion s'insinue dans la vie sociale comme elle règne dans la vie intellectuelle. Tandis que les technologies autorisent les intrusions les plus agressives dans les communications entre personnes, le code pénal impo-

se aux professionnels des démarches qui, il y a peu, eussent constitué de leur part des délits caractérisés, cependant que, par ailleurs, les lois et directives mémorielles pèsent de tout leur poids sur la liberté d'expression et la liberté de la recherche historique. La vérité, c'est que la libre expression de l'un est une douleur pour l'autre. Ce que l'on défend ici, ce n'est pas l'absolu d'une liberté sans limites qui ferait de l'homme une espèce de demiurge, maître du bien et du mal, non, ce sont les libertés juridiques, concrètes, pratiques, mettant chaque citoyen à l'abri des poursuites pour délit d'opinion, lui assurant le secret de ses confidences, réservant à chacun son domaine d'inviolabilité, la conscience assurant la régulation des comportements sans que la pression extérieure vienne la violenter. Ce qui menace la France et l'Europe au XXI^e siècle, c'est l'apostasie. Qu'au moins les convictions et les adhésions demeurent libres, que les lois protègent le secret des confidences, faute de quoi les individus sont voués à une solitude sans remède. La chute de l'Empire soviétique avait fait naître l'espoir que nous échapperions au 1984 d'Orwell. C'était une illusion. Jamais les puissances de suspicion, de surveillance, de délation, servies par la conjonction des idéologies et des technologies, n'ont pareillement mis les pensées et les mots en tutelle. Il reste à se remuer au fond de la nasse avant qu'elle ne se referme hermétiquement. On ne sait jamais.

André LE GALL

Notes de lecture

La Fin de l'euro

de Christian Saint-Étienne

Vous allez être terrifié ! Parce que vous connaissez l'auteur de ce livre, son sérieux, sa compétence. Aussi serez-vous très impressionné, lorsque vous aurez pris avec lui la mesure du risque qui pèse sur notre économie et sur tous nos foyers. L'euro nous a largement protégés des conséquences de la crise – ses détracteurs se taisent aujourd'hui. Aussi est-ce particulièrement impressionnant qu'un partisan, comme nous, de la monnaie européenne dénonce les dangers auxquels celle-ci est exposée.

Par construction d'abord. On savait d'emblée ce qu'il manquait à la zone euro pour devenir « optimale ». Si l'on a décidé de passer outre à ses imperfections, c'est que ses initiateurs, en particulier Jacques Delors, faisaient confiance à la dynamique éprouvée de la construction européenne. L'épreuve de la crise a démontré que le réflexe communautaire était salvateur. Mais on n'insiste pas assez sur le caractère régressif des nationalismes, sabotant le désir d'entente. Nationalisme veut dire intérêt personnel des dirigeants qui veulent préserver leur pouvoir de faire croire à leurs électeurs, passés et futurs, qu'ils peuvent, par leurs propres forces, tenir la dragée haute à l'économie mondiale. Chacun alors, notamment l'Allemagne, est libre de mener chez soi une politique économique non coopérative. D'où une divergence des économies à l'intérieur de la zone. Elles menacent la subsistance de celle-ci à terme rapproché. L'auteur souligne la responsabilité des gouvernements, en particulier italien, espagnol et grec, sans exonérer la France, loin de là ! « Les dérapages des finances publiques françaises suscitent une réprobation hautaine et agacée chez notre voisin

allemand. » La divergence est encore plus grande en ce qui concerne la politique de change. Quand les Américains sortiront de la crise par une forte baisse du dollar contre l'euro, « l'industrie française risque d'exploser en vol ».

Si l'on veut (c'est l'intérêt de tous) éviter que la zone ne se dissolve par abandons en chaîne, il faut mettre fin au comportement prédateur de la valeur ajoutée des autres pays, à commencer par le biais de la concurrence fiscale ; prendre en compte les besoins du long terme obligerait chaque gouvernement national à coordonner sa politique économique avec celle de ses associés.

« La zone euro est à un tournant de son histoire, écrit l'auteur. Soit ses pays membres trouvent la force de construire les fondements d'un gouvernement économique, soit ils devront se préparer à l'éclatement de la zone. » L'auteur nous prépare à cette éventualité, qui lui paraît probable en esquissant un éclatement, « au mieux ordonné ou, au pire, dévastateur. » Sa vision critique le fait pencher vers la seconde branche de l'alternative...

Ayant savouré dans les mois qui viennent de passer la bienfaisance de l'euro, la prudence de la BCE, il est clair que la lecture de ce livre fait l'effet d'une douche froide. Mais ce traitement thérapeutique est utile pour reprendre ses esprits. Les participants à notre colloque ont pu apprécier la lucidité et la qualité de l'analyse de l'auteur dans un dialogue franco-allemand (prémonitoire ?). Ils trouveront dans ce livre des motifs puissants pour entreprendre, sinon espérer. Une saine lecture dans des circonstances malsaines !

Charles DELAMARE

Bourin éditions – 16 €.

Le monde d'après :
une crise sans précédent
de Mathieu Pigasse et Gilles Finchelstein

Le titre en lui-même attirera l'attention de nos lecteurs. Ils sauront d'emblée qu'ils retrouveront une analyse de la crise, du type de celle que nous menons depuis deux ans dans cette revue. Contrairement aux optimistes de commande qui nous expliquent que la crise est derrière nous et que tout va redevenir comme avant, les auteurs se livrent à une étude approfondie des faits. Et des structures ! Dans une première partie ils décrivent comment l'impensable est arrivé. La profusion de l'argent, la disparition du sens du risque chez ceux dont c'était le nerf de la profession, la faillite de la régulation, tout cela commence à être connu. Mais il est bon que l'enchaînement de la fatalité accéléré par l'incompétence soit rappelé par des spécialistes. Qui sont en mesure d'exposer ces faits avec la plus grande clarté. Il en est résulté la mise en feu du monde par des responsables autrement plus criminels que les incendiaires qui chaque été font disparaître des milliers d'hectares sur les bords de la Méditerranée. Nous fûmes au bord du gouffre. Nous y échappâmes grâce à la détermination d'hommes comme Bernanke aux USA et Trichet en Europe.

Il faut être borné pour croire qu'une telle secousse ne produira pas une refonte complète du « capitalisme new-yorkais », tel qu'il s'était développé depuis trente ans sous la bannière du « consensus de Washington ». Borné ou suborné !

C'est pourquoi la partie la plus intéressante, passionnante même du livre traite du « nouveau monde », en deux parties. La première décrit les changements découlant inéluctablement de la crise : la fin de l'hyperpuissance américaine, le piétinement médiocre de l'Europe (notamment l'impuissance de la France à s'adapter), la fulgu-

rante percée des pays émergents, la colonisation des entreprises occidentales par les capitaux de ce qui fut le tiers-monde, tout cela sous la menace d'une hyperfaillite comme suite à la surcharge des États, ployant sous le coup de la dette. La deuxième partie esquisse la politique à mener pour éviter la décadence, la catastrophe nucléaire peut-être. On voit que cette étude très serrée, très professionnelle rejoint dans ses conclusions les idées exprimées dans le livre signalé ci-contre de Ch. Saint-Étienne ou développées au cours de notre colloque de ce printemps. Il n'est pas besoin d'insister sur l'intérêt de cet ouvrage, non seulement pour nos lecteurs, mais aussi pour les hommes politiques ou pour les responsables économiques et financiers. Il est temps que cette crise soit prise à la racine, c'est-à-dire soit traitée dans ses causes, pas seulement dans les anecdotes propulsées par les médias. *Le monde d'après* : un livre de raison, comme on disait autrefois, à lire attentivement.

Charles DELAMARE

Ed. Plon – 19,90 €.

Écrire n'est pas jouer
de Philippe de Saint-Robert

« Écrire c'est décrire le monde, mais surtout s'inscrire dans le monde », nous prévient d'entrée Philippe de Saint-Robert. L'univers « ratatiné de nos lettres » lui paraît ne plus répondre à cet impératif, parce que les coteries qui y ont installé leur nid s'efforcent frénétiquement de suivre les fluctuations de l'opinion, au lieu de tendre à l'essentiel et au durable. « La plurimanie de la réforme et du changement font figure de cautère sur nos âmes de bois. »

Cet essai, nourri de références aux analystes les plus modernes de notre vie littéraire, donne une magnifique leçon de pratique. Après les réflexions acerbes sur l'état actuel de notre vie littéraire, l'auteur décrit avec la plus grande sensibilité les anciens, tels que Chateaubriand, Vigny, Alexandre Dumas, Renan..

Descendant du piédestal où se situent ces grands penseurs, il en appelle aux modernes, depuis Barrès à Pierre Boudot. Son analyse, parfois truffée d'émotion quand il évoque, par exemple, la grande figure de Geneviève de Gaulle, dément souvent le pessimisme dégoûté que l'on perçoit dans sa première partie, intitulée « Peregrinus Viator ». (On traduirait « voyageur étranger », si l'auteur avait écrit viator, mais est-ce une allusion au « peregrinus terror » de Tite-Live qui visait la peur inspirée par l'étranger ?) Le lecteur se régallera en retrouvant un Montherlant, trop oublié de nos jours ou en réécoutant la voix rocailleuse de Bernanos, critique du courant démocrate-chrétien, trop prêt à ses yeux à décréter « la justice sociale à la manière d'un débiteur insolvable déclarant solennellement qu'il paie ses dettes ».

France Forum sait que l'auteur de l'essai n'est pas un pilier de la doctrine qui sous-tend notre revue. Mais au nom de celle-ci, nous sommes heureux d'avoir pu accueillir quelques articles de Saint-Robert. Nous sommes encore plus heureux de saluer dans l'essai qu'il vient de publier un grand connaisseur, un grand amateur de la littérature française et un grand « goûteur » de celle-ci. Que nos lecteurs sachent prendre avec lui le plaisir de l'esprit et du cœur. Il est le meilleur antidote au nihilisme, engendré par l'exhibitionnisme, la vulgarité polluant notre société.

Charles DELAMARE

Ed. Hermann littérature – 27 €.

Lève-toi et marche

de Jacques Arnould et Jacques Blamont

L'un est un scientifique, l'autre un théologien. Ils dialoguent sur le train où va le monde. Blamont a écrit il y a cinq ans un livre prémonitoire, intitulé *Introduction au siècle des menaces*. Nous en avons rendu compte ici. La crise actuelle n'est financière qu'en apparence. Elle est la révélation d'une problématique plus profonde et plus redoutable : la destruction progressive de la planète par le système productiviste.

Il est impitoyable ; il suffit de citer la manière dont il produit de la viande. « En élevage laitier, les veaux sont séparés de leur mère à l'âge de 8 jours pour être envoyés dans des parcs d'engraissement alors qu'en liberté le veau tète un an. Souvent la vache pleure et cherche son petit, et ce petit cherche sa mère. Il est aussitôt castré et décorné sans anesthésie, puis il vivra dans ses déjections jusqu'à ce qu'il ait atteint son poids marchand, confiné dans des étables de 60 x 150 centimètres où il ne peut ni bouger ni se retourner. » Quelques exemples d'exactions au cours de la révolution culturelle en Chine montrent que la méchanceté humaine n'a pas terminé son œuvre avec l'extermination en masse, industrielle, réalisée par les nazis. Les veaux risquent d'être l'avenir de l'homme !

Au cours de leur dialogue, les deux Jacques, en viennent vite à la remise en exergue de l'approche religieuse, parce que sa préoccupation principale est celle de la méchanceté des hommes et du traitement à lui appliquer. Certains affirment que si les « religions n'avaient pas existé, tant de catastrophes, tant de guerres auraient été évitées ». Le père Arnould répond que les modernes doivent

faire preuve d'une vraie exigence à l'égard des religions pour qu'elles apportent leurs réponses aux questions des sociétés. Sinon, nous serons amenés à instaurer un État policier, pour traiter, par exemple, le cas des vieux ayant plus de 85 ans, cacochymes, grabataires et que l'on sera prêt à résoudre avec la même indifférence industrielle que les veaux.

Un livre qui donne vraiment à réfléchir ! Reposant sur la connaissance des progrès de la science, il pose la question de la façon dont l'humanité doit s'adapter à ce monde nouveau. Voilà qui nous change des rumeurs médiatiques !

Ed. Odile Jacob – 25 €.

Alfred Fabre-Luce

Un non-conformiste dans le tumulte du xx^e siècle
de Daniel Garbe

Il était un homme libre. Parce qu'il était riche. Ce qui n'est pas toujours le cas. Il ne se sentit pas contraint pour expier sa fortune, de se porter aux extrémités de la gauche. Ni de la droite d'ailleurs.

L'abondance de sa production, plus sociologique que psychologique reflète à la fois l'acuité de son esprit et la satiété de son estomac.

Daniel Garbe présente cette vie et cette œuvre en les adonnant du sous-titre, probablement peu aguicheur à notre époque, « Un non-confor-

miste dans le tumulte du xx^e siècle ». Non-conformiste, oui, mais pas au point de rejoindre, au moins par la pensée, l'officier le plus anti-conformiste de l'armée, Charles de Gaulle – même longtemps après la guerre. Philippe de Saint-Robert, dans sa préface, décortique l'itinéraire de Fabre-Luce, resté trop cérébral pour réussir au théâtre (comme il le tenta à plusieurs reprises), mais suffisamment pour se réconcilier, après une brouille dure pendant l'Occupation, avec Raymond Aron, observateur aussi fin et froid que lui de la politique française et internationale.

Nos lecteurs seront intéressés par cette sorte de centriste que fut Fabre-Luce au cours d'événements, de 1920 à 1980, qui furent loin d'être tièdes. Dans un style clair, sur un ton mesuré, Daniel Garbe restitue, à travers un personnage, admirablement bien placé pour observer (tel le Lyncée de Goethe) le déroulement aussi impitoyable qu'incongru de l'Histoire. Faut-il s'étonner que le nom de Fabre-Luce évoque aux jeunes générations une marque de biscuits plutôt que le nom d'un des plus brillants analystes de notre avant, puis après-guerre ?

C'est dire combien il est utile de lire l'ouvrage de M. Garbe, si l'on veut dissiper les brumes entourant la fin de la III^e République, Vichy et la IV^e République. Sans compter la V^e où nous patageons encore...

Charles DELAMARE

Éditions F-X de Guibert – 25 €.

À propos du colloque : « Face à la crise »

Tout à fait d'accord sur l'impérative nécessité de mettre un terme aussi proche que possible à « l'économie spéculative de marché » qui est devenue une véritable maladie mortelle pour l'ensemble des populations et la planète elle-même. Ce qui implique « une nouvelle économie politique » qui nous conduise à restaurer une « économie sociale de marché ».

Ma première remarque porte sur l'analyse des causes, non de la crise, mais des crises qui se succèdent depuis des décennies. La crise financière n'est elle-même qu'une des conséquences de ce que j'ai appelé « l'idéologie du libre-échange ». Dans mon esprit, il n'est pas question de mettre en cause le principe du libre-échange qui s'est développé au cours des siècles à mesure de l'ouverture aux autres.

De même la « mondialisation » est en elle-même une conséquence normale et nécessaire de notre développement et ne peut que tendre à développer les échanges.

Autre chose est de faire du « libre-échange » et de la « mondialisation » des instruments de domination politique, commerciale et financière de la planète.

C'est pourquoi il faut bien distinguer ce qui relève d'une part des libertés fondamentales, qu'il importe de préserver et de faire prévaloir lorsqu'il en est besoin, et d'autre part ce qui relève d'une dictature idéologique instituée dans le seul but de maximiser les profits à court terme, disons « le fric », au mépris des personnes, des peuples et de la planète.

« La concurrence libre et non faussée » est un bon slogan. La concurrence est en soi un facteur de progrès reconnu. Nous sommes tous d'accord pour mettre en pratique une véritable liberté des échanges et pour refuser toute falsification. Les monnaies ont été créées pour cela. Et c'est bien « la confiance » fondée sur la fiabilité des échanges ou de la parole donnée, justement mise en évidence par A. Peyrefitte et rappelée par M. Albert, qui a permis le développement des échanges et de l'industrie au bénéfice de tous. Il reste que les personnes, les ménages, les entreprises et les pays doivent chacun équilibrer leurs recettes et leurs dépenses. Donc aussi les échanges. C'est la base de toute civilisation, de l'équilibre économique et social et donc de la confiance entre les partenaires. Tout déséquilibre est finalement payé par quelqu'un.

L'Union européenne s'est développée à partir d'un « marché commun » qui avait prospéré dans le cadre de règles communes, sur des bases monétaires, économiques et sociales jugées assez proches par les six premiers partenaires pour que les avantages de la liberté des échanges l'emportent sur ses inévitables imperfections.

Depuis 35 ans, les échanges ont été progressivement à des pays dont le niveau économique et social n'a rien à voir avec le nôtre. Ce qui a pratiquement éliminé en fait et en droit le cadre, réglementaire des échanges et en a complètement déséquilibré les volumes. Déséquilibre encore augmenté par le caractère arbitraire des monnaies. En pratique, la « liberté des

échanges » n'existe plus. Elle est devenue un dogme imposé à tous sur des bases totalement faussées quelles que soient les conséquences pour les peuples et pour la planète. Les astuces « sociales » et financières ont été multipliées pour tenter de limiter la casse. Sans plus de règles que pour les échanges. Avec les résultats que nous vivons. Sans règles, c'est le chacun pour soi et le triomphe de l'individualisme. L'internationalisation des échanges conduit à celle de la production, la concurrence aux regroupements donc à l'internationalisation du capital qui détruit la solidarité entre l'entreprise et le territoire. Le capital n'a plus d'autre finalité que le profit à court terme.

On retrouve bien dans votre numéro 33 l'évocation de points clés tels que la confiance, la solidarité, la rupture avec le territoire..., la nécessité de restaurer l'équilibre, à commencer par celui de la famille, et celle de mettre le chômage hors la loi.

Votre numéro 34 propose à juste titre le besoin d'une nouvelle économie politique fondée sur les valeurs humanistes essentielles. *Mais il faut en proposer le fil conducteur.*

Le problème actuel est bien illustré par tous les « sommets » dont le G 20. Tout le monde

demande une « régulation ». Les caisses sont vides. Dans le système financier car « l'urgence, c'est le nettoyage financier » (Dominique Strauss-Kahn). Mais toute tentative de limiter les échanges pour rétablir les équilibres vitaux est dénoncée comme relevant d'un « protectionnisme » qui serait pire que le mal. Donc, on reprend les mêmes et on recommence. En faisant du « protectionnisme » une exclusivité au bénéfice du seul profit financier : on ne touche pas au grisbi. À aucun prix. On sait que le « libre-échangeisme » détruit les emplois et programme un suicide économique, social et écologique collectif. Mais les idéologies dominantes ont imposé « l'alliance de l'appétit de consommation et de la soif de spéculation » (Thierry Aumonier, *La Croix*, 29/01/09).

Pour mettre en place « une nouvelle économie politique » et une « économie sociale de marché », nous n'avons pas d'autre voie que le retour à l'équilibre de chacun et besoin de l'Union européenne pour le réaliser et le faire prévaloir. Face à l'internationalisation du capital, son association au travail est devenue nécessaire pour lui donner un sens et les moyens de la solidarité.

Jean Mousseaux

(voir aussi son article paru dans le n°72 d'*Actualité Retraite*)

Départ de Thérèse Desplanques

Notre secrétaire de rédaction, Thérèse Desplanques, vient de nous quitter pour prendre sa retraite. Nous la lui souhaitons bonne et heureuse. Nous la remercions pour le dévouement dont elle a toujours fait preuve envers notre revue, depuis le temps d'Henri Bourbon. Tous nos collaborateurs garderont d'elle le souvenir de son amabilité et de son ardeur au travail de rédaction. Elle est remplacée par M^{me} Elisabeth Cazeaux.

BULLETIN D'ABONNEMENT

- 4 numéros par an -

A retourner avec votre règlement à :
France-Forum – 133 bis, rue de l'Université 75007 Paris

Je m'abonne

J'offre un abonnement à :

Nom (Mme, M.)

Nom (Mme, M.)

Prénom

Prénom

Adresse

Adresse

France ➔ 40 €
➔ 48 € de soutien

Etudiant ➔ 25 €
Etranger ➔ 44 €

Les auteurs

Michel ALBERT, *ancien commissaire général au plan, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques*

Jacques BARROT, *vice-président de la Commission européenne, ancien ministre*

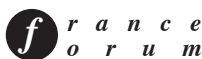
Joachim BITTERLICH, *ancien directeur de cabinet du chancelier Kohl, vice-président exécutif pour les affaires internationales de Veolia environnement*

André LE GALL, *écrivain, ancien élève de l'ENA*

Claude MEYER, *maître de conférences à SciencesPo, ancien directeur général adjoint de Bank of Tokyo-Mitsubishi, Paris*

Giuseppe SACCO, *professeur émérite à l'université de Rome*

Christian SAINT-ÉTIENNE, *économiste, membre du conseil d'analyse économique, conseiller de Paris*



Directeur de la publication : **Charles Delamare** – Gérant : **Catherine Bruno** – Comité de rédaction : **Jean Chélini, Jean-Marie Daillet, Charles Delamare, Albert Kalaydjian, Anne Laborde-Medevielle, Jacques Mallet, Jean-Pierre Prévost** – Secrétariat-abonnement : **Elisabeth Cazeaux** – Maquette : **Jean Plonka** – Rédaction : 133 bis, rue de l'Université, 75007 Paris - Téléphone : 01.53.59.20.60 - Fax : 01.53.59.20.59 e-mail : france-forum@orange.fr – Commission paritaire : 0113 P 86488 – Impression : Roto Presse Numéris - 36-40, bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan.

Face à la crise

UNE NOUVELLE ÉCONOMIE POLITIQUE

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

Les conditions d'une action efficace.

Exposé de Christian Saint-Étienne

L'économie sociale de marché et l'écroulement du consensus de Washington.

Exposé de Joachim Bitterlich

Redonner son importance au Parlement européen.

Exposé de Giuseppe Sacco

Interventions dans le débat :

Bernard Zamaron, Philippe Boncenne, Michel Wermelinger, Joachim Bitterlich, Christian Saint-Etienne, Éric Dumont

La répercussion de la crise sur l'Asie.

Exposé de Claude Meyer

Capitalisme rhénan face au capitalisme new-yorkais.

Exposé de Michel Albert

Conclusion du colloque.

par Jacques Barrot

Sommaire détaillé page 3